P.V. CULT 05
P.V. AIGRP 24

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2010-2011

CC,MW/vg

Commission de la Culture
et
Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

Procès-verbal de la réunion du 29 mars 2011

ORDRE DU JOUR :

Echange de vues avec Madame la Ministre de la Culture et Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région au sujet du financement et de l'organisation de l'enseignement musical

*

Présents : M. Claude Adam, M. Marc Angel, M. André Bauler remplaçant Mme Lydie Polfer, Mme Anne Brasseur, Mme Marie-Josée Frank, M. Jacques-Yves Henckes remplaçant M. Fernand Kartheiser, M. Mill Majerus, Mme Martine Mergen, M. Marcel Oberweis, M. Ben Scheuer, M. Marc Spautz, membres de la Commission de la Culture

Mme Claudia Dall'Agnol, M. André Bauler remplaçant M. Paul Helminger, M. Fernand Diederich, M. Emile Eicher, M. Fernand Etgen, M. Camille Gira, M. Claude Haagen, M. Jacques-Yves Henckes remplaçant M. Gast Gibéryen, M. Ali Kaes, M. Jean-Pierre Klein, M. Jean-Paul Schaaf, M. Raymond Weydert, membres de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture
M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Pol Schmoetten, Commissaire à l'Enseignement musical, du Ministère de la Culture
M. Marc Leonhard, du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région

Mme Carole Closener, Mme Christiane Huberty, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Lydie Err, M. Fernand Kartheiser, Mme Lydie Polfer, membres de la Commission de la Culture

M. Gast Gibéryen, M. Paul Helminger, M. Gilles Roth, membres de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

*

Présidence : Mme Martine Mergen, Présidente de la Commission de la Culture

M. Ali Kaes, Président de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

*

Echange de vues avec Madame la Ministre de la Culture et Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région au sujet du financement et de l'organisation de l'enseignement musical

Cette réunion a été convoquée à la demande du groupe parlementaire *déi gréng*. Dans leur demande du 26 janvier 2010 (cf. Annexe 1), « déi gréng » se sont référés à l'interpellation du 12 juin 2008 de M. Camille Gira au sujet de l'enseignement musical dans le secteur communal (cf. Annexe 2), à la consultation annoncée par Madame la Ministre de la Culture et à la prise de position du SYVICOL du 14 décembre 2009 (cf. Annexe 3).

L'organisation de l'enseignement musical au Luxembourg se caractérise par une grande hétérogénéité autant en ce qui concerne les structures et les modes de fonctionnement que l'offre et la tarification. Dans certaines régions, l'enseignement musical est essentiellement dispensé par les conservatoires et les écoles de musique, alors que d'autres régions ont favorisé le développement de cours de proximité.

La base légale de l'harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal réside dans la loi modifiée du 28 avril 1998 qui régit, dans son chapitre VI, le financement de l'enseignement musical dans les termes suivants :

> *« Art. 12.*
> *Les frais de fonctionnement de l'enseignement musical dispensé par les institutions visées par la présente loi, sont à charge des communes ou des syndicats de communes dont relèvent ces institutions.*
> *L'Etat participe au financement de l'enseignement musical à raison d'un tiers des rémunérations brutes du personnel enseignant de ces institutions. Cette participation ne peut pas dépasser la somme de sept millions trois cent soixante-sept mille euros par exercice budgétaire à commencer par l'année 2005. Cette participation est adaptée annuellement sur la base de l'évolution de la masse salariale globale de l'Etat.(…) »*

En pratique, d'après le SYVICOL (cf. Annexe 3), la participation de l'Etat représenterait actuellement un quart du coût total des rémunérations. La contribution du Fonds communal de dotation financière étant identique à la participation étatique, les communes supporteraient la moitié des rémunérations du personnel enseignant.

La participation et le remboursement des communes étant très inégaux d'une commune à l'autre, les droits d'inscription pratiqués par les différentes institutions varient fortement. Ainsi la tarification d'un cours répercutée sur un élève peut varier du simple au quintuple, voire

plus, selon la commune. Certaines communes fixent le minerval des élèves non-résidents à un niveau très élevé, de sorte qu'en cas de non-remboursement par les communes de résidence des frais aux élèves, cela revient à exclure certaines couches sociales de l'enseignement musical.

Madame la Ministre confirme que les consultations annoncées ont eu lieu avec les milieux concernés au cours des trois dernières années et rappelle que selon le programme gouvernemental *« La loi sur l'harmonisation de l'enseignement musical sera soumise à une révision, révision qui se fondera sur le principe de la proximité pour l'enseignement musical de base, à organiser dans toutes les communes, et celui de la régionalisation pour l'ensemble de l'enseignement musical.»*

Le défi, selon Monsieur le Ministre, consiste à concilier le principe de l'autonomie communale avec la mise en place d'un modèle équitable au niveau national qui permette l'accès de tous les citoyens aux mêmes services à des tarifs et des conditions similaires.

La révision de la loi modifiée du 28 avril 1998 devra tenir compte de la situation actuelle : face à une demande croissante de jeunes qui développent et cultivent un goût pour la musique, de plus en plus de communes sont confrontées à des difficultés de financement de l'enseignement musical. Une solution pourrait consister à revoir le plafonnement de la participation étatique. Toutefois, au-delà des aspects liés au financement, la réforme devra également inclure des éléments structurels.

Afin de maintenir l'offre existante, d'un point de vue qualitatif et quantitatif, il est impératif d'organiser l'enseignement de manière rationnelle, impliquant une nouvelle hiérarchisation des niveaux, et de façon régionale afin que les élèves puissent bénéficier d'une bonne formation, indépendamment de leurs origines sociales. Une plus grande régionalisation induit une meilleure collaboration entre communes et une harmonisation du minerval. La régionalisation pourrait impliquer également la mise en place d'une carte scolaire. Les efforts d'harmonisation devront préserver une certaine flexibilité afin de faciliter l'adaptation aux particularités qui existent sur le terrain.

Pour les détails chiffrés concernant l'enseignement musical, il est prié de se référer à l'annexe 4.

Un projet de loi devrait être déposé par le gouvernement durant la deuxième moitié de l'année 2011.

<u>Echange de vues</u>

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Les membres des deux Commissions s'accordent pour dire que l'harmonisation de l'enseignement musical n'est pas achevée.

- Selon le groupe parlementaire « déi gréng » il pourrait être opportun de réfléchir à une nouvelle clé de répartition des frais entre les communes et l'Etat et une révision du plafonnement prévu par l'article 12. Ainsi, les charges financières liées à l'enseignement de base pourraient être supportées à raison de 50% par les communes et 50% par l'Etat. En revanche, l'enseignement moyen et l'enseignement de pointe seraient pris en charge par l'Etat.

- Dans le cadre de la réforme, il pourrait être également utile de s'interroger sur le caractère obligatoire ou facultatif de l'offre du service « enseignement musical ». L'enseignement musical pourrait ainsi devenir un droit (et non une obligation) pour le

citoyen. Dans ce contexte, il pourrait être opportun de mener une réflexion sur le contenu et la méthodologie.

- Le partage des responsabilités pourrait être revu. Ainsi les communes pourraient être tenues d'offrir les infrastructures nécessaires à l'enseignement musical, mais les rémunérations des enseignants seraient prises en charge par l'Etat, à l'instar de l'enseignement fondamental.

- Les types actuels d'enseignement, à savoir les conservatoires, les écoles de musique et les cours de musique, ont fait leurs preuves et ne seront pas remis en question par la réforme. De même, il ne paraît pas nécessaire d'augmenter le nombre de conservatoires.

Luxembourg, le 29 mars 2011

La secrétaire,
Carole Closener

La Présidente de la Commission de la Culture,
Martine Mergen

Le Président de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police,
Ali Kaes

Annexes :

Annexe 1 : Demande du 26 janvier 2010 du groupe parlementaire déi gréng

Annexe 2 : Interpellation du 12 juin 2008 de M. Camille Gira au sujet de l'enseignement musical dans le secteur communal

Annexe 3 : Prise de position du SYVICOL du 14 décembre 2009

Annexe 4 : Enseignement musical au Luxembourg

baséieren op den Artikel 138 vun eisem Reglement an an Uwendung vum Artikel 4 (5).

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Madame Netty Klein est désignée membre du Centre pour l'égalité de traitement.

Mir kommen dann zum leschte Projet de loi vun haut de Mëtteg, ier mer un d'Interpellatioun kommen. Dat ass de Projet 5597, eng Ofännerung vum Code d'instruction criminelle. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

7. 5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 186, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 dudit code - Second vote constitutionnel

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- An der Sëtzung genau virun dräi Méint, dat war den 11. Mäerz 2008, ass de Projet 5597 à l'unanimité gestëmmt ginn, trotz enger Opposition formelle vum Conseil d'État op e gewëssene Punkt vun dësem Projet. An zwar war dat de Rapport écrit et motivé vum Juge d'instruction am Kader vun enger Ordonnance de renvoi.

Wann ech zréckginn, da kann een dat folgendermoossen erklären. D'Regierung hat e Projet de loi eraginn, wou de Rapport écrit et motivé erausgeholl ginn ass, wat de Juge d'instruction betrëfft. D'Kommissioun war der Meenung, de Rapport écrit misst op jidde Fall obligatoresch bei engem Renvoi virun der Chambre criminelle drabehale ginn.

Duerfir huet d'Commission juridique en Amendement gemaach. Deen Amendement ass zréck bei de Conseil d'État gaangen. De Conseil d'État huet doropshin eng Opposition formelle gemaach an hien huet dat net guttgeheescht.

Doropshin ass de Projet erëm eng Kéier an d'Kommissioun komm. D'Kommissioun huet sech nach eng Kéier behaapt, aus folgenden Ursaachen eraus: Éischtens emol, well eng Affaire criminelle eppes Komplizéiertes ass, ass et wichteg, dass de Juge d'instruction domat bedeelegt ass oder säi Rapport ka maachen; awer och op Ufro vu Cabinet-d'instructioune selwer. D'Juge-d'instructioně waren der Meenung, et wär wichteg, dass déi Prozedur géif oprechterhale ginn.

Déi Opposition formelle ass nach eng Kéier widderholl gi vum Conseil d'État. D'Kommissioun huet sech awer erëm drop baséiert, dass aus deenen Ursaachen, wou ech gesot hunn, et wichteg wär dat bäizebehalen. Dunn ass dat à l'unanimité hei an der Chamber votéiert ginn.

Well awer déi Opposition formelle war, musse mer haut an enger deuxième Lecture nach eng Kéier heidrop zréckkommen. Ech géif bieden esou ofzestëmmen, wéi mer déi éischte Kéier ofgestëmmt hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Mir kënnen dann och hei zum Vote kommen.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President!

M. le Président.- Jo?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Just ganz kuerz, well no all deene Projeten, vun deenen d'Madame Doerner Rapportrice war, wëll ech vun all de Kolleegen hei vun alle Bänken awer der Madame Doerner Merci soe fir de mëndleche Rapport virun eis, dee soss net gemaach ginn ass, wa mer direkt un de Vote kommen. Ech wollt dat am Numm vun eis alleguerte maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech hat schonn am Numm vun eis alleguerten der Madame Doerner Merci gesot, mä doppelt genäht hält besser, Här Bettel. Mir kommen dann zum Vote.

Second vote constitutionnel

De Projet 5597 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Alex Bodry);

MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Eugène Berger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Interpellatioun vum honorabelen Här Gira iwwert den Enseignement musical am kommunale Secteur. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

8. Interpellation de M. Camille Gira au sujet de l'enseignement musical dans le secteur communal

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt am Ufank vun dëser Interpellatioun drop hiweisen, dass ech se den 13. Juli 2005 agereecht hunn. Ech weess net, ob d'Madame Statssekretärin nach net prett ass, fir op meng Froen ze äntwerten. Ass se ënnerwee? Gutt, dann hoffe mer, dass se geschwënn aleeft, well si hat jo elo bal dräi Joer Zäit.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Si hat net geduecht, datt fënnef Projeten an enger hallwer Stonn géifen evakuéiert ginn.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Gutt. Dann hoffe mer, dass se geschwënn hei ass, well dat sinn elo bal dräi Joer. Ech wëll déi Bemierkung maachen, fir ze soen, dass dat en Zäitpunkt war ier d'Wellen ëm déi nei Tariffer vum Conservatoire du Nord héichgeschloe sinn.

Ech wëll awer gradesou kloer soen, dass déi Diskussiounen ëm déi Tariffer fir déi Gréng net iwwerraschend komm sinn. Déi zousätzlech finanziell Belaaschtung fir d'Gemenge war eng vun den Ursaachen, niewent dem Artikel iwwert de Contrat à durée déterminée, dass mir d'Gesetz 1998 net gestëmmt hunn. Jo, fir eis waren déi Problemer virprogramméiert.

Zur Ofwiesslung zitéieren ech mech dann emol eng Kéier selwer: „Ech sinn dovun iwwerzeegt, dass an zwee bis dräi Joer déi 190 Milliounen opgebraucht sinn an dass mer dann, wat de finanziellen Aspekt vun dësem Gesetz ubelaangt, genee déiselwecht Diskussiounen a Polemik kréien. Ech menge si ginn op d'Käschte vun deene Schüler, déi de Pech hunn, an enger Nopeschgemeng vun Ettelbréck oder der Stad ze wunnen, déi net bereet ass, hiren Deel vum Minerval ze bezuelen, an déi sech e Solfègecours vun 20 bis 30.000 Frang net kënne leeschten." Enn vum Zitat.

Abee, Här President, haut si mer genee do. Wann d'Regierung 2005 direkt op meng Interpellatioun reagéiert hätt, dann hätte mer déi Diskussiounen do vläicht - „vläicht" betounen ech - kënne verhënneren. Mä deemools huet se gesot, si géif nach studéieren. Ech hoffen also, dass an deenen dräi Joer gutt studéiert ginn ass an dass d'Madame Statssekretärin um Enn vun den Interventioune Léisungen op déi bestehend Problemer kann ubidden.

Ech betounen awer och gläichzäiteg, dass meng Interpellatioun net nëmmen op de finanzielle Volet vum Gesetz vun '98 ausgeriicht war an ass, mä eng generell Evaluatioun vun dësem Gesetz soll maachen.

Bekanntlech, an Dir erënnert iech nach vläicht, hat dat Gesetz sech véier Ziler gesat: 1. Ofsécherung an eng finanziell Besserstellung vun den Enseignanten; 2. Harmoniséierung vun de Programmer duerch déi eenzel Ordres d'enseignement, mä och iwwer Land; 3. Homogeniséierung vun der Offer iwwer Land, a 4. d'finanziell Entlaaschtung vun de Gemengen.

Ech géif da probéiere kuerz déi véier Punkten een nom aneren ze beliichten.

Zum éischte Punkt: d'Personal. Dat ass sécherlech dee Punkt, wou d'Gesetz am meeschte bruecht huet. Vun de ronn 580 Enseignanten hunn der haut ongeféier 370 e CDI, also e Contrat à durée indéterminée. Do bleiwen der sécher nach bal 200. Mä éischtens mussen dat der jo elo net lauter sinn, déi iwwer zwee Joer sinn. Et schéngt och net ganz vill Onzefriddenheet am Secteur ze sinn. Mir ass och kee Prozess bekannt am Enseignement musical, deen ähnlech gelaf wier wéi deen, deen am generellen Enseignement gelaf ass, wou bekanntlech déi do Thematik zu gréisseren Diskussioune gefouert huet a wou mer och eng Jurisprudenz an Tëschenzäit hunn. Et ass fir eis awer och kloer, dass duerch dat Uerteel am Enseignement scolaire général deen Artikel aus dem Gesetz vum Enseignement musical gradesou hifälleg ass, wéi deen an deem anere Gesetz.

Wann ee mat den Acteuren um Terrain schwätzt, da kritt een als Echo, dass grad an deem heite Punkt d'Gesetz eng wichteg Stabilitéit an déi eenzel Conservatoiren a Musekschoule bruecht huet. Et kann ee sech virstellen, dass et virdrun, wou immens vill Leit mat ganz kuerzen, jährleche Kontrakter geschafft hunn, et wierklech schwéier war, e Projet d'école opzebauen an eng gewësse Kontinuitéit am Enseignement ze hunn.

En anert Zeechen dofir, dass hei villes passéiert, ass och vläicht d'Ofhuele vun de Stonnen, déi vun de Militärmuseker a -musekerinne gehale ginn. Dir wësst, dass jorelaang déi Leit ganz oft nieft hirem Job bei der Militärmusek och nach e ganze Koup Stonnen an deenen eenzelne Musekschoule virun allem iwwer Land gehalen hunn. Abee, déi Stonne si vu 460 d'Woch erofgaangen op knapp 280

Och d'Paie sinn de Paien am generellen Enseignement ugepasst ginn.

Interessant ass awer och, dass hei an dësem Secteur, grad wéi an aneren, d'Zuel vun den Auslänner extrem grouss ass. Ëmmerhi bal 220 auslännesch Enseignanten hu mer. Ech weess elo net, ob dat Grenzgänger sinn oder Leit, déi hei wunnen. Dat wier och interessant emol gewuer ze ginn.

Zweete Punkt, Harmoniséierung vun de Programmer. Ech menge kënnen ze soen, dass och hei de Bilan insgesamt relativ positiv ass. D'Acteuren um Terrain confirméieren, dass den Unterrecht duerch d'Bank u Qualitéit gewonnen huet. Och d'Wiessele vun engem Gebai a vun engem Ordre d'enseignement an en aneren ass elo méi einfach ginn.

Et feelen awer och nach ëmmer zéng Joer nom Gesetz eng Rei Règlements grand-ducaux. Virun allem dat iwwert d'Formation des adultes. Dat fanne mir als Gréng net gutt, well grad an deem Beräich iwwert d'Erwuessenebildung d'Schülerzuele regelméisseg ganz séier wuessen.

Duerfir meng Fro un d'Statssekretärin: Wéisou dauert dat esou laang, eng Rei Règlements grand-ducaux ze publizéieren, virun allem dat iwwert d'Formation des adultes? A wéini ass mat deene leschte Règlements grand-ducaux, déi nach feelen, ze rechnen?

Bei allen Harmoniséierungsbestriewunge sollt een awer eiser Meenung no op zwou Saachen oppassen.

Éischtens, de Schüler an d'Schülerin net vergiessen. Et gëtt een an deem do Kontext d'Gefill net lass, dass villes, wat do harmoniséiert gëtt, éischter aus der Perspektiv an och deelweis aus dem Interesse vun deenen eenzelnen Institutiounen an den Enseignantë gekuckt a geplangt gëtt, awer manner aus der Siicht vun de Schüler a Schülerinnen.

An zweetens, et kann een och doutharmoniséieren. Wéi een Direkter mer gesot huet, soll ee wuel eng gemeinsam Basis fir all Musekschoule schafen, mä awer derfir suergen, dass all Gebai seng Autonomie behält a seng Kreativitéit a Fantasie kann entwéckelen.

D'Fro stellt sech, ob een net kann eventuell mat Socles de compétences fueren, ähnlech wéi elo ugeduecht gëtt am normale Schoulbetrib.

Am Résumé also zu dësem Punkt: Et soll een d'Aufgabegebitt vun deenen eenzelnen Divisiouns d'enseignement kloer definéieren; d'Harmoniséierung esou wäit garantéieren, dass Iwwergäng problemlos machbar sinn, mä all Schoul hire Fräireum loossen, fir dass se kann en Enseignement ubidden, deen deen net ëmmer einfache Spagat tëschent Fräizäitbeschäftegung an héijem Niveau packt.

Drëtte Punkt, homogen Offer iwwert d'Land. Hei ass de Bilan schonn net méi esou positiv. Mir sinn der Meenung, dass an dësem Punkt d'Gesetz säin Zil net erreecht. Ee Bléck op déi Kaart, déi de Kulturministère ausgeschafft huet an déi mer och déi eng oder aner Kéier an der Spezialkommissioun vun der Territorialreform eis ugekuckt hunn, weist, wéi heterogen d'Joffer .

(Hilarité)

...wéi heterogen d'Offer - pardon - iwwert d'Land nach ëmmer ass.

Vu Gemengen, déi näischt ubidden, iwwer déijéineg, déi selwer Musekscoursen organiséieren, vun all deenen, déi eng Konventioun mat der UGDA hunn, bis bei déi, déi eng Konventioun mat enger anerer Gemeng hunn, vun deenen, déi eng Musekschoul mat anere Gemengen a Form vun engem Syndikat géréiere bis bei déi, déi wuel an engem Syndikat sinn, awer d'Schoul vun der UGDA hale loossen, vun deenen, déi punktuell un engem Conservatoire finanziell participéieren, bis bei déi, déi schlussendlech e Conservatoire féieren: Dir Dammen an Dir Hären, Här President, et gëtt näischt, wat et net gëtt an deem dote Secteur.

Hei rächt sech an eisen Aen, dass d'Regierung net op dee Wee gaangen ass, dee mir 1998 proposéiert haten, nämlech e Plan sectoriel iwwert den Enseignement musical ze maachen. Ech hu méi wéi eemol d'Beispill vun de Musekschoule geholl, fir an der Spezialkommissioun ze illustréieren, wat geschitt, wann ee mengt, Lëtzebuerg bräicht keng Landesplanung.

D'Resultat ass vernichtend: den organiséierte Chaos, eng heterogen Offer vun elementare Servicer iwwer Land, eng Diskriminéierung vun eenzelne Bevölkerungsgruppen, eng Verschwendung vun den öffentleche Gelder.

An dësem Fall an engem Saz résuméiert: E Musekunterrecht, dee sech nach just räich Gemengen a räich Famillje kënne leeschten.

Dat kann net d'Enn vum Lidd sinn, Här President, an duerfir sinn déi Gréng der Meenung, dass kee Wee laanscht dee Plan sectoriel féiert. Wéi mir eis dat virstellen, dorop kommen ech herno spéider nach zréck.

Véierten a leschte Punkt: déi finanziell Entlaaschtung vun de Gemengen. An dësem Punkt huet d'Gesetz total versot.

Zwee Facteuren hunn zur Käschtenexplosioun gefouert: Éischtens, d'Upassung vun de Gehälter vun den Enseignanten, an zweetens déi massiv Erhéijung vun de Schülerzuelen, déi ëmmerhin ëm 27% an zéng Joer, also praktesch ëm en Drëttel insgesamt, geklommen ass.

A well de Stat säi Bäitrag plafonéiert hat, ass d'Belaaschtung vun de Gemengen extrem an d'Luucht gaangen. Dorun huet och déi punktuell Upassung vun 2005 näischt Wesentleches geännert. Mir sinn haut wäit ewech vun deem engen Drëttel, deen iwwert dee Wee sollt gedeckt ginn. Besonnesch an de Conservatoirë sinn d'Käschten an d'Luucht gaangen.

Dat erkläert och déi ganz Situatioun am Conservatoire du Nord. Do kënnt am Norden awer nach Folgendes Spezifesches derbäi: Déi zwou Gemenge kréie pro Awunner iwwert d'Gewerbesteier an de Fonds communal wesentlech manner era wéi d'Stad Lëtzebuerg an awer och nach e gudden Deel manner wéi d'Stad Esch. Duerfir hu si och vill méi Problemer, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, wéi déi aner zwee Zentren. Mam Resultat, dass mer elo an der Nordstad Minervalë fir Non-résidanten hunn, déi eng normal Famill sech net méi ka leeschten, nämlech tëschent 600 an 750 Euro fir e Cours individuel. Dat si Chifferen, mengen ech, bei deene relativ akommesschwaach Familljen net méi drun denken, hir Kanner an déi Schoul ze schécken.

Hei weist sech net nëmmen d'Feele vu jeglecher Landesplanung, mä och nach den

drëngenden, akuten Handlungsbedarf a puncto Gemengefinanzreform.

Wann ee går, Här President, dräi urban Zentren am Land hätt, da muss een deenen Zentren och déi finanziell Ressourcen zoukomme loossen, fir dass se déi Servicer kënnen ubidden, déi ee vun hinnen erwaart.

Et däerf een et sech awer net esou einfach maache wéi d'Madame Statssekretärin an engem Interview am „Lëtzebuerger Wort" vum 12. Mee 2007, wou si sech d'Liewe wierklech einfach mécht a seet, dat do wier e Problem vu Gemengenautonomie.

Sécher mussen déi politesch Responsabel vun Ettelbréck an Dikrech vun deemools sech de Virworf gefale loossen, dass se bei der Grënnung vum Conservatoire du Nord de finanziellen Impakt op hire Budget vläicht ënnerschat haten. Virun allem musse se sech och de Virworf maache loossen, dass se dee Conservatoire net op méi eng breet Basis gesat hunn a vun Ufank un e Fonctionnements- an e Finanzéierungskonzept mat den Nopeschgemengen opgesat hunn.

Et kann een e bësse verstoen, dass, wann een emol fir d'éischt eng Struktur opbaut, méi grouss gi léisst an dann op eemol higeet, nodeem ee festgestallt huet, dass dat engem säin eegene Budget finanziell awer dépasséiert, a gären hätt, dass Nopeschgemenge mat bezuelen, dat net gutt ukënnt. Do muss ee verstoen, dass eenzelne Gemengen dat e bësse sauer eropstéisst a se net einfach esou bereet sinn, de Portmonni ze zécken an de Scheck eriwwerzeschécken.

Mä ech hoffen trotz allem, dass awer d'Regierung mat eis eens ass, dass et och am Beräich Musekunterrecht keng sozial a geographesch Diskriminéierung däerf ginn, an dass se dann och bereet ass, hiren Deel vun der Verantwortung ze iwwerhuelen.

Här President, wéi stellen déi Gréng sech dann elo d'Zukunft vum Musekunterrecht zu Lëtzebuerg vir a wéi gesinn an eisen Ae méiglech Léisungen aus, fir aus dëser verfuerener Situatioun erauszekommen?

Éischtens, mir bleiwen derbäi, dass e Plan sectoriel déi néideg Basis ass, fir e rationellen, effikassen a sozialgerechte Musekunterrecht zu Lëtzebuerg ze organiséieren.

Wéi soll een do virgoen? No engem Inventaire vun allem Bestehende soll een e ronnen Dësch mat allen Acteuren organiséieren, a mat hinnen zesummen e Plang fir d'Land ausschaffen, wou jiddferengem seng Aufgaben, awer och Flichte festgehale solle ginn.

Optimal wier selbstverständlech, wann d'Resultat vun deenen Iwwerleeunge wär, dass an all Regioun vum Land d'Gemengesyndikat fir de Musekunterrecht responsabel wär. Ob dee Syndikat da selwer den Unterrecht organiséiert oder mat Partner, wéi der UGDA zum Beispill, dat soll deene Responsabelen iwwerlooss sinn.

Mä dës Manéier ass sécherlech déi einfachst, gerechtst an effikasst Manéier ze schaffen. Ech zitéieren do den Här Henri Schumacher, *fréiere* Generalsekretär vun der UGDA, deen an engem Artikel am „Journal" vum 16. Mee 2006 seet: „Glücklicherweise haben wir in Luxemburg. In zwei Kantonen, Gemeinden, die in der Finanzierung des Musikunterrichts regelrechte Pionierarbeit geleistet haben, nämlich die der Kantone Redingen und Klerf, die im Rahmen eines interkommunalen Syndikats den Bürgern aus ihren sämtlichen Gemeinden, jung und alt, erlauben ohne zusätzliche Kosten die Kurse ihrer kantonalen Musikschulen zu besuchen."

Ech kann aus der Praxis confirméieren, dass dat exzellent fonctionnéiert. Dat kascht och Suen, Dir Dammen an Dir Hären. Als Beispill kann ech Iech soen, dass d'Gemeng Biekerech net manner wéi 120.000 Euro op Réiden iwwerweist, fir hiren Deel zu där Musekschoul bäizedroen. Et féiert awer insgesamt zu relativ wéineg Diskussiounen, et féiert zu enger effikasser Organisatioun, *zu engem ganz niddrege Minerval,* an domat zu enger sozialer Gerechtegkeet.

Och wann déi Gréng sech eens sinn, dass dës Idealvirstellung vu flächendeckende Gemengesyndikater *net esou einfach an* och net vun haut op muer ze realiséieren ass, esou ass dat fir eis awer keng Ursaach, fir se net unzesteieren.

En zweeten Auswee aus där Sakgaass, wou mer dra sinn, ass, dass de Finanzéierungsmodus muss reforméiert ginn, an zwar op véier Punkten.

Éischtens, de Stat muss säin Drëttel déplafonéieren. Dir wësst sécherlech, dass de Moment deen Drëttel gekoppelt ass un d'Masse salariale vun de Statsbeamten a -beamtinnen. Et ass e bësse schwéier nozevollzéien, firwat - wann an de Musekschoulen, *wéi elo grad gesot, d'Schülerzuele méi* wéi een Drëttel klammen - een deem net Rechnung dréit, mä just d'Masse salariale vun de Statsbeamte kuckt. Mir sinn der Meenung, dass de Stat soll säin Drëttel un déi reell Käschten, déi an de Musekschoule sinn, koppelen.

Zweetens, mir sollen ewechkomme vun enger forfaitairer Ofrechnung an op déi reell Organisatioun kucken. Selbstverständlech si mer averstanen, dass dës Organisatioun d'Approbatioun vum Ministère de la Culture brauch, ähnlech wéi an der Primärschoul. Wann da Gemenge sech e gewëssene Luxus wëllen erlaben a gewësse Fantasië wëllen doriwwer eraus offréieren, da solle se dat dann och selwer finanzéieren.

Drëttens, eng gerecht Participatioun vun alle Gemengen. Mir mussen eppes géint d'Trittbrettfahrer maachen, déi et nach ëmmer iwwer Land gëtt. De Moment sinn déi Gemengen, déi selwer eng Musekschoul géréieren, déi Domm. Si bezuelen zweemol. Si hunn eng Kéier hir eege Fraisen, a si participéieren nach eng Kéier iwwert deen Drëttel, deen iwwert de Fonds communal de dotation financière dozou bäidréit, d'Käschten *theoretesch zu engem Drëttel ze droen.*

Véiertens, de Stat soll eiser Meenung no de Gros vun de Käschte vun der Division moyenne spécialisée an der Division supérieure iwwerhuelen. Dat sinn zu engem gudden Deel Leit, *déi aus der Musek hire Beruff* wëlle maachen, an do si mir kloer an däitlech der Meenung, dass dat keng kommunal Aufgab méi ass.

Dat ass an eisen Aen eng staatlech Aufgab, e bësse parallell *zur* Schoul, *wou* d'Gemenge responsabel si fir d'Primärschoulen, mä wou de Stat awer déi Formatioun doriwwer, wéi de Lycée an de Lycée technique, finanzéiert. Duerfir mengen ech, wier dat och gerecht. Dat géif dann och déi dräi regional Conservatoiren, déi jo wierklech eng national Aufgab ze erfëllen hunn, entlaaschten.

Déi dräi leschte Punkte vun deene véier, déi ech hei am Finanzberäich opgezielt hunn, *sinn zimlech deckungsgläich mat deem,* wat d'Regierung an hirem Pabeier der Spezialkommissioun zoukomme gelooss huet. Ech hunn dës Punkten, déi ech elo virgedroen hunn, insgesamt an enger Motioun formuléiert an hoffen dofir - well eigentlech och an der Spezialkommissioun e grousse Konsens iwwert déi Punkten do war - op eng breet Zoustëmmung. An därselwechter Spezialkommissioun waren och sämtlech Fraktioune mam Syvicol enger Meenung, dass am 21. Jorhonnert de Musekunterrecht eng Mission obligatoire fir d'Gemenge misst sinn.

Da kommt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir maachen elo Neel mat Käpp. Kommt mir weisen, dass déi Diskussiounen an der Spezialkommissioun net fir d'Kaz waren. Kommt mir beweisen un dësem Beispill, dass mer Landesplanung endlech eescht huelen an amstand sinn, flächendeckend, effikass a fir jiddfereen zougänglech öffentlech Servicer *unzebidden. Kommt mir demonstréieren,* dass Stat a Gemengen amstand sinn, jiddferee seng Responsabilitéit ze iwwerhuelen, fir ze erméiglechen, dass jiddfereen, dee Loscht huet, hei am Land ka sangen, Trompett oder Piano spille léieren, ob hien dat mécht fir seng perséinlech Entwécklung, fir an engem Veräin e Bäitrag zum kulturelle Liewen an eisen Dierfer oder Stied ze leeschten, oder ob hie wëllt doraus an domat säi Liewe maachen. Dat kann an däerf keng Affär vu Sue sinn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que dix ans après l'entrée en vigueur de la loi de 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical communal, celui-ci ne se déroule toujours pas dans un cadre clairement défini ou harmonisé;

- qu'au niveau national, l'offre de cet enseignement reste très hétérogène;

- l'importance d'un enseignement musical adéquat et abordable, répondant aux différents besoins des jeunes;

- que l'enseignement musical est à considérer comme un service que les communes devraient obligatoirement offrir à leur population;

- les différentes formes d'organisation existant actuellement au niveau local (à savoir les conservatoires de musique, les écoles de musique communales, les syndicats communaux, les conventions entre communes, etc.);

- les problèmes de financement que connaissent quelques communes ou syndicats de communes;

- que certains communes et syndicats de communes - dont notamment le CMNord - ont dû sensiblement augmenter leurs tarifs;

invite le Gouvernement

- à élaborer un plan sectoriel «enseignement musical» qui permet l'établissement d'une couverture équitable et homogène de l'offre à travers le pays et qui définit clairement le rôle des différents acteurs;

- à revoir le mode de financement de l'enseignement musical en s'orientant aux prémisses suivantes:

1. déplafonner la contribution de l'État et l'agencer selon les frais réels des différents services offerts par les communes;

2. en ce qui concerne les écoles de musique et les cours de musique:

- abolition du pourcentage fixe de remboursement fixé par la loi et remplacement par un système de moyens budgétaires fixés à partir des indications précises de l'année scolaire écoulée et des inscriptions de l'année en cours avec un contrôle strict des ministères de tutelle,

- responsabilisation des différents établissements et communes face aux choix qu'ils ont effectués,

- participation identique et solidaire de toutes les communes dans le financement de l'enseignement musical de base comme offre obligatoire;

3. augmenter la part de l'État dans les frais de fonctionnement des trois conservatoires régionaux.

(s.) Camille Gira, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Viviane Loschetter.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Schaaf.

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV).*- Här President, Madame Statssekretärin, Kolleeginnen a Kolleegen, de Camille Gira huet et gesot, dass an der Chamberssitzung vum 13. Juni 2005, virun also bal dräi Joer, den Interpellant vun haut eben zum Sujet vum Musekenseignement eng Diskussioun ugefrot huet. Haut eréischt diskutéiere mer doriwwer.

An deem Sitzungsbericht kann een nolleesen, dass déi deemoleg Ufro allgemeng begréisst ginn ass, well jiddferee sech bewosst war, dass eng punktuell Upassung, déi dee Moment den 13. Juli décidéiert ginn ass, ebe just eng punktuell Saach wier, just en Deelaspekt géif beréieren. Eng generell *Diskussioun iwwer Sënn, Zweck an Aus*richtung vun enger eventueller Revisioun vun deem deemools siwen an haut zéng Joer ale Gesetz ass gewënscht ginn.

Den 13. Juli war also just de Finanzéierungsplafong vum Stat ugehuewe ginn, fir eben deenen zwou Institutiounen, déi hire Statut geännert hunn - de Conservatoire de Musique du Nord an d'Musekschoul vun Déifferdeng -, den entspriechende finanzielle Kader ze ginn, ouni dass een d'Enve*loppe muss nei verdeelen an domat allen* aneren Acteuren um Terrain géif deemententspriechend manner Sue ginn.

Jiddferee wousst, dass dat eng punktuell Saach ass, mä déi eis net géif generell zefridde stellen. *Zu deenen, déi deemools* scho gefrot hunn, dass dat Gesetz sollt nogekuckt ginn - d'UGDA, de Syvicol an och d'Spriecher deen Dag -, gehéiert entretemps och de Conservatoire de Musique du Nord. Dat ass eng Institutioun, déi ech besser *kennen, an duerfir wëll* ech och e *puer* Remarquen aus der Sicht vun dësen Ubidder vu Musekscoursë maachen.

De Conservatoire de Musique du Nord ass e Syndikat aus de Gemenge vun Dikrech an *Ettelbréck, an och deen huet eis Stats*sekretärin gebieden, d'Gesetz vun '98 engem Bilan ze ënnerzéien. Zesumme mat de Conservatoirë vu Lëtzebuerg a vun Esch hu mer eng gemeinsam Analys vun der aktueller Situatioun gemaach a mer hunn eis Doléancë weiderginn. Och si sinn Demandeur fir eng Rei Ännerungen, esou dass mer am Moment eng Situatioun hunn, wou sech vill *Bewegung an deem Dossier feststelle léisst.*

Et gëtt sonner Zweifel eng Rei vu Verbesserungen, déi am Kader vum Gesetz kënne gemaach ginn. Ob dat gewollt ass op alle Bänken, ass jo dat, wat mer de Mëtteg hei *héieren. Et ass och e gudde Moment, fir dat* elo ze maachen, well d'Iwwerleeungen, déi am Kader vun der Spezialkommissioun vun der Réforme territoriale gemaach ginn, onbedéngt hei musse mat afléissen, an dat ass och en Deel vun der Äntwert. Här Gira, firwat een net virun dräi Joer déi Diskussioun scho konnt esou féieren, wéi mer se haut de Mëtteg kënne féieren. Déi Konklusioune solle jo déi aner Woch an der Kommissioun ugeholl ginn, an da leie se eis offiziell vir.

Ech wëll e puer Bemierkungen zum Gesetz vun '98 maachen, dann awer och déi aktuell Schwieregkeeten um Terrain beliichten - selbstverständlech ëmmer e bëssen och mam Bréll an um Beispill vun engem Conservatoire -, a schliesslech eng Rei Ureegungen zur Reform ginn. Déi, déi '98 derbäi waren, erënnere sech, dass et keen einfachen Textkompromëss war. Ech selwer war net derbäi, mä ech hu mer dat soe gelooss.

D'Ministesch Erna Hennicot huet deen deemools, no laangen Diskussiounen, virgeluecht. Dat Gesetz huet de Musekenseignement zu Lëtzebuerg grondleeënd nei organiséiert, verbessert an och finanziell nei opgestallt. Déi Benefisser, déi dat Gesetz bruecht huet, sinn onbestridden. De Musekunterrecht huet am Joer 1998 Objektiver kritt, déi och haut nach gëllen an nääscht un Aktualitéit agebéisst hunn.

Am Gesetz kann ee liesen, dass et, éischtens, drëm geet, de Jonke Kenntnis a Freed un der Musek ze vermëttelen an hinnen et doduerch iwwerhaapt emol méiglech ze maachen, och um Musekliewen deelzehuelen. *Zweetens hat dat Gesetz zum Zil,* eng spezialiséiert Ausbildung op mëttlerem an héijem Niveau unzebidden, an drëttens, den Erwuessene Weiderbildungscoursen ze offréieren. Op deenen dräi Punkten huet dat Gesetz ee ganz positive Bilan opzeweisen.

D'Gesetz huet d'Qualitéit vum Musekenseignement eropgesat. Et sinn Enseignantë mat gudde Formatiounen engagéiert ginn an deene véier Divisiounen inférieur, moyen, moyen spécialisé a supérieur. Dat Gesetz definéiert, wéi een Acteur op wéi engem Niveau wat ze leeschten huet. Doduerch ass och eng Komplementaritéit entstanen tëschent Cours de musique, École de musique a Conservatoire. Och wann deen Tableau am Land - an do huet den Här Gira net Onrecht - heiansdo wéi en Dschungel ausgesäit, muss een awer soen, dass mer vill Acteuren hunn, déi niewenteneen - awer net nëmmen - an och vill matenee schaffen.

Dës Schoulen erfëllen hir Missioun als e wäertvollen Acteur op kulturellem Plang. Och duerch artistesch Manifestatioune brénge se d'Kultur lokal a regional weider. Fir d'éischte Kéier hunn d'Ubidder - d'Gemenge via d'UGDA, d'Musekschoulen, d'Syndikater a *Conservatoiren - eng* Kofinanzéierung vun de Käschten duerch de Stat kritt. Virun '98 gouf et keng stabil Kofinanzéierung, allefalls e klenge Subsid.

D'Offer vun de Coursen ass permanent eropgaangen duerch dat Gesetz a *méi* Schüler sinn an de Genoss vun der Musekserzéiung komm. Haut sinn et ronn 25% méi wéi virun zéng Joer. Haut si mer bei - ech weess et net genau - ëm déi 15.000 Schüler am Land, déi vum Musekenseignement *profitéieren. Dat sinn der vill an dat ass gutt* esou.

D'Enseignanten hunn dank definéierte Carrièrë korrekt a gutt Lounkonditioune kritt an och eng stabil Zukunftssécherung. Et bleift *ee vun deene Problemer wéi deen, deen* den Interpellant elo ugeschwat huet, vun de Contrats à durée déterminée oder indéterminée. Do si mer erëm an der Autonomie. All Acteur organiséiert sech do wéi e kann. Am Conservatoire du Nord beispillsweis kritt jiddfereen ee CDI, dee méi wéi zwee Joer engagéiert ass.

Am Land ass nach laang net alles harmoniséiert, mä et koum zu enger wesentlecher Ugläichung vun de Programmer. Et koum zu *Projet-d'écolen zum Deel, et koum zur* Zesummenaarbecht tëschent den Acteuren an och mam Ministère, National Programmkommissioun, Examen, Diplomer an esou weider ass alles harmoniséiert, koordinéiert ginn. Esou vill zu deenen eigentleche ganz konkrete Benefisser vun deem Gesetz.

De Stellewäert vun der Musekserzéiung huet no '98 eng nei Qualitéit zu Lëtzebuerg kritt. Ech wëll net wäit aushuelen, just awer ënnersträichen, dass den Exercice vun der

Musek dem jonke Mënsch wesentlech hëlleft bei senger sozialer, kultureller an noweislech souguer bei senger intellektueller Bildung. D'Gesetz vun '98 mécht de Museksunterrecht zu enger fakultativer Gemengenaufgab. Dass et eng Gemengenaufgab ass, dat streit keen of; och haut net. Ob se fakultativ bleiwe soll, dat ass diskutabel. Ech kommen nach dorop zréck.

D'Gemengen hunn hire Wee gesicht, no deem Gesetz der Musekserzéiung vun hire Bierger eng Perspektiv ze ginn. Syndikater sinn entstanen, Konventioune sinn entstanen, UGDAs-Coursë sinn entstanen an hunn d'Landschaft organiséiert. Déi eng hu sech méi an déi aner hu sech manner engagéiert. Déi eng si selwer zum Acteur ginn, déi aner hunn eng Zesummenaarbecht gesicht.

Am Norden hunn eben déi zwee Stied, Dikrech an Ettelbréck, hir zwou Musekschoulen, déi och scho regionale Charakter haten, fusionéiert an e Syndikat gegrënnt, fir en drëtte Conservatoire am Land ze bedreiwen. Et ass den Drëtten an der Chronologie vun der Entstehung, an et ass haut den Zweeten an der Zuel vun de Schüler. Haut sinn am Norden 1.510 Schüler zu dësem Moment ageschriwwen, mat ronn 70 Enseignanten, déi wäit iwwer 1.000 Wochestonnen op de Sitë vun Ettelbréck, Dikrech, Bissen, Veianen a Miedernach enseignéieren.

Wéi Dikrech an Ettelbréck 2003 e Conservatoire gegrënnt hunn, war et, fir am Sënn vun der Landesplanung, déi deemools awer nach kee Begrëff war, derfir ze suergen, dass niewent Esch a Lëtzebuerg och den Norden eng performant a qualitativ héichwäerteg Struktur am Enseignement musical hätt; dëst net fir déi eegen Awunner eleng, mä fir eng Regioun, spréch fir jiddfereen, dee wëllt dohinner kommen. Déi zwou Gemengen hate bis dohin eege Musekschoulen an déi sinn doranner agefloss.

Haut kënnen d'Awunner aus dem Norde geneesou gutt iwwer eng Conservatoire-Struktur verfügen, wéi am Zentrum an am Süden, déi complémentaire ass zu deenen aneren Acteuren um Terrain. Geneesou gutt ass se an der Qualitéit wéi déi aner, mä manner gutt ass se am Accès wéi déi aner. Dat ass richteg.

Et ass finanziell fir déi zwou kleng Gemengen net ze packen, fir op Dauer vun hirem Budget ronn 1.100 Schüler, déi aus anere Gemengen dohinner kommen, ee präiswäerten Zougang zur Musekserzéiung ze erméiglechen. Mir wenden haut als zwou Gemengen 2,2 Milliounen Euro pro Joer op fir de Conservatoire: ouni d'Käschte vun de Gebaier wéi botzen, hëtzen, Portier, Entretien an esou weider. Déi Zomme misst een nach derbäirechnen. De Subsid vum Stat läit an därselwechter Héicht mat 2,2 Milliounen Euro, an all Recetten iwwert d'Taxe vu sämtleche Schüler, déi dohinner kommen, summéiere sech op 715.000 Euro.

De Problem ass, dass déi zwou Trägergemengen eng Institutioun géréieren, déi regionale Charakter huet, awer dofir nëmme lokal Gelder huet. 27% vun de Schüler kommen aus deenen zwou Trägergemengen an 73% aus anere Gemengen. Fir dee Budget ze équilibréieren, wennt Dikrech an Ettelbréck ronn 5% vun hiren ordinäre Gesamteinnahmen op. Dat ass Landesrekord. Keng aner Gemeng am ganze Land gëtt an dësem Verhältnis esou vill Suen aus fir de Museksunterrecht. An der Stad sinn et 2% an zu Esch sinn et der 2,5.

Kuerz- an och mëttelfristeg hunn eben déi zwou Gemenge keen aneren Auswee fonnt, wéi d'Taxe fir d'Bierger, déi net an deenen zwou Trägergemenge wunnen, eropzesetzen, an der Iddi, dass een déi Taxen opdeelt an eng Taxe résident oder eng Taxe ordinaire, déi jiddferee bezilt egal wou e wunnt, och zu Dikrech an Ettelbréck, an eng Taxe non résident, déi de Gemenge wou d'Schüler hierkomme soll a Rechnung gestallt ginn, fir dass se sech bedeelegen un deem Deel, dee fir hir Schüler muss engagéiert an organiséiert ginn am Kader vum Conservatoire.

Déi Taxen, déi elo an Applikatioun sinn, sinn nach ëmmer wäit ënnert dem Käschtendeckungsprinzip. Mä si sinn awer elo schonn esou héich, dass d'Schüler, wann hir Heemechtsgemeng se net duerch d'Iwwerhuele vun der Taxe non résident ënnerstëtzt, an der Gefor sinn, sech dësen Unterrecht net méi leeschten ze kënnen.

Déi vill Diskussiounen, déi vill Suergen, déi vill Bréiwer, déi vill Entrevuen, déi ech an deem Kontext an deene leschte Joren hat, dat géif scho Bicher fëllen. Esou vill zu de Limitë vum Museksgesetz vun '98 um Beispill vum Conservatoire.

Deeselwechte Problem hunn awer déi dräi Conservatoiren. Deeselwechte Problem hunn och déi néng Musekschoulen am Land, an a méi engem klenge Mooss déi ronn 70 Gemengen, déi am Land mat der UGDA zesummeschaffen. Regional Aufgaben iwwerhuele sech net gutt, wann een eleng lokal Budgetsmëttelen zur Verfügung huet.

Eng Zesummenaarbecht vun de Gemengen ass néideg. Eng solidaresch Ausrichtung vun der Politik muss awer och vu staatleche Mëttele begleet sinn. D'Opdeelung vun de Responsabilitéiten tëschent Stat a Gemengen, eng nei Definitioun vun den Aufgabe fir d'Gemengen, en eenheetlechen Zougang zur Musekserzéiung si landesplaneresch Aufgaben, déi hei musse berücksichtegt ginn.

Dat Gesetz huet also och seng Limiten a seng Schwieregkeeten. E puer dovunner sinn dës: Am aktuelle Gesetz vun '98 ass den Enseignement musical eng fakultativ Aufgab fir d'Gemengen. Si kënnen hire Bierger den Zougang zum Museksunterrecht ganz, deelweis oder och guer net finanzéieren. Mir kennen der am Conservatoire vun all Kategorie, déi et ganz, deelweis oder guer net maachen.

Am Fall vun eben dem Conservatoire stelle mer fest, dass mer haut ronn 830 Schüler vun auswäerts hunn, déi ënnerstëtzt gi vun hirer Gemeng; nieft deene 430 vun Dikrech an Ettelbréck. Da bleiwen eis 250 Schüler, déi keng Ënnerstëtzung kréien, keng Hëllef vun hirer Gemeng. Si mussen, nieft - d'Beispill ass genannt, ech soen et hei richteg an däitlech - 180 Euro Normalaschreiwung, fir en Individualcours 90 Euro pro Semester bezuelen, an zousätzlech, wa se net aus enger Gemeng kommen, déi fir si och en Deel iwwerhält, nach 550 Euro Taxe non résident. Dat ka sech net méi jiddferee leeschten.

Mir hunn allerdéngs vill - an dat däerf een net vergiessen an deem Kontext -, ganz vill Gemengen, vun deene bal 80, aus deenen d'Schüler kommen, déi sech mat eis zesumme ganz vill Gedanke maachen, wéi mer dee wäertvollen Unterrecht oprechterhale kënnen. Si engagéiere sech vill fir d'Musekserzéiung. Ech sinn hinnen och vun dëser Plaz aus e ganz grousse Luef schëlleg.

Mir hunn am Land eng ganz Rei vu Museksubidder. Et sinn an deene meeschte Fäll déi eenzel Gemengen, déi dat als e Gemengeservice ugesinn un hire Bierger an noutgedrongen dann och klorerweis d'Aschreiwungskäschten niddreg halen.

Och bei deenen dräi Conservatoiren, déi complémentaire zu de Musekschoulen an de Musekscoursë sinn an déi och weider Klassen ubidde bis zum Enseignement supérieur, sinn d'Käschte fir de Schüler ënnerschiddlech. Bei de Conservatoirë gëtt et een Nord-Süd-Gefälle. Am Süden ass et am bëllegsten, an der Stad ass et präiswäert an am Norden ass et am deiersten.

De Stat huet am 98er Gesetz e Prinzip ageschriwwen, laut deem zwee Drëttel vun de Lounkäschte gëlfe vum Stat iwwerholl ginn. Mir sinn haut wäit dovunner ewech a mir kommen ëmmer méi wäit ewech. Dem Stat säi Bäitrag ass plafonéiert a bei wuessende Personalkäschten duerch déi agefouert Carrièren a wuessend Schülerzuele fält dee relative Bäitrag vum Stat vu Joer zu Joer.

E mécht am Conservatoire de Musique du Nord, wann ech d'Gesamtpersonalkäschte kucken, 44,14% aus. De Stat rechent do ëmmer e bëssen anescht wéi mir, well mer d'Lounkäschten alleguerte musse bezuelen. Zu Esch sinn et laut där Rechnung 35,41% an an der Stad souguer nëmmen 23,22%. Mir sinn also wäit vu 66% ewech.

An de Gemengen, déi selwer oder iwwert d'UGDA hir Coursen ubidden, ass et net vill besser. Mir riskéieren iwwer kuerz oder laang e Museksenseignement net méi kënnen an där Qualitéit ze finanzéieren, déi d'Gesetz vun '98 erméiglecht huet. A mir riskéiere Kanner, Jugendlecher an Erwuessener auszeschléissen aus renge Käschtegrënn.

Duerfir, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e puer Erwaardungen, eng Iwwerleeung zur Reform vum Museksgesetz an eng Reform, déi eiser Meenung no muss kommen.

Hei mussen onbedéngt d'Iwwerleeungen aus der Spezialkommissioun berücksichtegt ginn. Deckungsgläich mam Syvicol fuerdert d'Spezialkommissioun, aus dem Enseignement de base eng obligatoresch Missioun fir d'Gemengen ze maachen. Da muss ee jo natierlech och „enseignement de base" definéieren, wat dat ass. Et muss een definéieren, wat een dorënner ze verstoen huet, an de Ministère muss definéieren, an enger Neioplag vum Gesetz, wéi et bezuelt muss ginn. Den Zougang misst esou sinn, dass all Bierger sech et leeschte kann. Eng Fro also vun der Chargenopdeelung tëschent Stat a Gemengen, eben och Sujet fir d'Réforme territoriale, déi een net lassgeléist dovunner traitéiere sollt.

(Mme Colette Flesch prend la Présidence)

Net all Gemeng, an dat ass een anere Punkt fir d'Gesetz, soll oder muss selwer eppes ubidden. D'Kollaboratioune si landesplaneresch, finanziell an och qualitativ sënnvoll a sollten och begleet a favoriséiert ginn. Ideal wier, wann ee geregelte Finanzement och géif eenheetlech Taxen am Land mat sech brëngen, zumindest fir den Enseignement de base. Déiselwecht Servicer sollten idealerweis fir all Bierger zu deeneselwechte Konditiounen accessibel sinn.

Do dernieft misst eng Trennlinn gezu ginn tëschent dem Enseignement de base - obligatoresch unzebidde respektiv géigenzefinanzéiere vun de Gemenge fir hir Bierger - an deem, wat doriwwer erausgeet. Da muss och gekläert ginn, wéi dat, wat doriwwer erausgeet, kofinanzéiert soll ginn. Duerfir gi Richtlinne gebraucht.

Den Enseignement supérieur, deen an deenen dräi Conservatoirë geleescht gëtt, an do deelen ech d'Meenung vum Interpellant, ass e wäertvollen Apport fir eis Gesellschaft. Hei ginn déi zukünfteg Enseignanten, Musekspedagogen aus Primärschoulen a Lycéeën, professionell Museker, Veräins-, Chouer- a Museksdirigenten ausgebilt. Si sinn d'Stäipe vun eisem Kulturliewen. Duerfir ass et och ze iwwerleeën, awéiwäit dësen Ausbildungsniveau als national Aufgab unzegesinn ass an duerfir net méi haaptsächlech duerch lokal Kompetenzen oder déi dräi Conservatoirë muss finanzéiert gi wéi bis elo, mä eben och méi staark vum Stat.

Schliesslech soll d'Erwuessenebildung reglementéiert ginn. Dat war '98 virgesinn. Ee Règlement grand-ducal, deen awer net geholl ginn ass. Ideal wier et jo fir mech, wann eng Zort vu Carte scolaire géif erstallt ginn, oder e Plan sectoriel, dee regelt, wéi eng Institutiounen a wéi enger Géigend vum Land wat unzebidden hunn. Dat ass mat der Autonomie communale net ze maachen, wéi mer schéngt. Ech weess dat, ech wollt et awer hei soen, well dreeme kann ee jo ëmmer emol.

Zu de musekspedagogeschen Aspekter vum Gesetz wëll ech mech hei awer net äusseren. Mir hunn am Land ganz vill Fachleit an exzellent Professeren, déi eng wonnerbar Aarbecht maachen an déi gären hiren Apport hei ginn. Wann een de Museksenseignement no deene puer Prinzipien do ëmstellt a méi kloer geléist kritt, mengen ech, dass ee kee Plaffong méi brauch, op alle Fall kee fir den Enseignement de base an den Enseignement supérieur.

Ofschléissend wëll ech awer der Statssekretärin an dem Commissaire à l'Enseignement musical ausdrécklech Merci soen op dëser Plaz. Den Enseignement musical ass zu Lëtzebuerg op engem ganz gudden Niveau, an Dir gitt Iech vill Méi an allen Diskussiounen, d'Musekserzéiung ëmmer als e wichtege kulturellen, sozialen an éducative Bäitrag ze gesinn.

Madame Modert, Dir hutt eis am Norde geschriwwen, dass den Här Schmoetten elo den Tour vun den Träger vum Enseignement musical mécht. Hie war och schonn am Comité vum Conservatoire de Musique du Nord. Dir hutt zu Recht drop higewisen, dass et net iwwerall déiselwecht Suerge sinn, net iwwerall déiselwecht Aart a Weis, an dass et net iwwerall déiselwecht Problemer gëtt.

No deem Gespréich, wat mer haten, ass et fir eis glaskloer, dass dësen Inventaire néideg ass, ier ee kann eng Reform vum 98er Gesetz proposéieren an da mat den Träger zesummen diskutéieren. Esou eng Plattform hate mer gefrot, an et schéngt eis kloer, dass een dee Wee virdru muss maachen. Dëse Wee ass de richtegen. Mir sinn dankbar dofir, a mir si bereet, aktiv matzeschaffen. Mir hoffen natierlech, dass dës Regierung nach e Konzept vun engem neie Museksgesetz kann ausschaffen. Ech bieden Iech duerfir, dëst an deene beschtméiglechen Délaien an d'Wee ze leeden.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Schaaf. D'Wuert huet elo den Här Etgen.

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz vun 1998 iwwert d'Harmonisatioun vum Museksunterrecht hat als Haaptzil, déi materiell Konditiounen, awer och den Zougang zu dësem Unterrecht ze verbesseren an esou, verbonne mat pedagogesche Konditiounen, eng Harmonisatioun vu Programmer a Gehälter innerhalb vum Museksunterrecht ze erreechen.

Haut stelle mer fest, datt mer ee musikaleschen Unterrecht vun enger exzellenter Qualitéit hunn, sief dat an de Conservatoiren, sief dat an de lokalen a regionale Musekschoulen, déi complémentaire zuenee fonctionnéieren. Opgrond vun de Verännerungen innerhalb vun eiser Gesellschaft hunn déi Strukturen, déi d'Proximitéit zum Wunnsëtz vun de Schüler sichen, an deene leschte Joren un Attraktivitéit gewonnen an domat och un Importenz.

Madame Presidentin, mir stellen awer och fest, datt et enorm Ënnerscheeder queesch duerch d'Land gëtt, wat d'Infrastrukturen, d'Offer vun de méiglechen Unterrechtsfächer, d'Pedagogie, mä virun allem awer och d'Taxen ugeet. D'Ziler, déi sech 1998 gesat goufen, sinn nëmmen deelweis erreecht ginn. Grond genuch, fir sech haut intensiv mat dësem Thema ze beschäftegen a méiglech Verbesserungen ze skizzéieren.

De Museksunterrecht zielt nach zu de fakultative Missioune vun de Gemengen, an de Stat huet sech am 98er Gesetz dozou verflicht, sech un den Unterrechtskäschten ze bedeelegen an iwwert de Wee vu Kontrollkommissiounen eng Koordinatiounsroll ze iwwerhuelen. D'Harmonie tëschent dem Stat an deene verschiddenen Acteuren, déi grad an engem Domän wéi dem Museksunterrecht gefrot ass, léisst phaseweis dach staark ze wënschen iwwreg. Dissonanzen, op d'Käschte vun de Schüler, sinn dobäi leider net ausbliwwen. Ursaach heifir sinn eng gewëssen Inertie vum Innen- a vum Kulturministère, déi sech nëmmen allze gär hannert der Autonomie communale verstoppen.

Madame Presidentin, an dach ass de Stat an duebler Hisiicht gefuerdert. Engersäits, säin Optrag wat d'Kulturpolitik ugeet, an op där anerer Säit, säin Optrag a puncto Unterrechtspolitik. Et geet hei ëm e wesentlechen Deel vun der Allgemengbildung vun eise Kanner, et geet ëm den immensen Impakt vun der musikalescher Erzéiung op eist Kultur- a Gesellschaftsliewen. Et geet awer och ëm d'Ausbildung vu Beruffsmuseker, där mer de Moment ganz vill an der Grenzregioun rekrutéieren. Et kann een net genuch deen immensen éducative Wäert vum Museksunterrecht ervirsträichen.

Madame Presidentin, all dës Argumenter féiere mech dozou ze soen, datt d'Organisatioun a besonnesch och de Finanzement vum Museksunterrecht eng ähnlech Approche wéi beim Enseignement fondamental verdéngen.

Madame Presidentin, et geet hei nämlech och ëm d'Chancëgläichheet vun alle Kanner, egal aus wéi enger Stad, Regioun oder Gemeng se kommen. De Museksunterrecht muss eng obligatoresch Missioun vun de Gemenge ginn a soll nom Subsidiaritéitsprinzip eng kommunal Aufgab bleiwen. D'Kanner aus dem ländleche Raum däerfen net benodeelegt gi géintiwwer deenen, déi aus Stied kommen, wou et e Conservatoire gëtt. Den Zougang zum Museksunterrecht däerf net u soziale Kritäre scheiteren. De Museksunterrecht gehéiert zur Allgemengbildung.

Madame Presidentin, wa mer bei der Allgemengerzéiung vu Kompetenzsockele schwätzen, muss ee sech froen, ob mer bei der Musekserzéiung, besonnesch wat de Solfège ugeet, d'Lat net ze héich geluecht hunn. Ganz oft ass et de Solfège, dee fir vill Schüler zu engem regelrechten Hürdelaf gëtt. D'Zuel vun de sougenannten „Solfègegeschiedegten" huet an deene leschte Jore staark zougeholl: Kanner, déi keng Musek méi wëlle maachen, well d'Theorie hinnen iwwert de Kapp gewuess ass. Ech wëll an dësem Kontext ausdrécklech drop hiweisen, datt an enger ganzer Rei Länner de Solfège an den Instrumentalcours integréiert ass.

Madame Presidentin, et muss ee sech froen, ob de Museksunterrecht do ass fir déi brillant an héichbegaabt Schüler, déi bereet sinn, ganz vill Zäit an de Studium vun der Musek ze investéieren, oder ass en net haaptsächlech do fir déi Kanner, déi Spaass un der Musek kritt hunn, an déi Loscht hunn, an enger Museksgesellschaft matzemaachen.

Ech wëll elo där zweeter Grupp eng gréisser Opmierksamkeet schenken. Jiddfer

Kand, dat gudde Wällens ass, dat heescht, dat bereet ass ze üben, misst d'Méiglechkeet hunn, fir Musek ze maachen. Och wann et nëmmen duerchschnëttlech begaabt ass oder wann et nach aner Hobbyen huet an deemno net seng ganz Fräizäit fir d'Musek hiergëtt.

Madame Presidentin, fir den Erwaardunge vun dëser Grupp gerecht ze ginn, brauche mer eng nei Definitioun vun engem moderne Basismuseksunterrecht an däerfen net fäerten, verschidde Sockele vun de bestehende Strukturen a Fro ze stellen. Niewent där 61-säiteger Etüd, mat exklusiv Zuelen a Grafiken, brauche mer een Avis d'experts iwwer eng denkbar nei Definitioun.

Wichteg ass och, datt d'Missiounen tëschent deene verschiddenen Types d'enseignement musical méi kloer definéiert ginn. Grad an engem Beräich wéi dee vun der Musek misst et dach méiglech sinn, eng Kommunikatiounsplattform, ee Forum vun de bedeelegten Acteuren zu Wuert kommen ze loossen, fir wichteg an néideg Reformen unzegoen an unzepaken.

Esou eng Reform muss och de verännerte gesellschaftleche Gegebenheete Rechnung droen. Dat heescht, et muss ee kucken, awéifern een dëse Basismuseksunterrecht an eis Maisons relais kann abannen. Dat bedéngt natierlech och, datt dës Infrastrukturen dat zouloossen. Mir brauchen dann an den Opfangstrukturen individuell Proufsäll, wou deen eenzelne Schüler sech op säi Cours ka virbereeden. Och muss ee kucken, wéini déi Kanner, déi an enger Ganzdagsschoul sinn, an d'Coursë sollen a kënne goen. Wann een owes no siwen Auer heemkënnt, huet ee kaum nach Loscht, fir ze prouwen.

A well mer, wéi de Premier dat virun zwou Wochen hei an dësem Haus ugekënnegt huet, jo eng gratis Betreiung vun de Kanner upeilen, wär domat och een Deel vum Finanzement vum Basismuseksunterrecht geregelt.

Madame Presidentin, dës Iwwerleeunge féiere mech zu enger anerer Fro: Wat däerf de Museksunterrecht kaschten? Wat ass d'öffentlech Hand, awer och deen Eenzelne bereet, fir de Museksunterrecht auszeginn?

Dës Froe stelle mer eis säit Joren, a méi intensiv awer no deenen héijen Taxenerhéijunge vum Conservatoire du Nord virun engem gudde Joer. Et sinn dës Taxenerhéijungen, déi eng grouss Polemik an e passionéierten Débat ausgeléist hunn. Leider ass d'Interpellatioun vun haut eng vun deene wéinege politeschen Aktioune bis haut. Wéinst deem grousse Gedäisch hat de Syndikat vum Conservatoire du Nord sech e Moratoire vun engem Joer ginn, fir zesumme mam Stat no Léisungen ze sichen, an huet d'Erhéijung ëm 50% fir ee Joer agefruer.

Madame Presidentin, haut muss ee sech d'Fro stellen, wat da konkret an dësem Joer geschitt ass.

An d'Fro ass scho gestallt ginn, firwat et esou laang gedauert huet, bis datt dës schonn am Juli 2005 ugekroten Interpellatioun elo eréischt, dat heescht no dräi Joer, op den Ordre du jour vun der Chamber kënnt.

Opfälleg ass och, datt déi successiv CSV-Ministere souwuel am Intérieur wéi an der Kultur mat enger kaler Schëller op parlamentaresch Ufroe vu grad CSV-Deputéierten an de Joren 2001 an 2007 - du vun de Kolleegen Ali Kaes a Marco Schank - geäntwert hunn an all Responsabilitéit vu sech gewisen hunn.

De Syndikat du Conservatoire du Nord mat un der Spëtzt dem Ettelbrécker Députémaire ass am Reflexiounsjoer, dat jo sollt genotzt ginn, fir an engem solidaresche Geescht no nationale Léisungen ze sichen, regelrecht am Ree stoe gelooss ginn.

Jo, et gëtt een d'Impressioun net lass, datt et CSV-intern a besonnesch bei den CSV-Nord-Mandatairen éischter ëm Positiounskämpf wéi ëm Reflexioune gaangen ass.

(Brouhaha général)

D'Reflexiounsjoer huet eis op alle Fall kee Millimeter virubruecht.

Aus zaghafte Wuertmeldunge schéngt erauszehéieren ze sinn, datt kuerzfristeg keng Transfertë vu Suen ze erwaarde sinn. Méi schlëmm nach, d'Fro ass gestallt ginn, ob mer am Norden iwwerhaapt e Conservatoire bräichten.

Madame Presidentin, eppes ass kloer...

(Interruptions)

Dat stoung an deem „Lëtzebuerger Wort"-Interview, deen de Camille Gira virdrun zitéiert huet, vum 12. Mee 2007.

(Interruptions)

Madame Presidentin, eppes ass kloer, d'Gemengen Ettelbréck an Dikrech verfügen net iwwert déi néideg finanziell Moyenen, fir aus Prestige oder aus Grënn vu regionaler Attraktivitéit eegestänneg e Conservatoire ze erhalen.

An der Tëschenzäit huet och de Gros vun den Nopeschgemenge sech engagéiert, d'Taxe fir d'Non-résidanten, a verschiddener souguer een Deel vun der Taxe d'inscription vun hire Schüler ze iwwerhuelen.

D'Gemengen hunn de Bewäis erbruecht, datt si handlungs- a verhandlungsfäeg sinn, an dach gëtt et esou vill Cas de figure, wéi et Gemenge gëtt: Déi eng ënnerstëtze just déi Schüler, déi och an der Duerfmusek sinn; anerer ënnerstëtze jiddfereen ausser deenen Erwuessenen; anerer iwwerhuelen d'Taxen nëmme bis op e bestëmmten Niveau an esou weider an esou fort.

Och de Conservatoire huet sech opgemaach an de Bewäis vu grousser Flexibilitéit an der Organisatioun vun dezentrale Coursen erbruecht. Vu datt awer Schüler vu méi wéi 70 Gemengen an de Conservatoire du Nord kommen, ass eng laangfristeg finanziell Ofsécherung eng Saach vun der Onméiglechkeet. Trotz alle solidareschen Aktiounen a well mer et net mat engem prezis ofgegrenzten territoriale Raum ze dinn hunn, bleift de Finanzement zimlech wackeleg.

Madame Presidentin, am Interessi vun der Chancëgläichheet misst besonnesch och d'Taxe d'inscription niddreg an iwwerall am Land déiselwecht sinn.

Madame Presidentin, uganks hat ech schonn ugedeit, datt et regional gekuckt och grouss Ënnerscheeder gëtt, wat d'Infrastrukturen ubelaangt. Net all Gemeng oder Syndikat ka sech wéi déi finanzstaark Gemenge modern, nei Gebailechkeete leeschten.

Ech denken hei besonnesch un de Syndikat vum Réidener Kanton, dee säit Jore mat groussem Succès eng Musekschoul fir e ganze Kanton bedreift, woubäi d'Coursen awer an de Primärschoulsäll vun der Réidener Gemeng ofgehale musse ginn. Esou eng Kohabitatioun ass net méi zäitgeméiss. Et mussen endlech och transparent an novolizéibar Kritäre fir de Finanzement vun neien Infrastrukture festgeluecht ginn.

(Interruption)

Madame Presidentin, ofschléissend wëll ech festhalen, datt de Museksunterrecht zu Lëtzebuerg eng formidabel Entwécklung kennt. Dat ass eng Leeschtung vun alle Bedeelegten, de Gemengen, awer och vum nationale Museksverband, der UGDA, där hir Musekschoul dee gréissten Zouwuess ze verzeechnen huet. Et ass eng Evolutioun, déi ville begaabte Musekschüler flott Zukunftsperspektiven opmécht.

Et gëllt also, déi voll flott Initiativen awer och nei Iddien, déi opgrond vun der gesellschaftlecher Verännerung musse kommen, openeen ofzestëmmen. Am Interessi vun der Saach däerf et kee Konkurrenzdenken tëschent deene verschiddenen Unterrechtsstrukture ginn. Si musse komplementär zuenee fonctionnéieren, fir deene villschichtegen an differenzéierten Objektiver gerecht ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme le Président.- Merci, Här Etgen. Deen nächste Riedner ass d'Madame Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Madame Presidentin, Madame Statssekretärin, Kolleeginnen a Kolleegen, wann ee weess, datt scho virun 1998, wéi dat aktuellt Gesetz gestëmmt gouf, ronn 20 Joer un engem Projet fir d'Harmoniséierung geschafft gouf, dat Ganzt ouni Erfolleg, da gesäit een och, wéi komplex déi Matière ass, iwwert déi mer haut de Mëtteg schwätzen.

A wann ee weess, datt och dat aktuellt Gesetz vun 1998 bal zwee an en halleft Joer um Instanzewee war, da gesäit een nach méi staark, wat un Diskussiounen néideg war, fir iwwerhaapt e Gesetz zustanzebréngen.

Mir wëssen haut, datt de Museksunterrecht eis Gemengen eng Staang Geld kascht, a mir sinn eis awer, hoffen ech, alleguerten heibannen eens, datt jiddfereen, ob jonk, ob al, ob aarm, ob räich, eng qualitativ héichwäerteg musikalesch Ausbildung soll kënne kréien, wann hien déi da wënscht.

Dat heescht am Kloertext, datt d'Gemengen net kënnen higoen a Coursen zu Präisser ubidden, zu deene sech nëmmen nach gëlle bestëmmte Schichten, wéi dat emol ganz fréier de Fall war, eng Musekschoul oder och e Conservatoire kënne leeschten.

Wann ech als Beispill d'Präisser fir dëst Schouljoer fir d'Schülerinnen an d'Schüler aus menger Gemeng vun Diddeleng huelen, da gesäit een, datt déi méi wéi sozial sinn. Als Beispill kascht hei e Cours collectif fir Kanner 20 Euro pro Joer an ee fir Adultes 75. Déi Präisser ënnermaueren also meng Bemierkung vu virdrun, nämlech d'Recht op musikalesch Ausbildung fir jiddfereen, woubäi een awer och muss bemierken, datt aner Gemenge schonn haut vill méi héich Participatioune vun de Schülerinnen a Schüler verlaangen, fir e Qualitéitsunterrecht iwwerhaapt nach kënnen unzebidden.

Ausserdeem hunn déi meeschte Schoulen an de leschte Joren, fir finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen, en Ënnerscheed - an dat gouf scho gesot - bei de Minervalen tëschent Schüler aus der Ressortsgemeng an auswäertegen agefouert. Déi Participation supplémentaire schléit bei verschiddene Schoule richteg an d'Geld. Montant supplémentairë vun e puer honnert Euro op de Kapp sinn hei keng Seelenheet méi.

Bei de Minervalë bleift dann ze klären - et gouf och schonn drop higewisen -, wéi een, zumools wann an Zukunft de Museksunterrecht soll obligatoresch gi fir d'Gemengen, allgemeng nom Solidaritéitsprinzip all Gemeng kann un de Käschte vun hire Schülerinnen a Schüler bedeelegen.

Zu der Finanzéierung. Wa mer bei menger Heemechtsgemeng Diddeleng bleiwen, da gesäit een, datt de Remboursement vum Stat, dee jo zwee Drëttel vun de Personalfraisë soll ausmaachen, beim Schouljoer 2006-2007 nach bei 55,88% louch. En Taux, deen d'Tendenz huet erofzegoen. A wann ech hei soen, datt zwee Drëttel vum Stat solle kommen, dann ass dat natierlech net ganz richteg.

Eigentlech finanzéiert de Stat iwwert de Kulturministère nëmmen een Drëttel vun de Bruttopersonalkäschten, esou steet et am Gesetz vun 1998. E weideren Drëttel bezuelen d'Gemenge selwer, an deen drëtten Drëttel geet och zu Laaschte vum kommunale Secteur, well déi Suen eben aus dem Fonds communal de dotation financière kommen. Si ginn dacks awer fälschlecherweis als staatlech Subventioune betruecht, well eben de Ministère de l'Intérieur se ausbezuelt, mä et sinn awer, an dat ass ee Fait, d'Sue vun de Gemengen.

Wann hei also vun Taux de remboursement vun ëm déi 50% Rieds geet, da bezitt dat sech op déi zwee Drëttel, déi iwwert de Statsbudget fléissen, awer vun deenen nëmmen een Drëttel wierklech staatlech Gelder sinn.

Firwat gëtt awer haut deen Taux vun zwee Drëttel net méi erreecht? Ech wéilt hei véier Grënn nennen, déi mir perséinlech am wichtegste schéngen.

Do ass éischtens emol deen, datt d'Anciennetéit an och d'Qualifikatioun vum Personal, wat agestallt gëtt, eng Roll spillt, mä awer och datt, zweetens, de Kuch - an dat gouf och scho vun engem vun de Virriedner gesot -, also déi global Zomm duerch ëmmer méi Schüler muss gedeelt ginn, esou datt fir jiddfereen am Endeffekt ëmmer nëmme manner kann do sinn, zemools wann ee weess, datt de Montant, dee virgesinn ass fir de Museksunterrecht, plafonéiert ass. Heiriwwer muss an nächster Zäit eng Diskussioun gefouert ginn.

Fir Iech just nach ee Beispill ze nennen, ëm wéi vill d'Schülerzuel eigentlech an de leschte Jore gewuess ass, hei déi vun den UGDAs-Coursen, déi vun 2.820 am Joer 1998 op 4.068 fir d'Schouljoer 2006-2007 geklommen ass, ee Plus also eleng hei vu méi wéi 1.000 Schüler.

Drëttens dann, datt d'Schüler an d'Schülerinnen opgrond vun den Harmoniséierungsbestëmmunge vill obligatoresch Niewefächer, ergo vill méi Coursë musse beleeë wéi fréier. Dat heescht: Méi Coursë bedeit méi Personal, also och ebe méi Käschte wéi fréier, ouni datt awer de Kuch, dee muss gedeelt ginn, méi grouss ginn ass. Och hei erëm eng Zuel vun de Stonne vun der UGDA: Déi louche bei 1.308 am Joer 1998 a sinn 2007-2008 bei 2.130 ukomm. Zu Diddeleng ass et ähnlech: Tëschent 1998 an dësem Schouljoer ass d'Zuel vun de Coursë vu 654 op 1.414 geklomm, also e Plus vu ronn 116%.

An e véierte Grond, firwat de Prozentsaz vum Remboursement zréckgeet, ass deen, datt de Schüler hire Curriculum an der Schoul vill méi laang ass wéi fréier, doduerch, datt haut ee wesentlech besseren Unterrecht ugebuede gëtt, zum Deel ebe wéinst de qualifizéierten Ufuerderungen un eist Personal. Wann de Schüler méi laang bleift an, esou wéi dat vum Gesetz gewënscht ass, besser ausgebilt gëtt, da kascht en natierlech och méi.

Ech hu virdrun hei den Taux vun Diddeleng opgefouert, mä ech kann Iech och aner Beispiller nennen - ech gräifen der zwee eraus -, Iechternach 49,5% oder och nach Wolz mat 52,5%. Fir Iech ze weisen, wéi vill den „coût net" vun esou enger Musekschoul am Budget vun enger Gemeng ausmécht, hei nach eng Zuel, erëm déi vun Diddeleng: Netto huet d'Diddelenger Musekschoul schliesslech 2003-2004 gutt 650.000 Euro kascht, 2004-2005 773.000 Euro, 2005-2006 823.000 Euro an 2006-2007 schonn 870.000 Euro.

Et gesäit een also, datt d'Musekschoulen an engem Gemengebudget net näischt ausmaachen, an de Stat misst dofir op d'mannst déi zwee Drëttel vun de Personalkäschte kënne garantéieren.

Fir komplett ze sinn, wéilt ech nach soen, datt am Gesetz vun 1998 ee Plafong vun 190 Milliounе Lëtzebuerger Frang deemools, dat sinn haut 4,71 Milliounen Euro, als Participatioun jeeweils vum Kulturministère a vum Innenministère virgesi war. Am Budget 2008 ass dee Montant op zweemol 8,68 Milliounen Euro ugewuess, dat sinn 85% méi, awer net inflatiounsberengegt, dat heescht desindexéiert. Desindexéiert, dat heescht also reell, datt dat eng Augmentatioun vu plus/minus 50% ass. Dat ass natierlech net näischt, mä anscheinend geet et net duer, fir de Besoinen um Terrain gerecht ze ginn a matzehalen.

Wann d'Qualitéit vum Unterrecht net soll leiden, da muss een de Musekschoulen, der UGDA an de Conservatoiren och d'Méiglechkeet ginn, fir gutt Leit anzestellen. An déi kaschten nun emol ebe Geld, zemools wa se méi laang derbäi sinn, dat heescht hir Anciennetéit ugerechent gëtt.

D'Gefor ass allerdéngs do, datt, wann de Stat net higeet an d'Mëttelen, déi elo do sinn, opstockt, nëmmen nach Leit an den ënneschte Grade kënnen agestallt ginn. Ech mengen awer soen ze däerfen, datt ee Méi u Studië vum Enseignant och ee Mehrwäert bréngt fir d'Schüler an datt deemno och hei weiderhin op d'Qualitéit soll gesat ginn. Zemools well mir jo - laut Harmonisatiounsbestëmmungen - jiddferengem, deen an därselwechter Klass ass, datselwecht bäibrénge mussen.

An anere Wierder heescht dat, ob s du een Enseignant hues, deen, tëschent Gänseféisercher, „just" een éischte Präis gemaach huet, oder awer een, deen en ausgebilte Museksproff ass, deen déi Klass enseignéiert, misst um Enn vum Joer eigentlech - och wann dat objektiv gesinn an der Musek net méiglech ass - all Kand deeselwechten Niveau hunn. Dat heescht, datt jiddfer Enseignant, op ënneschtem oder iewweschtem Grad, déiselwecht Aufgaben huet.

Ech sinn och iwwerzeegt dovunner, datt dat heiten elo näischt Friemes an Neies ass fir déi betraffe Ministèren, zemools well beispillsweis d'AEM - d'Association des écoles de musique - wéinstens an zwou Entrevuen d'Geleeënheet hat, am Ministère de l'Intérieur hir Doléancen duerzeleeën.

Och d'UGDA huet verschidde vun hiren Doléancë scho viru längerer Zäit virbruecht, ënner anerem de Problem, dee si mat der Steierverwaltung huet am Zesummenhang mat der Allocation de repas, op där d'UGDA - als Organisme de droit privé - méi héich Steiere bezuele muss wéi d'Gemengen. D'Steierverwaltung schéngt awer do net de Problem ze sinn. Dee besteet anscheinend éischter um politeschen Niveau. Vläicht weess d'Statssekretärin hei méi Detailer, respektiv ob dat an der Zwëschenzäit och vläicht geléist ass, well laut den Aussoe vun der UGDA sëtze si hei tëschent de Still a musse méi bezuelen. Dat Geld wär jo sécher besser an de Museksсoursen ugeluecht.

Wa mer da beim Personal sinn, dann ass et och wichteg ze gesinn, wat am Gesetz steet, a wat net. An zwar feelt eppes ganz Bedeitendes, nämlech d'Konditiounen, also wat ee muss kënne fir Enseignant ze ginn. Ech mengen domat net déi eenzel Punkten, wéi Sproochekenntnisser respektiv déi musikalesch Exigenzen, déi am Artikel 2 vum Règlement grand-ducal vum 25. September 1998 festgehale sinn, mä datt et

muss kloer sinn, wat een iwwerhaapt muss pedagogesch kënnen, fir op d'Schüler lass-geloossze ginn.

An de Conservatoirë gëtt et jo eng Ausbildung vun zwee Joer iwwert d'Pedagogik an d'Methodologie, an hei kënnt een eigentlech usetzen. Iwwregens verlaangt d'UGDA schonn zënter 1990 an hire Kontrakter, datt hir Chargéen déi dote Coursë maachen.

Nach eppes, wat mech stéiert, ass, datt fir d'Chargés de cours d'Formation continue obligatoresch ass - eng gutt Saach -, allerdéngs bei deene Persounen, déi als Professer genannt ginn, net. Firwat dësen Ënnerscheed? D'Formation continue ass jo awer an all Beruffsfeld wichteg, also och hei. Et sollt een och, wann een iwwert d'Formation continue schwätzt, d'Offer, déi momentan do ass, analyséieren, se regelméisseg verbesseren a firwat net och vergréisseren.

D'Gesetz iwwert den Enseignement muscial huet an de leschte Joren awer och vill Guddes mat sech bruecht, zum Beispill, datt iwwerall déiselwecht Saachen enseignéiert ginn an datt theoretesch kee Problem däerft si bei engem Wiessel vun där enger an déi aner Musekschoul.

Déi Musekschoulen, déi sech an der AEM, der Association des écoles de musique, zesummegeschloss hunn, si sech méi no komm, si hunn à peu près deeselwechten Niveau a si hunn eng gutt Kollaboratioun ënnereneen. Des Weidere besteet jo och den „Collège des directeurs et chargés de la direction des conservatoires, écoles et cours de musique", wou d'Direktere sech regelméisseg austauschen an och probéieren, konkret Verbesserunge virzeschloen.

Mä och hei ass net ëmmer alles Gold, wat blénkt. Mir wëssen, wa mir iwwert de Museksunterrecht schwätzen, datt et niewent de Privatschoulen dräi Zorte Schoule gëtt, d'Conservatoiren - deen zu Lëtzebuerg, deen zu Esch an dee vun der Nordstad -, d'Ecoles de musique, déi an der AEM zesummegeschloss sinn, an dann natierlech d'Cours de musique, déi vun der UGDA fir d'Gemengen organiséiert ginn.

An hei bestinn trotz Harmonisatioun, déi vum Gesetz gefuerdert a mat Recht och gewollt ass, eng ganz Rei Divergenzen. Ech huelen nëmmen ee Beispill: Et sinn Horaires de cours fixéiert, mä d'Realitéit um Terrain ass deelweis eng ganz aner. Fir de Cours *de formation musicale „Solfège" an der* Division moyenne, véiert a fënneft Joer, sinn hei 120 Minutten d'Woch virgesinn. Fir deeselwechte Programm, an deemno fir deeselwechten Diplom ze kréien, ginn an den AEM-Schoulen allegueren a bei der UGDA déi virgesinnen 120 Minutten enseignéiert. Am Conservatoire hei an der Stad 180 Minutten, zu Esch sinn et der ganzer 240, an zu Ettelbréck ass et zu gudder Lescht mat zwou Filièren nach ganz anescht. Ech mengen net, datt een dat weider brauch ze kommentéieren.

Wat ech och nach als onverständlech ugesinn, a wat och guer net de Besoinë vun de Kanner entsprécht, ass, datt een am zweete Joer, also scho mat néng bis zéng Joer, décidéiere muss, ob ee sech fir eng Filière professionnelle entscheet oder net. Wann ee sech dofir entscheet, mécht een als Konsequenz dovun am drëtte Joer Solfège eng Stonn méi, fir um Enn vum Joer ee Concours virun engem Jury - deen iwwregens onbekannt ass - ze maachen.

Als Beispill souzen an der Stad, wou d'Schülerinnen an d'Schüler aus de Musekschoulen, mä awer och aus der UGDA mussen higoen, am Jury fir d'drëtt Joer Solfège net manner wéi véier Persounen. Véier Persounen, déi deenen trotz allem nach klenge Kanner - ech sot néng, zéng Joer - friem sinn. Hiren Enseignant respektiv den Direkter vun hirer Schoul huet an den éischte Joren emol dierfen derbäi sinn. Dat heescht am Kloertext: Déi Kanner vun néng bis zéng Joer ginn aus hirem Ëmfeld gerappt a spillen oder sangen op friemem Terrain virun och nach frieme Leit.

Ënnert deene Konditioune kann natierlech déi Performance, déi déi Kanner bréngen, ëmmer nëmmen ënner hiren tatsächleche Fäegkeete leien. Dat ginn d'Enseignantë jo eigentlech och an där Formation continue geléiert, nämlech datt e Kand, wat sech *muss op friemem Terrain beweisen*, wéinst dem Stressfaktor ëmmer nëmmen nach 41% Performance ka bréngen. Dee Prozentsaz seet eigentlech alles a misst ze denke ginn.

Mëttlerweil huet d'national Programmkommissioun e puer Ännerungen um Solfègecours vum drëtte Joer virgeholl, déi och - an dat muss ee soen - an déi richteg Richtung ginn. Nieft deenen zwou bestehenden Épreuven, Dictée a Lecture à vue, kënnt nach eng Épreuve mat dräi Imposés; also Stécker, déi d'Kanner plus/minus ee Mount virum Exame kréien, un deene si da kënne schaffen an déi se am Exame virdroen. Also en Element, op dat si sech konkret kënne virbereeden an hischaffen, an dat hinnen da sécher och déi Angscht, déi si hunn, ka verklengeren.

Des Weideren ass doduerch d'Épreuve méi laang ginn, wouduerch de Jury sech dann och kann e bessert Bild iwwert d'Kanner maachen. Dann ass beim Imposé den Enseignant mam Schüler zesummen, a schliesslech gëtt bei Limitefäll den Enseignant och no sengem Avis gefrot. Wéi gesot, et geet an déi gutt Richtung, woubäi ee sech awer hätt kënne wënschen, datt déi pedagogesch Iwwerleeungen am Virfeld hätte misse gefouert ginn, an net nodréiglech.

Weiderhi bleift et awer trotz allem ëmmer nach fir d'Schüler aus de Musekschoulen a vun der UGDA, datt si en Auswäertsspill hunn an - fir bei der Fussballssprooch ze bleiwen - déi vum Conservatoire een Heemmatch.

Wann een nieft deene schwieregen Examenskonditiounen och nach muss considéréieren, datt een hei jo eigentlech eng Entscheedung als relativ jonkt Kand hält, wat eventuell souguer seng beruflech Zukunft ubelaangt, dann heescht dat, datt e Schüler, deen duerchaus d'Capacitéiten hätt, fir vläicht eng professionell Filière ze maachen, mä dee sech, aus wat fir engem *Grond och ëmmer, net kann oder net wëllt* an dës drëtt Stonn Solfège aschreiwen, e komplett Joer verléiert.

Beim instrumentalen Exame vun der éischter Mentioun bestinn dann och Problemer. D'Schüler aus de Conservatoiren, déi an dëser Épreuve iwwer 50 Punkten, also op d'mannst eng Qualifikatioun „très bien" erreechen, sinn automatesch admis an der Division moyenne spécialisée; wat sécher richteg ass. D'Musekschoulschüler, déi an därselwechter Épreuve iwwer 50 kréien, si komescherweis net admis. Si mussen eng Épreuve supplémentaire Enn Oktober spillen, zesumme mat Conservatoiresschüler, déi manner wéi 50 Punkten haten. Eng Épreuve, déi all Joer zu ganz fermen Diskussioune gefouert huet, well ganz aner Bedéngungen herrschen, wéi an engem reguläre Concours.

An dësem Schouljoer huet d'AEM zesumme mam Stater Conservatoire awer eng wesentlech méi pedagogesch Léisung ausgeschafft. Déi interesséiert Schüler aus de Musekschoule maachen dee ganzen Examen - also déi technesch an och déi öffentlech Épreuven - zesumme mat hire Kolleeginnen a Kolleege virun engem Fachjury am Conservatoire. Doduerch gi si an deeneselwechte Konditioune schlussendlech getest an d'Schüler wësse schonn am Juni, Juli Bescheed, ob si an der Division moyenne spécialisée ugeholl sinn, an net eréischt, wéi dat fréier war, am November. E schéint Beispill also vu gudder Zesummenaarbecht vun deenen eenzelnen Acteuren um Terrain.

Et soll och hei nach emol betount ginn, datt déi eenzel Acteuren um Terrain - also d'UGDA, d'Musekschoulen an och d'Conservatoiren - bei villem Hand an Hand schaffen. Als Beispill: Wann am Conservatoire hei an der Stad eng Waardelëscht besteet fir déi eenzel Coursen, dann dirigéieren déi responsabel Leit vum Conservatoire d'Clientë bei d'UGDA, fir datt si kënnen hir Coursë maachen a fir datt si net ënnerwee verluer ginn a si a kenger Schoul eng Plaz fannen.

Zréck erëm zur Organisatioun vun de Musekschoulen. Dës kënnen ënner gewësse Konditiounen - Käerjeng, Klierf, Diddeleng an d'nächst Joer och Iechternach zum Beispill maachen dat - eng Division moyenne spécialisée ubidden. Domat kënnt een de Leit jo eigentlech nëmmen entgéint, déi dat wëlle maachen, well si net mussen duerch d'Ländche fueren, wa si déi Coursë wëlle besichen; zemools wou och an de Musekschoulen duerch eben d'Gesetz vill ganz kompetent Enseignanten engagéiert goufen.

Elo gëtt et awer zënter enger Zäit ee Règlement grand-ducal, deen hei immens restriktiv ass, ënner anerem wat d'Qualifikatioun vun den Enseignanten ugeet. En Enseignant am Grad E2 däerf nämlech déi Coursen an enger Musekschoul net halen; am Conservatoire däerf hien dat awer. Ausserdeem steet dran, datt eng Musekschoul aacht Schüler fir e Cours collectif vum véierten a fënnefte Joer spécialisé muss hunn; woubäi ee fairerweis muss ernimmen, datt de Commissaire à l'enseignement musical duerchblécke gelooss huet, eng gewësse Flexibilitéit ze toleréieren.

D'Conservatoiren allerdéngs, déi jo per Gesetz gehale sinn, déi Coursen unzebidden, mussen déi Konditiounen net erfëllen an däerfen de Cours halen, och wa si nëmmen ee Schüler hätten. Ech fannen, dat ass zimlech ongerecht.

Komesch ass an dësem Kontext och, datt déi Zuel vu Schüler, déi an engem Cours collectif mussen ageschriwwe sinn, fir datt en zustane soll kommen, nëmmen an der Division moyenne spécialisée gëllen; an deenen aneren dräi Divisiounen - dem Inférieur, dem Moyen an dem Supérieur, an deenen et sécher och Klasse gëtt mat engem klengen *Effektiv*, ergo dann ebe mat feelender Klassendynamik - gëtt et keng esou Beschränkungen.

Schued ass an dësem Kontext och, datt den Text guer keng Iwwergangsbestëmmunge virgesäit vun enger Rei Joren, fir esou eng Divisioun ze lancéieren. Et ass also ze befierchten, datt déi Possibilitéit, déi d'Gesetz gëtt, ganz einfach duerch dëse Règlement grand-ducal oigeschaaft gëtt, well et kann een net einfach aacht Schüler aus dem Hutt zauberen.

Ech hunn elo schonns ganz vill vu Kanner geschwat, déi musizéieren, mä et gëtt och Erwuessener; ëmmer méi. Duerfir ass och den Enseignement pour adultes eng wichteg Saach. Allerdéngs muss een och hei wëssen, datt d'Mëttelen aus deemselwechten Dëppe kommen, fir ze bezuelen. Wann ee weess, datt den Zwee-Drëttel-Remboursement schonn net méi erreecht ass, da wäert dat hei bestëmmt och eng Roll spillen.

Et gouf ënnert der Madame Hennicot schonn d'Iwwerleeung, fir dat mat enger zousätzlecher Enveloppe ze bezuelen. Et gouf souguer mengen Informatiounen no en Avant-projet. Vun deem geet keng Rieds méi. Komesch eigentlech, datt esou eng gutt Iddi am Tirang verschwonnen ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et gëif dann och nach ze kläre ginn: Wien ass iwwerhaapt en Adulte? Huet deen 18 Joer? Huet hien der 30? Schafft hien? Ass hie Student? Alles dat si Saachen, iwwert déi muss diskutéiert ginn. Et wären eng ganz Rei prinzipiell Froen ze klären, am Sënn vu méi Transparenz och fir d'Clientë vun deenen eenzelne Schoulen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Staatssekretärin, d'Gesetz vun '98 war am Fong eng Kompromëssléisung. Eng *Kompromëssléisung, déi natierlech ni* d'Wënsch an d'Besoinë vun all Mënsch kann erfëllen. Et ass awer an de leschten zéng Joer mat dësem Gesetz vill geschafft ginn. Et ass gutt geschafft ginn. Mir hunn den Niveau vun eise Schülerinnen a Schüler kënne verbesseren, an dat ass net nëmmen ee Mérite, deen dëst Gesetz huet.

Ech mengen och, datt dës Diskussioun haut de Mëtteg an der Chamber dozou gefouert huet, datt ka frësch diskutéiert ginn, virun allem iwwert déi zukünfteg Finanzéierung, an och derfir gesuergt huet fir op d'Doléancë vun deenen eenzelnen Acteuren hinzeweisen.

Domat soen ech Merci fir d'Nolauschteren.

⟫ **Plusieurs voix.**- Très bien!

⟫ **M. le Président.**- Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Gibéryen fir d'ADR huet d'Wuert.

⟫ **M. Gast Gibéryen** *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Interpellatioun vum Kolleeg Gira gëtt eis haut eng gutt Geleeënheet, no zéng Joer zënter datt d'Gesetz iwwert den Enseignement musical heibanne gestëmmt ginn ass, eng éischt Bilanz ze zéien.

Et wier sécherlech besser gewiescht, déi Interpellatioun wier direkt virun dräi Joer geholl ginn, wéi se ugefrot ginn ass. Dann hätt dës Regierung och nach kënnen op d'Diskussiounen an d'Konklusioune vun esou enger Debatt reagéieren, andeem datt se dann och vläicht eng Gesetzespropositioun gemaach hätt, déi deem Rechnung gedroen hätt. Ech fäerte ganz, datt dat elo an dëser Legislaturperiod net méi méiglech ass.

Mir hunn 1998 als ADR heibannen dat Gesetz begréisst, well mer gesot hunn, datt et wichteg ass, datt mer méi an eis Kultur investéieren, wat mer eiser Meenung no net genuch bis zu deem Zäitpunkt hei am Land gemaach hunn. A wann een haut, zéng Joer duerno, kuckt, da gesäit een och, wat d'Gesetz vun 1998 iwwert den Enseignement musical fir eng positiv Entwécklung hei am Land matbruecht huet, quitte datt sech eng Rei vu Froe gestallt hunn, Problemer op der Streck opgetaucht sinn. Mä insgesamt muss een awer eng äusserst positiv Entwécklung op deem Niveau feststellen

Dee grousse Punkt, dee virun zéng Joer heibannen diskutéiert ginn ass, dat war de finanzielle Volet, do wou de Stat säin Drëttel plafonéiert huet, a wou mer och an deene meeschten Interventiounen drop higewisen hunn, datt dat net géif duergoen, well eben dat eng Situatioun war, wou mer deemools den Ist-Zoustand gekuckt hunn.

Deemools sinn eis vun der Ministesch detailléiert Rechnunge virgeluecht ginn, an do huet sech erausgestallt, datt am Fong déi Enveloppe vun 190 Milliounе Frang deemools schonn engem Drëttel vun de reelle Käschten entsprach huet. Et war awer domat ze rechnen, datt, nodeem dat Gesetz a Kraaft getratt ass a queesch duerch d'Land vun de Gemengen ugewannt ginn ass, méi Leit am Enseignement musical géifen enseignéieren an deementsprechend dann eben och de Käschtepunkt an d'Luucht géif goen.

Haut stelle mer jo fest, datt do eng enorm Entwécklung komm ass, datt mer haut 580 Leit am Enseignement musical beschäftegt hunn, wouvun 370 Leit e festen Aarbechtsvertrag hunn. Dat war och deemools eent vun den Argumenter, firwat mir als ADR dee Projet ënnerstëtzt hunn, well mer gesot hunn, eng Persoun, déi hei zu Lëtzebuerg *Musek studéiert huet, huet am Fong keng* Chance, fir kënnen duerno och professionell hiert Liewe mat der Musek ze maachen. Deemools hate mer am Fong just d'Militärmusek an déi puer Conservatoiren, déi praktesch de Leit en Job als Museker konnten ubidden.

Duerch den Enseignement musical ass déi Zuel elo enorm an d'Luucht gaangen, op 580, wéi gesot, wouvun iwwer een Drëttel - 220 - Enseignantë sinn, déi net Lëtzebuerger sinn. Am Ufank war dee Prozentsaz nach vill méi héich, well mer net genuch Leit hei am Land haten, déi Enseignant am Enseignement musical konnte ginn, och well d'Leit net als en Zil konnten ugesinn, fir hiert Liewen um Niveau vun der Musek ze maachen.

Duerfir ware mer frou, datt mer Leit aus der Grenzregioun haten, déi hei op Lëtzebuerg komm sinn, fir déi Coursen do ze halen, respektiv datt mer Leit vun der Militärmusek haten, déi agesprонge sinn, fir déi Coursen ze halen, deenen hir Zuel jo awer elo lues a lues erofgeet.

Ech sinn iwwerzeegt, datt et duerch den Enseignement musical elo ëmmer méi Jugendlech gëtt, déi dat och als eng beruflech Zukunft gesinn, an den Enseignement musical eraginn an dann iwwert de Conservatoire eraus dorenner hir Studië maachen an herno hiren Job op deem Niveau kënne fannen.

Et ass also ganz wichteg, datt, während fréier déi Duerfmuseken oder Musekschoulen, déi mer haten, nieweberuflech gefouert gi sinn, haut eng positiv Entwécklung stattfënnt an ëmmer méi Leit haaptberuflech als Museker kënne schaffen.

Ech mengen, Här President, datt mer dem Enseignement musical eng gemeinsam Basis geluecht hunn, wou mer och Iwwergäng méiglech gemaach hunn, sou datt een an den Dierfer am éischte Cycle ufänken an herno am Conservatoire viruféiere kann. Dat war eng gutt Entwécklung.

Mir mussen awer haut oppassen, datt, wa mer eng Etapp weiderginn, mer net ewechgi vun der Proximitéit, déi mer haut hunn an de meeschte Gemengen, tëschent de Veräiner - ech denken do u Museken a Gesangsveräiner -, déi ganz dacks an d'Organisatioun vum Enseignement musical an de Gemenge mat agebonne sinn, well et nach ëmmer dat éischt Zil ass, fir datt op den Dierfer an de Gemenge Jugendlecher - a priori Jugendlecher - ausgebilt ginn, déi herno och eise Museken an eise Gesangsveräiner zeguttkommen.

Duerfir muss eben dat Zesummeschaffen tëschent deenen eenzelne Museken, de Gesangsveräiner an dem Enseignement musical erhale bleiwen. Mir däerfen net ze wäit ewechgoen an dat ze vill op e regionale *Plang hiewen an dann de Kontakt* verléieren, well da geet eis eng wichteg Verbindung verluer.

Mir gesi jo och haut, datt d'Museke méi wéi d'Gesangsveräiner awer direkt an dem Enseignement musical ageschloss sinn.

Mir hunn an der RTL-Kommissioun, wéi mer se nennen, jo och gemengt, datt et misst eng Mission obligatoire sinn, wou mir als ADR och der Meenung sinn, datt dat richteg ass, datt dat haut flächendeckend am Land misst ugebuede ginn, datt jiddfereen, egal wou hien am Land wunnt, d'Méiglechkeet misst kënne kréien, fir vum Enseignement musical ze profitéieren, natierlech net op allen Niveauen, mä datt mer op méi regionalem Niveau dann déi nokommend Étappen awer och mussen offréieren.

Et muss zu der Allgemengbildung haut gehéieren, et muss eng Normalitéit sinn an et däerf net eng Fro vun der sozialer Hierkunft ginn.

Mir hu verschidde Méiglechkeeten, fir den Enseignement musical unzebidden. Dat geet vum Gemengenniveau, wou d'Gemengen dat eleng maachen, iwwert de Wee vu Syndikater, wou verschidde Gemengen et zesumme maachen, bis hin op den Niveau vum Conservatoire.

Mir sinn och als ADR der Meenung, wéi scho verschidde Virriedner gesot hunn, datt ab engem bestëmmten Niveau de Stat méi engagéiert muss ginn, esou wéi mer dat och an eisem normalen Enseignement hunn, wou et e Mix gëtt vun der Finanzéierung beim Préscolaire, beim Primaire, an duerno de Stat et ganz iwwerhëlt. Esou misst een och hei op e System kommen, datt déi éischt Cyclë gedeelt wieren tëschent Stat a Gemengen an datt et duerno esou misst sinn, datt d'Finanzéierung méi op de Stat iwwergeet.

Et war och deemools gewosst, datt déi Enveloppe net këint duergoen. Well wann eben den Enseignement musical flächendeckend offréiert gëtt, da kréie mer méi *Schüler an doduerjer och méi Enseignanten.* An haut ass d'Zuel jo vun deenen, déi d'Coursë besichen, an deenen zéng Joer ëm 27% geklommen, wat also eng äusserst positiv Entwécklung ass. Mir hunn eis deemools virun zéng Joer jo och alleguer erwënscht, datt méi Leit déi Coursë géife besichen a méi Leit dann och de Kontakt zu der direkter Kultur géife kréien. Dat ass am Fong agetratt, natierlech verbonne mat engem Käschtepunkt, deen dann och deementspriechend an d'Luucht gaangen ass.

Well de Stat awer säin Deel deemools op 190 Millioune Frang plafonéiert huet, hunn d'Gemengen de Rescht missen iwwerhuelen, déi zwee Drëttel, wouvun am Fong nëmmen een Drëttel e reellen Drëttel ass, an zwar deen, deen aus der Dotatioun kënnt vun de Gemengen, deen also vun de Gemenge flächendeckend finanzéiert gëtt, wat deemools schonn agefouert ginn ass.

Well mer eis och scho virun zéng Joer gesot hunn, datt sécherlech eng Rei vu Gemengen den Enseignement musical net wäerten offréieren, also dann och keng finanziell Käschten hätten, et awer unzehuele war, datt Leit oder Jugendlecher aus deene Gemengen an den Enseignement musical vun aneren Nopeschgemenge géife goen, ass deemools deen Drëttel agefouert ginn, wou da gesot ginn ass, dann hëllefen déi Gemengen, déi den Enseignement musical am Fong net ubidden, zumindest iwwert deen Drëttel vun der Dotatioun, deen Enseignement awer ze finanzéieren.

Dem Stat säin Drëttel, well dee plafonéiert ginn ass, ass haut bäi Wäitem keen Drëttel méi. Duerfir ass deen Drëttel vun de Communes sièges, déi den Enseignement musical ubidden, haut wäit iwwer een Drëttel erausgaangen, wat dann eben och zur Konsequenz huet, datt haut d'Gemengen higinn an déi héich Taxes d'inscription froen. Ech mengen, dat kann net de Wee sinn. Mir sollen op dee Wee goen, datt all Leit hei am Land kënne vun dem Enseignement musical profitéieren.

Duerfir, Här President, der langen Rede kurzer Sinn, hei geet et an der Diskussioun nëmmen ëm eent, wouriwwer mer eis och heibannen eens ginn, wa mer d'Regierung dann esou wäit hunn: D'Regierung muss och hei hir Responsabilitéit um Niveau vun de Finanzen iwwerhuelen, fir datt mer och an Zukunft dat gutt gemengte Gesetz vun 1998 flächendeckend alle Bierger hei am Land kënnen ubidden, fir datt déi gutt gemengten Investitioun an d'Kultur och an Zukunft weider ausgebaut ka ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Merci, Här President. Ech wëll einfach am Kloertext soen, dass de primäre Museksunterrecht oder Museksunterrecht iwwerhaapt fir mech gläichzestellen ass mam Unterrecht an der Primärschoul, an do steet an eiser Verfassung, dass de Primärschoulunterrecht muss gratis sinn. Genausou ass et menger Usicht no mam Museksunterrecht. E muss fir all Mënsch zougänglech sinn a muss gradesou e Recht ginn, wéi dat an eis Verfassung ageschriwwen ass, dat heescht, dass de Primärunterrecht och am Musekberäich muss gratis sinn.

De Problem, dee mer hunn, ass einfach deen, dass verschidde Gemengen de Problem hunn, regional Infrastrukturen unzebidden - wéi mer de Fall zu Esch hate mat eisem Conservatoire -, Infrastrukturen, déi vun anere Gemenge benotzt gi sinn, mä wou awer dann e Minerval gefrot ginn ass vu Leit, vu Kanner, déi aus anere Gemenge komm sinn. Dat ass ee falsche Wee am Museksunterrecht, an dat ass och de falsche Wee am Primärunterrecht, wann einfach ebe bei Kanner, déi aus anere Gemenge kommen, e Minerval gefrot gëtt. Mir sinn haut einfach an enger Situatioun, wou mer aner Familljestrukturen hunn an och am Primärunterrecht mussen ëmdenken.

An deem neie Gesetz iwwert d'Schoulreform steet awer alt erëm eng Kéier strikt dran, dass einfach muss versicht ginn, d'Kanner do an d'Schoul ze schécken, wou se wunnen. Dat ass e gudden Objektiv, dat ass och gutt vertrietbar, mä leider si mer haut an enger Situatioun, wou mer musse soen, et ass net méi esou, dass d'Leit an där Gemeng schaffen, wou se wunnen, an dass d'Famillen - Mamm a Papp - schaffe ginn an där Gemeng, wou se wunnen. Si ginn anzwousch anescht schaffen an da kann et an der Regel esou sinn, dass se dann och hir Kanner mat an eng aner Gemeng huelen, fir se do ze betreien.

De Museksunterrecht kann een an deeselwechte Kontext stellen a soen, dass jiddfereen en elementaart Recht muss hunn op Museksunterrecht an dass et net esou ka sinn, dass, wann a Gemenge Museksschoule gebaut ginn, dat u sech regional Struktur sinn, well se jo vum Stat zum Deel matfinanzéiert ginn. Da musse se och fir jiddfereen zougänglech sinn, an da kann et net esou sinn, dass Kanner aus anere Gemengen, déi dohinner kommen, e Minerval musse bezuelen. Ech ginn do en einfacht Beispill vun der Gemeng Ettelbréck, wou elo nach ëmmer, wa Kanner aus anere Gemengen an déi Musekschoul kommen, e Minerval gefrot gëtt. Ech fannen dat einfach...

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Och nach op villen anere Plazen!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Jo, op villen anere Plazen, mä egal wou et ass, et ass fir mech ëmmer falsch.

Et ass en elementaart Recht. Et kann een net higoen an einfach aus finanzielle Grënn eng Klass Kanner vun der Kultur ausschléissen. Dat schéngt mer elementar ze sinn, an duerfir fannen ech déi Minervalen, egal a wat fir engem Beräich, falsch.

Et verstéisst ganz kloer géint déi Chancëgläichheet, déi mer ëmmer hei priedegen. Duerfir muss et esou sinn, dass jiddfereen och muss d'Urecht hunn op de Museksunterrecht, ouni dass d'Famillen dann dofir extra musse bezuelen.

Dat ass déi Richtung, an déi mer musse goen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Also, Här President, dat ass scho fir d'drëtt an dëser Sessioun, wou Der mer esou Frechheete maacht!

(Hilarité)

M. le Président.- Entschëllegt, Här Jaerling. Et ass net gär geschitt gewiescht. Den honorabelen Här Klein huet d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1998, wéi mer iwwert dat Gesetz hei diskutéiert hunn, huet den honorabele Kolleeg Ed Juncker gesot, déi Problematik hei huet e laange Baart. Et huet laang gedauert, ier mer e Gesetz kritt hunn iwwert den Enseignement musical, a mer ware frou, dass mer et deemools kritt hunn. Haut si mer an der Lag, fir Konklusiounen ze zéien aus den Erfahrungen, déi an deene leschten zéng Joer op deem Plang gemaach gi sinn.

Ech wollt e puer Wuert soen aus der Siicht vun de Gemengen zur Ëmsetzung vun dësem Gesetz.

Éischtens, de Museksunterrecht ass wichteg, ënner anerem, well e Jonker ausbilt, fir an de lokale Museksveräiner a Chorale matzewierken, déi eng wichteg Kontributioun zur Liewensqualitéit an zur sozialer Kohesioun an de Gemengen an doduerch am ganze Land leeschten.

Zweetens, all Kand oder Erwuessenen am *Land soll kënnen Accès zu Musekscoursen* hunn.

Drëttens, den Enseignement musical soll an Zukunft eng obligatoresch Missioun fir d'Gemenge ginn. Dat heescht, dass se sech alleguerte souwuel um Finanzement wéi un der Organisatioun bedeelege sollen, ouni awer selwer Coursen an hirer Gemeng organiséieren ze sollen oder ze mussen.

Wann dëst also eis Objektiver sinn, wéi soll de Finanzement vum Enseignement musical dann an Zukunft geregelt ginn?

Heirop kann een net äntwerten, ouni sech eng Kéier mam aktuelle System vun der Finanzéierung auserneenzesetzen. Dräi Voletë mussen duerfir ënnert d'Lupp geholl ginn: éischtens, d'Repartitioun vun de Käschten tëschent dem Stat an dem Gemengesecteur insgesamt; zweetens, d'Repartitioun vun de Käschten tëschent de Gemengen; drëttens, d'Participatioun vun de Schüler, dat heescht de Minerval.

1) D'Repartitioun vun de Käschten tëschent Stat a Gemengen, dat ass ganz séier festgestallt. Deen Drëttel, deen de Stat an der Zäit an Aussiicht gestallt huet, war plafonéiert an entsprécht net deem reellen *Drëttel, wéi d'Käschte sech haut ent*wéckelen. Duerfir muss derfir gesuergt ginn, dass deen Drëttel effektiv en Drëttel gëtt. An dobäi mussen och, en dehors vun de Fraisë vun den Enseignanten, d'Fraisen an d'Käschten, déi d'Gemengen hu mat den Infrastrukturen insgesamt, aberechent ginn.

2) D'Repartitioun vun de Fraisen tëschent de Gemengen. Um Finanzement vum Museksunterrecht bedeelege sech souwuel déi Gemengen, déi Coursë bei sech organiséieren, sief et an engem Conservatoire, an enger Musekschoul oder iwwert d'UGDA, an dann awer och nach de Gemengesecteur insgesamt.

Dat ass eng Tatsaach, déi net ëmmer esou bekannt ass. Effektiv gesäit d'Gesetz vun 1998 vir, dass d'Gemengen insgesamt iwwert de Fonds communal de dotation financière deeselwechte Bäitrag wéi de Stat zum Finanzement vum Museksunterrecht bäisteieren.

Iertümlecherweis gëtt awer dacks gemengt, de Ministère de l'Intérieur géif nach ee Subsid fir de Finanzement vum Museksunterrecht bäisteieren. Fait ass, dass dëse Chiffer am Budget vum Innenministère ugefouert gëtt, mä e gëtt de Gemenge vum Montant forfaitaire am Fonds communal de dotation financière ofgehalen. Et ass also am Fong elo och schonn esou, dass d'Gemengen all an engem gewësse Mooss un d'Finanzéierung vum Enseignement musical mat erugezu ginn, mä dësen Deel wiisst nëmmen d'selwecht wéi d'Kontributioun vum Stat. Wann d'Käschte vum Enseignement musical also méi séier progresséiere wéi d'Masse salariale vum Stat, geet dëst exklusiv zu Laaschte vun deene Gemengen, déi Musekscoursë bei sech organiséieren.

Wa mer also fannen, dass d'Participatioun vum Stat net dierf plafonéiert sinn, dann dierf déi vun de Gemengen insgesamt et och net sinn.

3) D'Kontributioun vun de Schüler, dat heescht d'Fro vun dem Minerval. Si huet vill Facetten. An der leschter Zäit si schwiereg Situatiounen entstanen, well d'Gemengen décidéiert hunn, den Élèves non résidents méi en héije Minerval ze froe wéi de Schüler aus hirer Gemeng, an dat nodeems se...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Klein, Dir musst *zum Schluss kommen!*

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Ech si gläich fäerdeg, Här President.

...ouni Succès d'Commune de résidence, wou d'Schüler wunnen, drëm gebieden haten, dës Differenz ze iwwerhuelen. Esou eng Décisioun ass bestëmmt net liichtfankeg geholl ginn, mä einfach well dëse Gemengen d'Waasser bis zum Hals stoung. Dat kann een novollzéien.

Et kann een awer déi Gemenge verstoen...

M. le Président.- Här Klein!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Jo, ech si gläich fäerdeg. Ech wëll nëmme just soen, Här President, Dir wëllt net hunn, dass mer sollen hei eng Diskussioun féieren, fir dass d'Gläichheet tëschent de Schüler an alle Gemenge soll stattfannen. Et misst een hei an der Chamber...

M. le Président.- Ech hunn näischt géint d'Gläichheet, mä ech hätt gär gläich Temps de parole fir se all, an eist Reglement ass nun eben...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Loosst den Här Klein gewäerden!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- ...dass jiddferee seng Meenung hei ka soen am Intérêt vun der Saach, an net einfach kucken, fir eng Zäit festzeleeën an dat arbitrairement maachen.

M. le Président.- Dat gëtt net arbiträr gemaach. Dat ass, Här Klein, à l'unanimité gemaach ginn.

(Interruptions diverses)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Wéi gesot, op déi dräi Froen do musse mer eng ganz prezis Äntwert ginn...

M. le Président.- D'Madame Staatssekretärin ass amgaang, sech ze preparéieren.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- ...vun der Verdeelung vun de Fraisen tëschent de Gemengen an dem Stat, ënnert de Gemengen an eng ganz équitabel Léisung fir d'Schüler, egal vu wou se kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Klein. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Diskussioun, déi mer hei an dësem Haus haten iwwert den Enseignement musical communal war am Juli 2005. Do hu mer de Plaffong, deen de Stat bäisteiert, missen erhéijen, fir dem Fakt Rechnung ze droen - ënner anerem, mä awer haaptsächlech -, dass d'Musekschoul vun Dikrech an Ettelbréck zu engem Conservatoire gi war an dass d'Musekscoursen zu Déifferdeng eng Musekschoul gi sinn. Fir dass déi aner Gemengen net sollen doduerjer manner kréien, ass de Plaffong erhéicht ginn, wat eng gutt Saach war, an dat ass jo och allgemeng hei vun der Chamber gestëmmt ginn.

Zu deemselwechten Zäitpunkt huet onse Kolleeg, den Här Camille Gira, seng Interpellatioun ugemellt, an et huet eben dräi Joer gedauert, bis dass dat endlech zur Diskussioun koum.

Wat ech festhalen, Här President, dat ass, dass sech säit där Diskussioun virun dräi Joer am Enseignement musical näischt geännert huet. D'Froen, déi deemools gestallt si ginn, bleiwen och haut nach ouni Äntwert.

Den Här Gira ass a sengem Bäitrag zu dëser Diskussioun haut op déi eenzel Punkten agaangen an huet beliicht, wéisou déi Froe sech haut nach esou stellen, wéi se sech virun dräi Joer gestallt hunn.

D'Rapportrice sengerzäit 2005, déi honorabel Madame Nelly Stein, déi ons vill ze fréi verlooss huet, hat gesot am Numm vun der Kommissioun, et wär vun der Regierung versprach ginn, dass eng Analys vun den zouständege Ministèren iwwert de Käschtepunkt - iwwert déi effektiv Käschte vum Enseignement musical - am Lafe wär an dass mer déi Diskussioun erëm géifen ophuelen, wann déi Fakten disponibel wären.

Mir hunn, Här President, den 8. Abrëll e grousst Dokument kritt iwwert den Enseignement musical au Luxembourg, wat ganz interessant ass, mä wat am Fong net déi Analys ass, vun där deemools geschwat ginn ass. Ech bedaueren et, Här President. Ech sinn e bësse wéi d'Sœur Anne: «Je ne vois que le soleil qui rougeoie et la route qui poudroie, mais ne je vois rien venir...»

(Hilarité)

D'Gesetz ass haut zéng Joer laang en application. Wéi scho verschidde Riedner

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort; Tageblatt; Lëtzebuerger Journal; Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél: 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

et gesot hunn, huet dat Gesetz doudsécher zur Qualitéit an zum flächendeckende Charakter vum Enseignement musical am Land béigedroen. Dat ass eng gutt Saach.

Nach bleiwen eng ganz Partie Problemer. Säit 2004 spéitstens hunn d'UGDA, da Conseil supérieur de la musique, de Syvicol, eng Rei Stied a Gemengen déi Problemer a verschidden Avisen ervirgestrach an hu mat Nodrock gefuerdert, dass se solle geléist ginn.

Déi Problemer gi vum Contenu vum Enseignement bis zum Statut vun den eenzelnen Institutiounen an passant iwwert de Statut vum Personal, d'Chargé-de-coursen - et ass schonn dovunner geschwat ginn -, mä zum Beispill och d'Chargés de direction vun den Écoles de musique - ech weess, dass dat e Problem ass, deen der UGDA terribel um Häerz läit - a last but not least de Problem vum Finanzement, deen d'Kärsteck vun där Diskussioun ass, déi mer haut féieren.

Dee Finanzement geschitt an enger totaler Ontransparenz. Et ass kee Mënsch, dee weess, wie wat woufir kritt. Or, den Artikel 12 vum Gesetz gesäit vir, que «L'Etat participe au financement de l'enseignement musical à raison d'un liers des rémunérations brutes du personnel enseignant de ces institutions». Esou gëlt et op jidde Fall net gehandhaabt.

Problemer, déi de Conservatoire vum Norden a leschter Zäit hat, hunn dozou gefouert, dass déi Diskussioun vill méi akut ginn ass an de Problem vill méi urgent ginn ass. Ee vun de Problemer ass effektiv d'équitabel Verdeelung vun de Fraisën téschent de Gemengen.

Am Kader vun der Territorialreform ass jo elo virgesinn - an dat ass och scho gesot ginn -, dass eng Obligatioun soll entstoe fir d'Gemengen, en Enseignement musical de base unzebidde fir all d'Kanner. Dat ass doudsécher eng gutt Saach - den Här Etgen ass op déi Fro agaangen, wéi wichteg dat ass -, mä dat wäert d'Fro vun der Verdeelung vun de Käschten nach méi komplizéiert maachen, well wann d'Gemengen all d'Obligatioun hunn, wäerten d'Gemengen awer net alleguerte kënnen déi Offerte bidden.

Dat heescht, dass et an der Commune siège eng Partie Kanner gëtt, déi aus anere Gemenge kommen, wou deen Unterrecht net ugebuede gëtt. Da stellt d'Fro sech vun der équitabeler Verdeelung vum Finanzement an nach vill méi akuter Form. Ech mengen also, dass och hei de Stat gefuerdert ass. Wa mer déi Offre obligatoire aféieren, da muss onbedéngt de Stat en Deel vun deem Finanzement - an de gréissten Deel vun deem Finanzement - droen.

Et stellt sech natierlech och de Problem vun der Spezialisatioun vun deene Schüler, déi wëllen eng musikalesch Carrière aschloen an déi hir Etüde weidermaachen um Niveau vun der Division moyenne spécialisée a vun der Division supérieure. Bis elo sinn d'Conservatoiren déi Eenzeg, déi d'Coursen an deenen zwou Sparten offréieren. Ech weess, dass d'Museksschoule sollen erméiglecht kréien, d'Coursen an der Division moyenne spécialisée och unzebidden, mä nach bleiwen d'Conservatoiren déi Eenzeg, déi an der Division supérieure deen Unterrecht offréieren.

Si hunn also eng national Aufgab an et wär gutt a richteg, wann dat och géif unerkannt gi vum Stat an entsprechend dédommagéiert ginn. Et ass keen Zoufall, Här President, dass am Ufank um désem Joer d'Buergermeeschtere vun Ettelbréck, vun Esch a vu Lëtzebuerg, déi also allen dräi d'Communes sièges vun engem Conservatoire sein, sech un de Ministre de l'Intérieur gewannt hunn - deem seng Absence ech iwwregens bedaueren - an un d'Statssekretär vun der Kultur, fir op hir spezifesch Problemer hinzeweisen.

En passant wëll ech dem Här Gira soen, dee gemengt huet, dass de Conservatoire du Nord manner gutt géif traitéiert gi wéi déi aner Conservatoiren, wann ech richteg verstanen hunn,...

M. Camille Gira *(DÉI GRËNG), interpellateur.*- D'Gemeng als Ganzt.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ah, insgesamt ass et richteg, well wann een d'Conservatoiré kuckt, da gesäit een, dass en fonction vun der Rémunération des frais du personnel et frais d'enseignement musical de Conservatoire du Nord 44,14% vun den Dépensen eréimkritt, de Conservatoire vun Esch 35,41% an de Conservatoire vu Lëtzebuerg 23,22%. Mä et ass gutt, dee Malentendu ass elo opgeklärt.

Här President, ofschléissend wëll ech ganz einfach dat helle soen: Et huet ze laang gedauert an et muss eppes geschéien. Mir brauche kee Joer de réflexion méi. Mir brauche kee Moratoire. Mir brauche keng aner Tergiversatiounen. Ech froe ganz einfach d'Regierung: Wéini mécht se Neel mat Käpp?

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. D'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

(Interruptions)

Une voix.- Et ass net einfach, Här President.

M. le Président.- Här Klein, hutt Dir eng Fro?

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Setzt Dir d'Zäit fest?

M. le Président.- Mejo dat kann ech lech ganz genau soen, wann ech mäin Text eréimfannen. 20 Minutten, Här Klein, plus d'Motioun.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Merci.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt mir de Moment den absolut richtege Moment hunn, fir iwwert de Museksunterrecht ze schwätzen, well dat Gesetz ass elo exakt zéng Joer a Kraft. Et ass also eng flott Geburtsdagsfeier haut fir dat Gesetz an och eng gutt Geleeënheet fir eis, iwwert d'Applikatioun vum Gesetz a vu sengen Ausféierungen ze kucken. Dat soll een och net ze frëi maachen, mä dat soll een am richtege Moment maachen.

Et ass also haut déi richteg Geleeënheet, an net virun dräi Joer, wou mer genau déiselwecht Diskussioun gehat hätten, wéi am Juli 2005 mat dem Gesetz, dat mer deemools gestëmmt haten, fir de Plaffong wéinst deenen zwou Schoulen, wéinst deenen zwee Statuten an d'Luucht ze hiewen, a well och méttlerweil dru geschafft ginn ass, énner anerem a virun allem och an der Spezialkommissioun vun der territorialer Reorganisatioun. Dat däerf ee jo och alles net aus den Ae verlëieren. Villes vun deem, wat do geschwat ginn ass, ass jo haut hei eréingeholl ginn, esou datt déi Virbereedung jo dann och ganz gutt war.

D'Gesetz ass also elo zéng Joer a Kraft an et wer laang an der Maach virdrun, wéi och scho gesot ginn ass. D'Genèse huet iwwer 20 Joer gedauert, dat Gesetz selwer och nach eng Kéier dräi, well jiddferee weess, wéi schwiereg et war, a well jiddferee weess, wéi komplex et war, a well am Endeffekt jiddferee wosst, datt et besser wär, mir hätten dat Gesetz esou wéi et war, wéi mer hätte guer keent.

Eent ass sécher: Dat Gesetz vun '98 huet absolut positiv Resultater an Auswierkungen. Déi Objektiver vum 98er Gesetz sinn och erreecht ginn. D'Basisobjektiv vun der Freed un der Musek mam Basisunterrecht kënnen ze énnerstëtzen, ass voll opgaangen. Ech erënneren un Éveil musical an aner Initiativen, awer och d'Division inférieure als solches. Eng spezialisiéiert Formatioun, deem Niveau hannendrun, deen d'Schüler esou wäit féiere kënne wéi se wëllen, bis zu engem professionellen Niveau: genau d'selwecht. Deen drëtten Objektiv vun den Erwuessenecoursen: Do ass sécher e manner grousse Sprong gemaach ginn. Dat ass kloer.

Aner positiv Auswierkunge sinn awer och eng Stabilisatioun fir d'Berufissëmfeld vum Léierpersonal am Museksunterrecht selwer an eng Stabilitéit fir déi Schoulen, egal énner wéi engem Statut se de Museksunterrecht ubidden.

E substanzielle Qualitéitssprong ass scho vu jiddferengem heibanne festgestallt ginn - dat ass absolut de Fall -, an Niveausprong no uewen, iwwerall a global, egal a wéi engem Type d'enseignement.

En diversifizéiert Ugebuet vu Coursen, eraus och aus den traditionelle Schemen, déi bis dohinner waren, hu mer och domadder hëkritt, wou vill méi Kreativitéit erakomm ass. Selbstverständlech méi Schüler; wat scho gesot ginn ass. A virun allem och ganz wichteg, e vill méi flächendeckend Ugebuet vum Museksunterrecht. Wa mer haut déi Landkaart kucken, wou wéi ee Museksunterrecht ugebuede gëtt, dann hu mer haut vill, vill manner wäiss Punkten drop wéi nach virun engem décke Joer, wou d'Diskussiounen an der Spezialkommissioun ugaange sinn.

Alles dat huet eng Dynamik an deene leschte puer Joer kreéiert, wou mer och villes thematiséiert hunn, wou vill méi Gemenge matmaachen. Et ass kee méi, dee sech haut eraushält. An déi puer wäiss Punkten, déi Dir nach op der Kaart hutt, déi Dir kritt hutt, och déi Gemenge sinn amgaange Gespréicher ze féieren, fir énner enger Form oder enger anerer matzemaachen a sech ze bedeelegen um Ugebuet vum Unterrecht a vum Finanzement.

Dat Ganzt huet jo dann och geheescht, datt mer nach méi Leit erreecht hunn, méi Schüler d'Méiglechkeet vu Museekscoursë gi konnten. Eng Auswierkung dovunner ass - déi schonn ugeschwat ginn ass -, datt mer vill Nowuess fir eis Museken och domadder konnte begeeschteren an eng ganz grouss Professionalitéit op där anerer Säit an d'Saachen erakritt hunn.

Also, eng grouss Vitalitéit an Innovatiounssënn an a vum Museksunterrecht. An ech hunn elo nach vergiess ze soen, datt och eng finanziell Besserstellung vun de Gemengen domadder komm wär, well virum Gesetz vun '98 ass et quasi wéineg staatlech Participatioun ginn. Haut geet se trotz allem all Joer erop, a se ass haut op méi wéi dem Duebele vun deemools, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass.

Feststellungen also, déi heibannen iwwerall gedeelt ginn: De Museksunterrecht ass néideg. Säi Stellewäert ass wichteg. Et ass net fir an a Fro ze stellen an e gëtt och iwwerhaapt net a Fro gestallt, weder heibannen nach soss anzwousch, wat mech ganz freet.

Eng aner Feststellung: Den Niveau, d'Ugebuet, d'Qualifikatioune sinn eropgaangen. En ass vill méi flächendeckend ginn. Et sinn also méi Leit a Schüler, déi d'Méiglechkeete fir Coursen hunn. Den Nowuess ass besser.

Bei der Aschätzung vun de Problemer hu mer eng ganz grouss a komplett Eestëmmegkeet. Dat huet ee jo bei alle Virredner hei virdrun eraushéieren. Déi eenzeg Problemer sinn, wéi et schéngt - oder bal -, déi vun der Finanzéierung. Do ass eng vun den Universalléisungen, déi an de Raum gestallt ginn ass an den Diskussiounen, datt de Stat soll méi matbezuele wéi bis elo.

Nach eng Kéier: Virun '98 huet de Stat ganz wéineg bezuelt. Mä geet dat duer? Et si schliesslech och op déi aner Manéier ëmmer déiselwecht öffentlech Suen, déi erafléissen, egal ob se aus deem engen oder deem aneren Dëppe kommen. Ech mengen, datt et net just duergeet, fir d'Fro vum Plaffong - dat heescht, vun der Kontributioun vum Stat - hei ze kucken, mä et muss een och no de Kritären an der Organisatioun kucken.

Am bestehende Kader vum aktuelle Gesetz wësse mer, datt mer keng Léisung hunn. Keng aner Léisung wéi déi, déi bis elo do ass, ass méiglech. Et ass null Spillraum an et kann een nëischt maachen. Dohier sinn déi Froen ëmmer erëm opkomm an ëmmer erëm déiselwecht bliwwe vun eventuelle méi grousse finanzielle Schwieregkeete vu verschiddene Gemengen oder Schoulen. Et ass net méiglech, ei am aktuelle Kader aneschters ze maachen.

Wou leien d'Problemer haut? Mä an den Énnerscheeder téschent de Gemenge vum staatlechen Zréckbezuelen, haaptsächlech duerch énner anerem - gëtt gesot - de Plaffong vum staatleche Bäitrag. Ech mengen, datt d'Fro doranner ze gesinn ass, datt mer haut de Museksunterrecht als kommunale fakultativen Unterrecht gesinn.

D'Schwieregkeeten an d'Énnerscheeder leien: a verschiddenaartegen Organisatiounen; verschiddenaartege Qualifikatioune vun den Enseignanten; en anere Personalstatut plazewels; en anert Bezuele jee no Plaz; aner Paien; ganz besonnesch awer och aner Definitioune vun Tâchen, op där enger Plaz gëtt ei déi Chargen, ob anerer net; Niewenaktivitéite gi mat erageholl an d'Tâche bei deenen engen a bei deenen aneren net; natierlech d'Koeffiziente jee no Museksunterrechtsgenre.

Déi kombinéiert Applikatioun ebe just vun der Gemengenautonomie, déi jo virdrun och duergestallt ginn ass a richteg ass, a vum gesetzleche Plaffong ass eben och d'Erklärung vun den Énnerscheeder, datt eng Gemeng vum Stat prozentual méi eréimkritt wéi eng aner.

Mir wëssen, datt d'Gesetz an déi Reglementer, déi duerno komm sinn, objektiv Kritäre festgelueght hate fir d'Erëmbezuelen. Et muss ee jo och Objektiver festleeën. Déi orientiéiere sech no de Coursen, awer och no der Zuel vun de Schüler kombinéiert mat de Coursen.

Ech ginn elo net hei op d'Detailer an, mä Dir géift awer domadder ganz gutt gesinn, wéi komplizéiert a wéi komplex et ass, datt een déi reell gehalen Zäite vun den individuelle Coursen, souguer a Minutte gerechent, kuckt. Schliesslech ass et jo och en Harmonisatiounsgesetz, soss kënnt dat net hin, datt mer e generalisiéierten Taux vu véier Schüler fir ee Cours vun enger Stonn jee no System hunn, e generalisiéierten Taux fir kollektiv Coursen an esou weider an esou virun. Déi ginn dann zesummegerechent an dorobber gëtt dann och de Remboursement gekuckt.

Dir gesitt, datt et ganz genau ugerechent gëtt an datt et och ganz transparent ass. Et ass just ganz komplizéiert. Mä et kann och net aneschters sinn, well Dir wësst wéi vill dausende Coursen uechtert d'Land ze rechne sinn, an egal wéi wäert dat bei verschiddene Leit den Androck vu schwierege Rechnungen ervirruffen, wou et wouer ass, datt se schwiereg sinn, mä déi net ontransparent sinn.

Dat heescht nämlech, de ganze System ass escu opgebaut, datt de Stat souwuel no der Zuel vu Coursë wéi der Zuel vun de Schüler an zum Deel der Qualifikatioun vun den Enseignanten erëmbezuelt. Am Respekt vun der Gemengenautonomie kënnen natierlech am kommunale Museksunterrecht all d'Schoule sech och d'Prätheeten huelen, fir nach aner Gestaltunge vum Unterrecht derbäizemaachen an dropzegreifféieren. Am Respekt awer och vun engem gläichen Zréckbezuele kann de Stat haut net all Initiative berücksichtegen an de Kritäre vum Zréckbezuelen am bestehende Gesetz, am Numm vun der Équitéit, déi duerch dës Kritäre festgelueght ass.

Dës Gemengenautonomie soll och bleiwen. D'Gemenge solle selwer weiderhi bestëmmen, wat se wëllen, am Wëssen a Gewëssen, wat se droe wëllen a wat se droe kënnen. '98 genausou wéi 2005 wéi och haut hei an dëser Diskussioun ass jo d'Afrostelle vun der Autonomie heibannen net gewollt oder gewënscht, an och déi eis an der Regierung net. Ech halen also fest, datt mer enger Meenung sinn, datt mer

weiderhi sollen am Respekt vun der Subsidiaritéit an der Gemengenautonomie fueren.

Dann hu mer jo an der Zwëschenzäit déi ganz wäertvoll Aarbecht vun der Spezialkommissioun iwwert déi territorial Reorganisatioun gehat. Déi Aarbechten an Iwwerleeungen hu sech jo och op de Museksunterrecht ausgedehnt. Déi Konklusiounen, déi do schonn deemools konnte gezu ginn, déi hunn ech och haut heibannen erëm héieren an déi ginn esou wäit gedeelt.

Dat heescht, mir hu schonn an deenen dräi Joer ganz vill Neies bruecht a ganz vill geschafft, zesumme mat der Chamber an an der Regierung. Déi dräi Joer waren net verluer, mä si hu ganz vill Neies bruecht. Ech mierken, datt och d'Qualitéit vun der Diskussioun jo vill vun deem erëmbruecht huet, wat mir an der Chamberskommissioun zesummen diskutéiert haten.

Esou datt ech och mengen, datt mer d'Objektiver, wouno mer eis sollten oder kéinten an Zukunft riichten, folgenderweis géife kënnen nennen. Wa virdru gesot ginn ass, et géif bedauert ginn, datt den Innenminister net hei ass, esou ass d'Regierung jo ëmmer eens a si schwätzt och aus engem Mond.

Une voix.- Ooohhh!

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Dëst ass genausou gutt him seng Meenung, wéi dem Rescht vun der Regierung hir Meenung, wéi meng.

(Interruption)

Maacht lech also doriwwer guer keng Suergen.

(Interruption)

Jo, dann hunn ech emol haaptsächlech fir déi Leit geschwat, déi dat richteg gesinn, esou wéi se dat solle maachen.

Also, d'Objektiver - an ech hu jo héieren, datt et hei gedeelt gëtt -, dat ass eng Konklusioun, déi an der Spezialkommissioun war: D'Basis vum Museksunterrecht soll obligatoresch ugebuede gi vun all Gemeng; net méi wéi haut e fakultatiivt Ugebuet. Dat heescht jo net, datt all Gemeng muss selwer alles organiséieren, mä si kann natierlech d'Kooperatioune sichen. Dat ass souguer ganz gewënscht.

Eventuell kann een dann och zesummen domadder kucken, fir den haut fixe Prozentsaz vum Zréckbezuelen ze ersetzen duerch méi spezifesch Indikatiounen op Basis vun deene jeeweilege Resultater vun deem Joer, wat laanscht ass, an deenen eenzelne Schoulen. Och dat - dat héiert Der schonn - gëtt net onkomplizéiert.

Domadder gekoppelt och eng eventuell - dat muss ee kucken - Ofkoppelung vum staatleche Bäitrag mat deem, deen iwwert de Fonds de dotation communal geet. Dat heescht, datt déi net méi systematesch d'selwecht muss gehale sinn. Dat ass alles ze kucken; dat Ganzt selbstverständlech weiderhin am Respekt vun der Gemengenautonomie.

Dann de spezialiséierten Unterrecht. Dat heescht, déi iewescht Stuf oder Stufen, d'Division supérieure virun allem och op méi enger nationaler Ebene kucken an hirer Bedeitung, well et kloer ass, datt dat net kann an och souguer net soll op allen oder op ville Plazen ugebuede ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Da sollen och verschidde pedagogesch Initiativen oder Pilotprojeten, Projet-scolairen, gradesou gutt wéi d'Qualitéit vum Unterrecht méi flexibel am Finanzement kënne gehandhaabt gi respektiv an der Kontributioun, déi vläicht derbäikënnt. Dat heescht, wann déi Projeten ugeholl ginn an als gutt emfonnt ginn op enger nationaler Basis, datt ee sech dann och méi e grousst Finanzement iwwert de Stat, dat heescht vum Commissariat à l'enseignement musical gekuckt, leeschte kann.

D'Andeelung vun den heitegen dräi groussen Types d'enseignement soll bäibehale ginn. Dat wär schlecht, fir déi nees opzeweechen. Vläicht kann een och kucken, fir e Kritär jee no Capacité contributive vun de Gemengen anzeféieren.

Ech mengen nach eng Kéier, datt d'Léisung net kann e generellt an inkonditionellt Eropsetze vum Stat senger Participatioun sinn, mä datt ee muss iwwer e Réajustement vun de finanziellen Objektiver an och de Kritäre kucken, mat dann dee Moment engem Eropsetze vum Budget a Fonctioun vun de Konklusioune vun deem Réajustement.

Do kann ee ganz villes innerhalb vun deene Kritären dann dee Moment diskutéieren: Wéi eng Offer ass eng Basisformatioun, souwuel um geographesche wéi um finanzielle Plang? Wat ass eng Formation de pointe? Wéi eng Offer ass Formation continue oder Erwuessenebildung? Wat geet an de Beräich vun enger Fräizäitgestaltung, déi ganz sënnvoll ass? Wéi eng Spezifissitéite soll et ginn?

Ech mengen, datt déi dräi Parteie weiderhin eng gläich bleiwend...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...wichteg Roll behale fir jiddfereng vun deenen Offeren - de Stat, d'Gemengen oder Syndikater, Regiounen oder Organisatiounen - wéi awer och d'Roll vun den Eenzelne respektiv vun den Elteren eng wichteg ass.

Et bleift ee grousst Objektiv fir mech, dat ass en Enseignement musical fir se alleguer, egal vu wou se kommen - besonnesch déi Jonk natierlech - an egal wéi déi sozial oder finanziell Situatioun ass vun hinnen. En Zougang fir all ass wichteg.

Duerfir muss een och kucken, e Basismuseksunterrecht, deen accessibel ass fir jiddfereen a mat Aschreiwungskäschten, déi sech d'Leit leeschte kënnen, kënnen ze definéieren. Alles dat gëtt net onkomplizéiert an alles dat ass net onkomplex.

Duerfir wäerte mer och eng breet Consultatioun féieren, déi mer elo direkt ufänken, vun elo un, an zwar éischtens um Terrain, also mat de Partner, de Schoulen, wéi ee Statut se och ëmmer hunn, mat de Gemengen, an do kann een absolut - mengen ech - an deene Gespréicher mat de Gemenge sech och Gedanke maachen iwwer eng eventuell Carte scolaire, an natierlech duerno um nationale politesche Plang.

Iwwregens, wann ech vun de Gemenge geschwat hunn, wär ech och frou, hei kënnen en Appel u se alleguer ze maachen, fir déi Statistiken an Donnéeën eranzeginn, déi mer och brauchen, fir heirobber kënne richteg ze schaffen.

Also vun elo un, nach ëmmer ënnert dëser Regierung, ginn direkt déi Consultatioune breet gefouert an direkt lass, fir datt mer am léifsten innerhalb vun engem Joer och e Basiskonsens hunn. Et gëtt net weider geschlof, wéi gesot ginn ass.

Et ass och net geschlof ginn an deenen dräi leschte Joer. Am Géigendeel! Eppes Komplexes ze reforméieren ass och näischt, wat ganz séier geet. A wann een et dann och nach am Konsens soll a wëllt maachen, da wësst Der och, datt een dat net vun haut op muer, awer vun dësem Joer op d'nächst Joer trotzdeem probéiert ze maachen.

Ech mengen, datt hei nach deen een oder aneren Detail flott dozou ze soen ass, wa geschwat gëtt vun der Musek als Basisunterrecht. Esou hu mer jo och haut Musekssstonnen an der Primärschoul, an do kéint ech mer denken, datt et och flott wär, wann déi normal Musekssstonnen, déi also do souwisou solle kommen, mat dem qualifizéierte Musekschoulpersonal zum Beispill kéinte gestalt ginn an dann och méi sécher géife gemaach ginn.

Anerwäerts, wann ech soen, mir hunn haut d'Gebuertsdagsfeier - souzesoen - fir dat Gesetz vun 1998, esou soe mer och an enger Woch, mir feieren d'Fête de la Musique, déi jo europawäit gemaach gëtt.

Firwat net och d'Fête de la Musique vum 21. Juni als Dag vun der Musek an de Schoulen an an de Primärschoulen aféieren? Dat wär, mengen ech, och e flotten Appel un déi Gemengeverantwortlech, déi hei sëtzen.

Gradesou ass et ganz wichteg, datt ee mat all deene Structures d'accueil an de Maisons relais, déi amgaange sinn ze kommen oder schonn do sinn, en Appel un déi Verantwortlech mécht a ka maachen, datt se sech sollen der Wichtegkeet vun der Musek fir d'Kanner an déi kleng Kanner bewosst sinn. Si sollen dat direkt mat an dee Kader eranhuelen, do wou dat sech dann och extrem gutt maache léisst.

Mir sinn eis jo alleguerte bewosst a mir waren alleguerten d'accord doriwwer, wéi wichteg et ass, fir Musek ze maachen. Dat ass also eng koordinéiert Approche, déi och mat den Aarbechte vun der Spezialkommissioun iwwert déi territorial Reorganisatioun optimal zesummegeet an op dem richtege Moment elo kënnt.

Ech freeë mech, datt meng Virschléi an och d'Konklusioune vun dëser Kommissioun absolut an total heibanne gedeelt ginn, esou datt all Viraarbechte jo da sënnvoll waren. Ech mengen, wat wichteg ass, dat ass jo, datt mer de Kanner iwwert de Museksunterrecht d'Méiglechkeet ginn, fir sech ze entwéckelen, fir hir intellektuell, awer och psychesch a physesch Fäegkeeten auszebauen, a se dat domadder gradesou wéi och iwwer aner sënnvoll Fräizäitaktivitéite maachen. Domat gëtt der Violence virgebeugt an domadder leeschte mer souwuel der kultureller an der musikalescher Entwécklung vun eiser Gesellschaft e ganz groussen Déngscht wéi awer ganz besonnesch och eiser Jugend, déi sech doranner kann erëmfannen.

Här President, et sinn e ganze Koup Froe gestallt ginn. Soll ech nach kuerz vläicht och dorobber agoen? Éischtens emol...

Plusieurs voix.- Neen!

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Neen?! Super!

(Interruptions diverses et hilarité)

War dat elo Jo oder Neen?

M. le Président.- Dir hutt net méi vill Zäit.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Ech weess dat. Dat Meescht hunn ech och gesot.

M. le Président.- Gutt, Dir hutt nach zwou Minutten.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Also, de Bilan wéi gesot vum Gesetz vun 1998 vun deene leschte Joren, deen hunn ech gemaach. Dat ass alles gesot ginn.

E Plan sectoriel - jo, just et muss een eis soen, wéi een dat kann hikréien, well dat geet besser fir all regional Ugebuet, mä et ass méi schwéier ze maache fir dee lokalen Unterrecht, deen allerdéngs awer och ganz wichteg ass. Duerfir ass dat net esou evident.

Vun dräi Zentren am Land ass geschwat ginn. Do ass d'Bereetschaft vum Innenminister do, fir dës Fro hei och bei der territorialer Reorganisatioun ze kucke respektiv, wa mer iwwert d'Nordstad diskutéieren, se mat ze considéréieren.

Ech wëll och hei e ganz groussen Hommage un de Conservatoire du Nord an hir Buergermeeschteren ausschwätzen.

M. le Président.- Ech géif awer hei wierklech drëm bieden, e bëssechen Disziplin ze hunn! D'Madame Statssekretärin ass amgaang, op d'Froen ze äntwerten.

(Interruptions diverses)

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- D'Froe waren alleguer scho mat beäntwert ginn, hu se zu Recht festgestallt.

Also, nach eng Kéier: Déiselwecht Froen hu sech och op anere Plaze vum Land gestallt, wou de Statut net onbedéngt dee vum Conservatoire ass. Déi Froe sinn do geléist ginn am Kader vun der Gemengenautonomie. Et gëtt also nach villes ze kucken.

Här President, well ech gesinn, datt ech op alles scho geäntwert hat, wëll ech nach just op d'Motioun agoen.

Duerfir hunn ech jo nach fënnef Minutten, déi ech awer net dofir brauch.

Ech wollt dozou soen, iergendwou freeën ech mech jo, wann an där Motioun ganz genau deeselwechten Text erëmgeholl gëtt wéi deen, deen d'Regierung an hirer Propos un d'Chamberskommissioun vun der territorialer Reorganisatioun geschriwwen huet.

Allerdéngs muss ech soen, datt dat awer och relativ speziell ass als Virgehensweis, an e bësse schwiereg ass, wann deeselwechte Bréif, deen eng Kéier geschriwwe gi war, géif zréckgoen un d'Regierung mat deeneselwechten Termen, mat deeneselwechte Feststellungen, mat deeneselwechte Saachen. Dat ass jo awer keng Virgehensweis, déi ee soll maachen.

Déi aner Saachen, déi do drastinn, dat si jo eigentlech Saachen, déi sollen d'Consultatiounen erginn. Dat si Froen, déi um Enn vun de Consultatioune kommen an net am Ufank vun de Consultatioune scho kënne festgestallt ginn.

Duerfir géif ech mengen, Här President, dass mat allem Gudden, wat an der Motioun drasteet, se awer eigentlech net néideg ass, well alles dat scho virdru festgeschriwwe gi war.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Den Här Gira freet d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), interpellateur*.- Jo, Här President, ech kommen net derlaanscht, hei män extreme Frust zum Ausdrock ze bréngen. Dat hei hunn ech awer elo nach selten erlieft an zwielef Joer, wat elo hei geschitt ass! Do gëtt een am Joer 2005...

(Interruption)

...als Deputéierten...

M. le Président.- Entschëlllegt, Här Gira, ech muss lech allerdéngs dorop opmierksam maachen, dass d'Diskussioun ofgeschloss ass. Mir diskutéieren elo d'Motioun.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), interpellateur*.- Jo, ech kommen dozou. Gitt mer eng Chance, Här President, et gëtt jo e Reglement, wat heescht Parole après ministre. Déi Méiglechkeet besteet jo och nach.

Do gëtt een am Juli 2005 eng Interpellatioun eran, well een dat Gefill huet, dass no engem Vote vun engem Gesetz en allgemenge Konsens do ass, dass Handlungsbedarf besteet. Dann ass een als Deputéierten esou flexibel an et léisst ee sech e puermol soen: Jo, d'Regierung studéiert a studéiert a studéiert.

Et freet een dann no zweeanenhalleft Joer wierklech no: Wéi wäit sidd Der da mam Studéieren? Bis dann endlech gesot gëtt, jo mir si fäerdeg mam Studéieren.

An da stellt een hei eng Rei konkret Froen an et mécht een allgemeng konkret Proposen, wou et soll higoen. An da kënnt d'Madame Statssekretärin erop, schwätzt 20 Minutten, an huet awer wierklech, Här President, bei allem Respekt, weder iergendeng Pist opgemaach, wéi mer aus deem Schlamassel, deen dobaussen um Terrain ass, kuerzfristeg a mëttelfristeg erauskommen, nach op iergendeng vun deene konkrete Froen, déi ech an anerer hei gestallt hunn, geäntwert!

Chambre des Députés LUXEMBOURG
d'Chamber online op www.chd.lu

Ech hu gefrot: Wéini ass de Règlement grand-ducal iwwert d'Formation des adultes do? Keng Äntwert!

Ech hu ganz aner konkret Froe gestallt, aner Leit hunn der gestallt. Et kann dach awer net sinn, dass dat Eenzegt, wat d'Madame Statssekretärin eis elo ze offréieren huet, ass, dass se no dräi Joer studéieren entdeckt huet, dass se elo muss consultéiere goe bei d'Acteuren!

Jo, Här President, wat huet d'Regierung dann an deem Dossier an dräi Joer gemaach?

Et ka jo awer net sinn, dass dat Eenzegt, wat d'Regierung gemaach huet, e Verweis op d'Aarbechte vun der Spezialkommissioun ass. Souvill ech weess, waren dat d'Deputéierten hei aus dem Haus, déi do eng gewëssen Aarbecht gemaach hunn an heaptsächlech e Konsens fonnt hunn, dass den Enseignement musical an Zukunft soll obligatoire sinn.

Fir de Rescht ass awer hei och e Konsens, Här President, dass et mat deenen aktuelle Sue vum Stat net ze maachen ass.

Wat déi Motioun ubelaangt, natierlech, Här President, hunn ech en Deel vu mengen Invitatiounen un d'Regierung bewosst kopéiert vun deem, wat d'Regierung geschriwwen huet un d'Spezialkommissioun.

Wann d'Madame Statssekretärin déi heite Motioun net unhëlt, da kann ech just feststellen, dass se net méi zu deem steet, wat d'Regierung der Spezialkommissioun nach virun e puer Méint geschéckt huet.

Da froen ech mech, wat dann deen Exercice bruecht huet, wann e puer Méint nodeem ee gewëssen Ouverturë gewisen huet déi net méi solle gëllen. Ech muss feststellen, dass dat hei awer elo eng extrem onkonkluant Virgehensweis ass, an dass d'Resultat vun der Säit vun der Regierung awer null ass den Owend. Ech hunn net eng Pist héieren, wéi mir dann de Problem an der a ronderëm d'Nordstad, ronderëm de Conservatoire, solle léisen.

Ech hu mer och nach soe gelooss, dass viru kuerzem déi Taxen nach eng Kéier gehéicht gi sinn. Sidd Dir, Madame Statssekretärin, an d'Regierung, an d'CSV, da wierklech der Meenung, dass ee Leit ka Minervalë vu 600, 700 oder 800 Euro pro Joer zoumudden? Wann dat esou ass, da sot eis dat wéinstens, dann hu mir ee konkret Resultat vun haut, mat deem mer kënnen heemgoen.

M. le Président.- Madame Statssekretärin, wann ech gelift.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, ech sinn och iwwerrascht.

Ech ka mer zwar virstellen, datt et schwéier méiglech war, alles ze héieren, wat ech gesot hunn. Duerch gewëssen Hannergrondaktivitéiten, déi hei waren, ass dat méiglecherweis schwéier gewiescht, dat ginn ech ganz gär zou. Mä ech hunn awer op déi Froe geäntwert, ausser vläicht op dat, wat de Règlement grand-ducal iwwert d'Formation des adultes ugeet, a wat ech mir opgeschriwwen hat. Mä, am allgemenge Konsens hunn ech gemengt, ech bräicht net weider op déi Froen anzegoen.

Et ass wouer, datt dat Reglement nach net geholl ass, mä deemools war geschriwwe ginn, et soll ee ganz vill Reglementer huelen, fir d'Flexibilitéit vum Gesetz, fir d'Flexibilitéit vun der Saach iwwerhaapt grouss genuch ze loossen. Ee Reglement ass souwisou e spontane Pouvoir vun der Regierung, dat muss och net dréngend drastoen. Et ass wouer, datt dat nach net geholl ass, an et ass och net einfach ze huelen, éischtens.

Allerdéngs steet eng Hällewull Reglementer dran, dat stëmmt. Si mussen emol net geholl ginn, mä dat ass awer hei net d'Diskussioun. Ech mengen awer och, datt mer hei net sollen iwwert dat lescht Reglement diskutéieren.

Zweetens hunn ech ganz vill Saache gesot, als Äntwerten op Är Froen. Ech hu gesot, datt mer deemools an der Spezialkommissioun vun der Réorganisation territoriale festgestallt hunn, datt de Museksunterrecht soll als Basis obligatoresch ugebuede ginn. Dat hu mir gesot.

Wéinst der Gemengenautonomie muss ee kucken, wéi een am Kontext dovunner de staatleche Finanzement redefinéiert, well et ass evident, datt dat och aner Saache mat sech zitt. Ech hu gesot, datt ee kucke muss, fir de fixe Prozentsaz vum Zréckbezuelen, esou wéi en haut ass, ze ersetzen duerch en anere Mechanismus, deen och neie Missioune Rechnung dréit. Da kéint een och nach iwwer eng eventuell Ofkoppelung vum staatleche Bäitrag vun deem vum Fonds de dotation communale, wéi en haut ass, nodenken, fir datt een net méi muss parallell evaluéieren.

Ech hu vu spezialiséiertem Unterrecht geschwat, vun anere Saachen, déi een och am Zesummenhang mat engem eventuell méi grousse Finanzement iwwert de Stat ka kucken. Ech hu vu Kritären an „capacités contributives" geschwat an esou weider an esou virun.

Ech sinn awer iwwerrascht, datt elo op eemol keng Consultatioun soll gemaach ginn. Ech sinn och iwwerrascht, datt gemengt ginn ass, et wär virdrun nach net nogeduecht ginn. Ech ka mer awer net virstellen, datt d'Partner um Terrain frou wären, wann hei eng Reform géif gemaach ginn, wou si net ganz staark géife mat agebonnen a virdru gefrot ginn. Dat kann een net ganz, ganz séier maachen, an duerfir ass dat och elo nach net alles gemaach.

Ech ka mer net virstellen, datt hei gewënscht wär, datt een net mat deene Partner sollt schwätzen. Fir net nach eng Kéier laang drop anzegoen an ze soen, wat d'Léisunge sinn, déi ee soll undenke kënnen, soen ech och nach eng Kéier, datt mir dat jo schonn drageschriwwen haten. Wa mer et schonn drageschriwwen hunn, da gesinn ech awer elo net, firwat mer dat nach eng Kéier sollten an enger Motioun als Optrag un d'Regierung ginn.

Op d'Plans sectoriels an déi aner Saache war ech drop agaangen.

M. le Président.- Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, mir hu ganz vill Sympathie fir déi Motioun, déi hei abruecht ginn ass, a mir kéinte se och stëmmen, mir hu just e Problem mam éischte Punkt vun der Motioun, wou gesot gëtt: «déplafonner la contribution de l'État et l'agencer selon les frais réels des différents services offerts par les communes».

Mir wëssen, dass a verschiddene Gemengen, an notamment an där, déi ech am beschte kennen, Servicer offréiert ginn, déi am Fong iwwert dat erausginn, wat de rengen Enseignement musical ass. An ech mengen, et wär net fair ze soen, dass de Stat och bei deene Käschte soll interveneéieren.

Wann eng Gemeng eppes méi wëllt offréieren, da soll se dat maachen an da soll se dat droen. Dofir géif ech ons Kolleege vun der gréngerr Fraktioun froen, ob si kéinten d'accord sinn, dass een de Punkt 1 esou géif redigéieren: «déplafonner la contribution de l'État et l'agencer selon les frais réels de l'enseignement musical».

M. le Président.- Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Also ech verstinn dat net. Ech hunn nach ni esou eng herrlech Motioun gesinn. Wann dann d'Regierung och nach heihi kënnt a seet, si hätt dat do schonn alles selwer geschriwwen, da solle mer dach domadder d'accord sinn.

Wann alles, all Kontributioun vum Stat, déplafonnéiert gëtt fir verschidde Servicer, déi vun de Gemengen offréiert ginn, ma da solle mer dat dach esou stoe loossen, dat unhuelen. Et steet am leschte Passus: «augmenter la part de l'État dans les frais de fonctionnement des trois conservatoires régionaux». Souvill ech mech erënnere kann, iwwerhëlt de Stat 100% vun de Käschte vum Fonctionnement vun deene Conservatoiren.

M. le Président.- Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- A wann de Stat elo wëllt 150% ubidden, da solle mer dat dach unhuelen. Dat ass dach eng herrlech Motioun.

A wann d'Regierung domat d'accord ass...

M. le Président.- Merci, Här Jaerling, fir Är Interventioun.

Motion 1

Mir kommen elo zum Vote. Ech denken, dass de Vote électronique verlaangt ass. Mir stëmmen dann elektronesch iwwert d'Motioun of.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Fernand Etgen, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Alexandre Krieps (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner).

Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Déi nächst Sitzunge si programméiert fir déi éischt Woch am Juli. Den Ordre du jour gëtt Iech schrëftlech matgedeelt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.17 heures)

Sommaire des séances publiques N°s 44, 45 et 46

Communications — page 557

Ordre du jour — pages 557-558

5696 - Projet de loi portant: 1. promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes; 2) sur le droit d'emphytéose et le droit de superficie; 3. modification a) de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs, b) de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt foncier, c) de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, d) de la loi modifiée du 18 décembre 1998 portant création de l'établissement public dénommé «Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall», e) de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation, f) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, g) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil — pages 558-576

Question avec débat N°34 de M. Marco Schank relative à la qualité des aliments dans la restauration collective publique — pages 575-576

5779 - Projet de loi ayant pour objet 1) le développement économique de certaines régions du pays, 2) la modification - de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques, 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie, - de la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables — pages 576-581

Ordre du jour — page 581

Question avec débat N°32 de M. Jean Huss relative aux relations entre l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) — pages 581-583

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes spécifiques liés à la production de biocarburants — pages 583-587, pages 590-591

Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur les émissions à effet de serre des secteurs soumis au système d'échange de quotas — pages 587-590

Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur le financement futur des structures d'accueil et de garde — pages 591-594

Désignation d'un membre du Centre pour l'égalité de traitement — page 594, pages 596-597

5780 - Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière — pages 594-596

5810 - Projet de loi relative aux acquisitions dans le secteur financier et portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, de la directive 2007/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 modifiant la directive 92/49/CEE du Conseil et les directives 2002/83/CE, 2004/39/CE, 2005/68/CE et 2006/48/CE en ce qui concerne les règles de procédure et les critères d'évaluation applicables à l'évaluation prudentielle des acquisitions et augmentations de participation dans des entités du secteur financier — pages 595-596

5851 - Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, ouverte à la signature à New York le 14 septembre 2005 — page 596

5597 - Projet de loi portant modification des articles 116, 126, 127, 152, 185, 186, 620 et 621 du Code d'instruction criminelle et abrogation de l'article 186 du même code - Second vote constitutionnel — page 597

Interpellation de M. Camille Gira au sujet de l'enseignement musical dans le secteur communal — pages 597-605

Annexe 2

Transmis en copie pour information
- aux Membres de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police
- aux Membres de la Commission de la Culture
- aux Membres de la Conférence des Présidents
Luxembourg, le 27 janvier 2010
Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,

déi gréng
groupe parlementaire

CHAMBRE DES DEPUTES
Entrée le:
28 JAN. 2010

Monsieur Laurent Mosar
Président de la
Chambre des Député-e-s

Luxembourg, le 26 janvier 2010

Concerne : demande d'une réunion jointe des Commissions de la Culture et des Affaires intérieures au sujet de l'enseignement musical

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément aux dispositions du règlement interne de la Chambre des Député-e-s, nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir convoquer une réunion jointe de la Commission de la Culture et de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police et de mettre à l'ordre du jour le point suivant :

Financement et organisation de l'enseignement musical

Dans le cadre d'une interpellation de M. Camille Gira, Madame la Ministre de la Culture avait annoncé le 12 juin 2008 qu'une large consultation avec les milieux concernés serait immédiatement entamée pour aboutir à un consensus au terme d'une année. Nous estimons que les résultats de cette consultation ensemble avec la prise de position du Syvicol du 14 décembre 2009 pourraient servir comme base de discussion lors de cette réunion jointe.

Nous vous prions de bien vouloir y inviter les ministres en charge.

Avec nos remerciements anticipés, veuillez accepter, Monsieur le Président, l'expression de notre plus parfaite considération.

François Bausch
Président

Camille Gira
Député

Annexe 3

SYVICOL Syndicat des Villes et Communes Luxembourgeoises

Financement et organisation de l'enseignement musical :
quelles réponses aux défis actuels ?

Prise de position du SYVICOL

La présente prise de position a pour objectif de définir, à titre préliminaire, le point de vue du secteur communal concernant une éventuelle réforme du financement et de l'organisation de l'enseignement musical. Elle se base sur les expériences faite par les communes avec la législation en vigueur et contient des propositions pour remédier à un certain nombre de problèmes qui se posent à leur niveau.

Le SYVICOL se réserve le droit de se pencher à nouveau sur le dossier une fois que le gouvernement aura fait connaître officiellement ses propositions de réforme.

L'organisation de l'enseignement musical au Luxembourg se caractérise par la grande hétérogénéité de ses structures et modes de fonctionnement, dont le développement au fil des années est allé de pair avec la demande des citoyens. Une restructuration complète de l'organisation existante, qui chamboulerait le modus vivendi permettant actuellement aux trois systèmes (conservatoires, écoles de musique, cours de musique) de coexister, ne paraît pas opportune. Une approche pragmatique, qui a pour point de départ les modes d'organisation existants et vise à trouver des réponses ponctuelles aux problèmes qui se posent, est à privilégier.

Financement

De l'avis du SYVICOL, la remise sur le métier de l'article 12 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant organisation de l'enseignement musical doit obligatoirement être incluse dans un projet de réforme. Il convient de rappeler que celui-ci dispose que « *l'Etat participe au financement de l'enseignement musical à raison d'un tiers des rémunérations brutes du personnel enseignant (...).* ». Toutefois, ce principe est infirmé plus loin dans le même article, où cette participation est explicitement plafonnée.

3, rue Guido Oppenheim Tel.: (+352) 44 36 58 info@syvicol.lu
L-2263 Luxembourg Fax: (+352) 45 30 15 www.syvicol.lu

De fait, même si le SYVICOL ne dispose pas de chiffres officiels, il semblerait que la participation de l'Etat représenterait aujourd'hui plutôt un quart du coût total des rémunérations. Sachant que la contribution au financement de l'enseignement musical des communes dans leur ensemble via le Fonds communal de dotation financière est identique à la participation étatique, il faut conclure que la moitié des frais de personnel incombent aujourd'hui aux communes qui organisent l'enseignement musical.

L'apport financier de ces communes est ainsi disproportionné, sachant qu'elles prennent également en charge tous les frais en relation avec les infrastructures de l'enseignement musical au niveau communal. Aussi le SYVICOL réclame-t-il d'urgence la suppression du plafonnement de la participation de l'Etat, de manière à ce que celle-ci corresponde réellement à un tiers des rémunérations.

Par ailleurs, si les communes qui disposent d'un conservatoire ou d'une école de musique, doivent être prêtes à assumer leur vocation régionale, une contribution financière des communes d'origine des élèves non-résidents devrait toutefois aussi pouvoir être exigée. Alors que le système resterait inchangé pour les cours *collectifs*, il est proposé de répercuter désormais les frais des cours *individuels* assumés par la commune organisatrice (frais = coût total du cours individuel – contribution du Fonds communal de dotation financière – participation de l'Etat) sur le minerval des élèves non-résidents. Au cas où le cours en question ne faisait pas partie de l'offre proposée par la commune de résidence, cette dernière rembourserait ces frais à l'élève.

Enfin, le SYVICOL déplore que les critères utilisés pour déterminer la répartition des subsides entre les communes ne soient pas publics et appelle avec insistance le gouvernement à gérer l'affectation de ces fonds publics dans une totale transparence.

Enseignement de base / enseignement de pointe

D'après les informations dont le SYVICOL dispose, le gouvernement compte introduire une distinction entre un enseignement musical de base, un enseignement moyen et un enseignement de pointe. Le SYVICOL serait d'accord à ce que l'enseignement de base relève de la responsabilité des communes, les charges financières – déduction faite des droits d'inscription - étant à répartir entre l'Etat (50%) et les communes (50%). En revanche, l'enseignement moyen et l'enseignement de pointe seraient pris en charge par l'Etat, la participation financière des élèves étant à corréler au niveau d'enseignement fréquenté.

Organisation (décentralisation vs centralisation)

De l'avis du SYVICOL, il ne faudrait pas imposer de modèle uniforme à l'ensemble du territoire luxembourgeois. Alors que dans certaines parties du pays, les cours de musique sont essentiellement concentrés dans les conservatoires et écoles de musique, d'autre régions ont activement encouragé le développement de cours de proximité et donc favorisé la décentralisation. Cette organisation de l'enseignement musical est une conséquence de l'autonomie dont jouissent les communes et qui leur permet de tenir compte des spécificités et préférences locales dans l'exercice de leurs missions.

Rappelons dans ce contexte que le SYVICOL, dans sa prise de position sur la réorganisation territoriale de l'Etat (janvier 2007) a exprimé l'avis que l'enseignement musical devrait à l'avenir faire partie des missions obligatoires des communes. Il serait toutefois erroné d'en déduire que le SYVICOL voudrait que des cours de musique soient dispensés sur le territoire de chaque commune. Il s'agissait plutôt de donner une garantie d'accès à l'enseignement musical, à tous les citoyens, où qu'ils résident. Le corollaire en est bien entendu qu'aucune commune ne devrait pouvoir se soustraire à une participation financière aux frais de l'enseignement musical, d'où l'idée proposée ci-avant d'une prise en charge des coûts des cours individuels par les communes de résidence des élèves.

Tarification

Etant donné que la loi modifiée de 1998 et les règlements grand-ducaux y afférents fixent des standards de qualité applicables à tous les cours, il est difficile de justifier auprès des citoyens les écarts entre les droits d'inscription appliqués par les différentes institutions dispensant l'enseignement musical. Le SYVICOL est en faveur de la fixation d'un système de tarification harmonisé sur l'ensemble du territoire.

Des droits d'inscription plus élevés devraient pouvoir être exigés des élèves adultes disposant de leur propre revenu.

Programmes

Le SYVICOL regrette qu'au Luxembourg, les programmes de l'enseignement en vigueur exigent en règle générale une étude poussée du solfège comme préalable à l'apprentissage d'un instrument. Le degré de difficulté de ces cours de solfège est parfois tel qu'un certain nombre d'enfants, découragés, finissent par abandonner leurs études musicales, sans avoir vraiment pu développer leur goût pour le jeu d'un instrument.

Il est proposé d'introduire deux filières d'enseignement musical, l'une devant mener à des études musicales poussées, voire à une carrière professionnelle, l'autre permettant l'apprentissage rapide d'un instrument et ciblée sur les élèves qui souhaitent pratiquer la musique comme loisir.

Cette approche pourrait aider à contrecarrer le recul du nombre de musiciens dont souffrent beaucoup d'associations de musique locales. Dans ce contexte, l'Etat et les communes devraient aussi mener ensemble une réflexion sur la manière de rendre à nouveau plus attrayant l'apprentissage des instruments à vent, qui représentent l'essentiel des instruments utilisés par les harmonies municipales. En effet, ces associations jouent un rôle important dans le maintien de la cohésion sociale, favorisent l'intégration des étrangers et, de manière plus générale, constituent un pilier de la vie communale.

Intégration de cours de musique dans l'encadrement parascolaire, respectivement dans l'enseignement fondamental

Sans contester l'intérêt d'une telle idée, le SYVICOL considère que les communes devraient avoir le libre-choix de décider, en fonction de leurs possibilités matérielles et/ou organisationnelles, d'une intégration de cours de musique dans l'encadrement parascolaire.

Sachant que le gouvernement vient d'étendre le système des chèques-service à l'enseignement musical, le SYVICOL tient à rappeler que les droits d'inscription actuellement exigés au Luxembourg sont en général peu élevés et que la gratuité des cours de musique risque d'avoir des effets négatifs sur l'assiduité et la motivation des élèves fréquentant les cours.

Des coopérations entre des institutions d'enseignement musical et les écoles primaires devraient également être possibles, de manière à permettre, par exemple, la dispense d'un enseignement du solfège pendant leurs cours d'instruction musicale figurant au programme de l'enseignement fondamental.

Formation des enseignants

Le SYVICOL appelle de ses vœux l'introduction d'un certificat d'aptitude pédagogique comme condition d'accès à la fonction de professeur de musique.

Précarité de l'emploi de certains chargés de cours

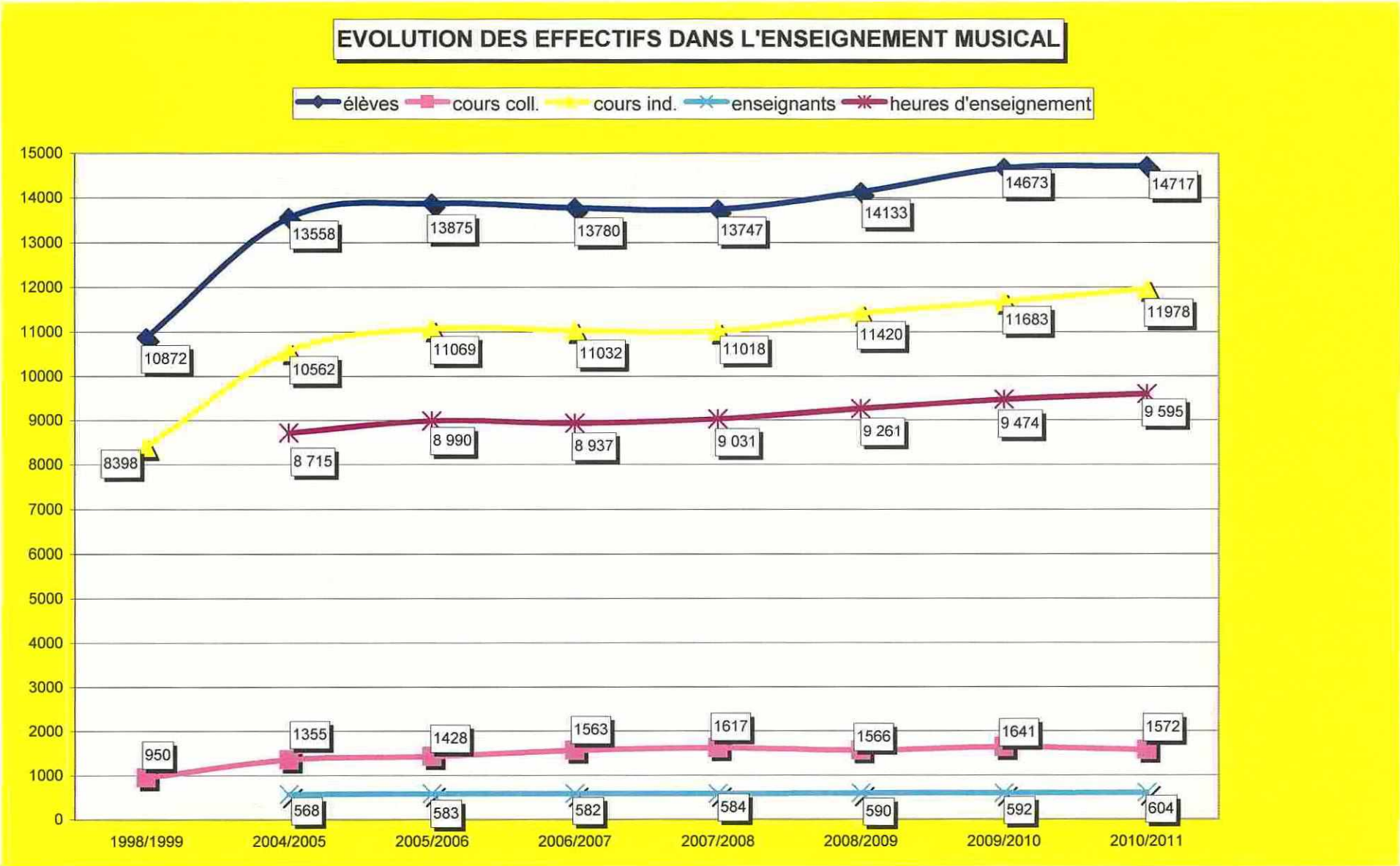
Les communes devraient garantir un minium d'heures d'emploi à leurs chargés de cours et, dans la mesure du possible, se coordonner avec d'autres communes pour permettre à ceux-ci d'atteindre un cadre complet par le cumul de cours dispensés dans plusieurs localités.

Luxembourg, le 14 décembre 2009

Annexe 4

L'ENSEIGNEMENT MUSICAL AU LUXEMBOURG

LES EFFECTIFS


EVOLUTION DES EFFECTIFS DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL
élèves
cours coll.
cours ind.
enseignants
heures d'enseignement
15000
14000
13000
12000
11000
10000
9000
8000
7000
6000
5000
4000
3000
2000
1000
0
1998/1999
2004/2005
2005/2006
2006/2007
2007/2008
2008/2009
2009/2010
2010/2011
10872
13558
13875
13780
13747
14133
14673
14717
8398
10562
11069
11032
11018
11420
11683
11978
8 715
8 990
8 937
9 031
9 261
9 474
9 595
950
1355
1428
1563
1617
1566
1641
1572
568
583
582
584
590
592
604

24/03/2011

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
Ecoles de musique [1]				*						
	élèves	4811	6322	5211	4944	4983	5096	5358	5479	**13,89%**
	cours coll.	359	609	458	478	517	490	538	552	**53,76%**
	cours ind.	3864	5067	4476	4369	4350	4602	4828	5035	**30,31%**
	enseignants	273	317	274	274	273	280	283	284	**4,03%**

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
Cours de musique [2]										
	élèves	2654	3449	3330	3499	3588	3848	4111	4114	**55,02%**
	cours coll.	214	308	305	323	351	365	378	399	**86,45%**
	cours ind.	1427	2414	2320	2428	2502	2589	2698	2821	**97,69%**
	enseignants	154	168	146	149	148	157	161	164	**6,50%**

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
Edm+Cdm										
	élèves	7465	9771	8541	8443	8571	8944	9469	9593	**28,51%**
	cours coll.	573	917	763	801	868	855	916	951	**65,97%**
	cours ind.	5291	7481	6796	6797	6852	7191	7526	7856	**48,48%**
	enseignants	427	485	420	423	421	437	444	448	**4,92%**

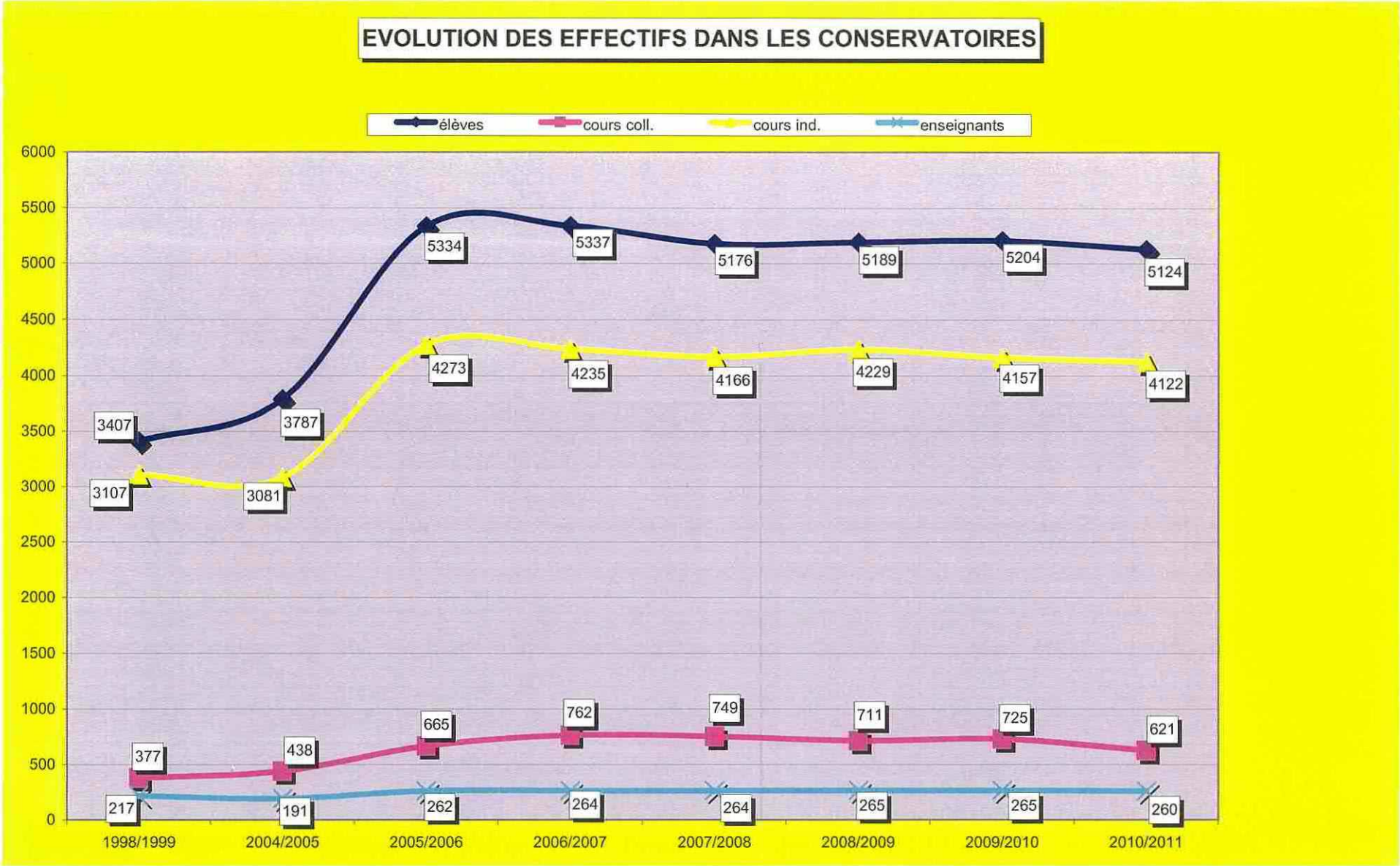
		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
CONSERVATOIRES										
	élèves	3407	3787	5334	5337	5176	5189	5204	5124	**50,40%**
	cours coll.	377	438	665	762	749	711	725	621	**64,73%**
	cours ind.	3107	3081	4273	4235	4166	4229	4157	4122	**32,67%**
	enseignants	217	191	262	264	264	265	265	260	**19,82%**

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
Enseign. mus.										
	élèves	10872	13558	13875	13780	13747	14133	14673	14717	**35,37%**
	cours coll.	950	1355	1428	1563	1617	1566	1641	1572	**65,48%**
	cours ind.	8398	10562	11069	11032	11018	11420	11683	11978	**42,63%**
	enseignants		568	583	582	584	590	592	604	**6,34%**
	heures d'enseignement		8 715	8 990	8 937	9 031	9 261	9 474	9 595	**10,10%**

[1] Les écoles de musique de Diekirch et d'Ettelbruck ne sont devenues "Conservatoire" sous le nom de "Conservatoire du Nord" qu'à partir du 1er janvier 2003 et la loi qui en tient compte est entrée en vigueur pour 2005/2006

[2] Les cours de musique de Differdange ne sont devenues "Ecole de musique" sous le nom de "Ecole de musique de Differdange" qu'à partir du 15 septembre 2003 et la loi qui en tient compte est entrée en vigueur pour 2005/2006

23/03/2011


EVOLUTION DES EFFECTIFS DANS LES CONSERVATOIRES
élèves
cours coll.
cours ind.
enseignants
6000
5500
5000
4500
4000
3500
3000
2500
2000
1500
1000
500
0
3407
3787
5334
5337
5176
5189
5204
5124
3107
3081
4273
4235
4166
4229
4157
4122
377
438
665
762
749
711
725
621
217
191
262
264
264
265
265
260
1998/1999
2004/2005
2005/2006
2006/2007
2007/2008
2008/2009
2009/2010
2010/2011

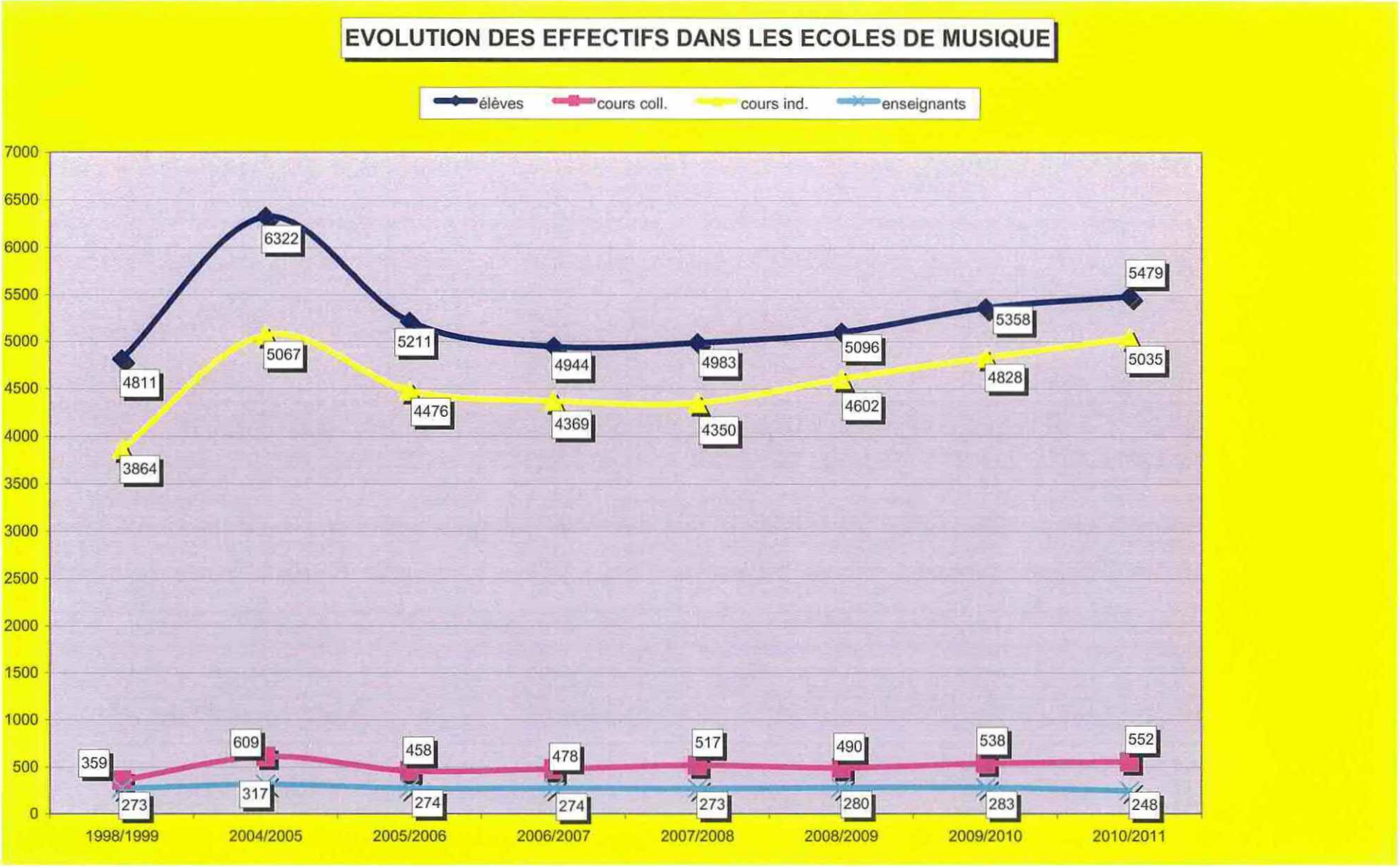
24/03/2011

Evolution du nombre d'élèves, de cours et d'enseignants dans les conservatoires

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
Luxembourg										
	élèves	2417	2782	2717	2709	2632	2622	2625	2620	8,40%
	cours coll.	255	295	253	306	274	263	272	258	1,18%
	cours ind.	2198	2158	2208	2129	2106	2132	2088	2070	-5,83%
	enseignants	160	135	133	135	134	135	137	135	-15,63%
Esch/Alzette										
	élèves	990	1005	1016	1036	1034	1048	1034	1001	1,12%
	cours coll.	122	143	152	175	167	178	172	164	34,43%
	cours ind.	909	923	972	1005	1017	1044	1024	1002	10,24%
	enseignants	57	56	57	59	63	64	62	62	8,78%
Nord										
	élèves			1601	1592	1510	1519	1545	1503	-6,13%
	cours coll.			260	281	308	270	281	199	-23,47%
	cours ind.			1093	1101	1043	1053	1045	1050	-3,94%
	enseignants			72	70	67	66	66	63	-12,50%

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
CONSERVATOIRES										*
	élèves	**3407**	**3787**	**5334**	**5337**	**5176**	**5189**	**5204**	**5124**	**50,40%**
	cours coll.	**377**	**438**	**665**	**762**	**749**	**711**	**725**	**621**	**64,73%**
	cours ind.	**3107**	**3081**	**4273**	**4235**	**4166**	**4229**	**4157**	**4122**	**32,67%**
	enseignants	**217**	**191**	**262**	**264**	**264**	**265**	**265**	**260**	**19,82%**

23/03/2011


EVOLUTION DES EFFECTIFS DANS LES ECOLES DE MUSIQUE
élèves
cours coll.
cours ind.
enseignants
7000
6500
6000
5500
5000
4500
4000
3500
3000
2500
2000
1500
1000
500
0
1998/1999
2004/2005
2005/2006
2006/2007
2007/2008
2008/2009
2009/2010
2010/2011
4811
6322
5211
4944
4983
5096
5358
5479
3864
5067
4476
4369
4350
4602
4828
5035
359
609
458
478
517
490
538
552
273
317
274
274
273
280
283
248

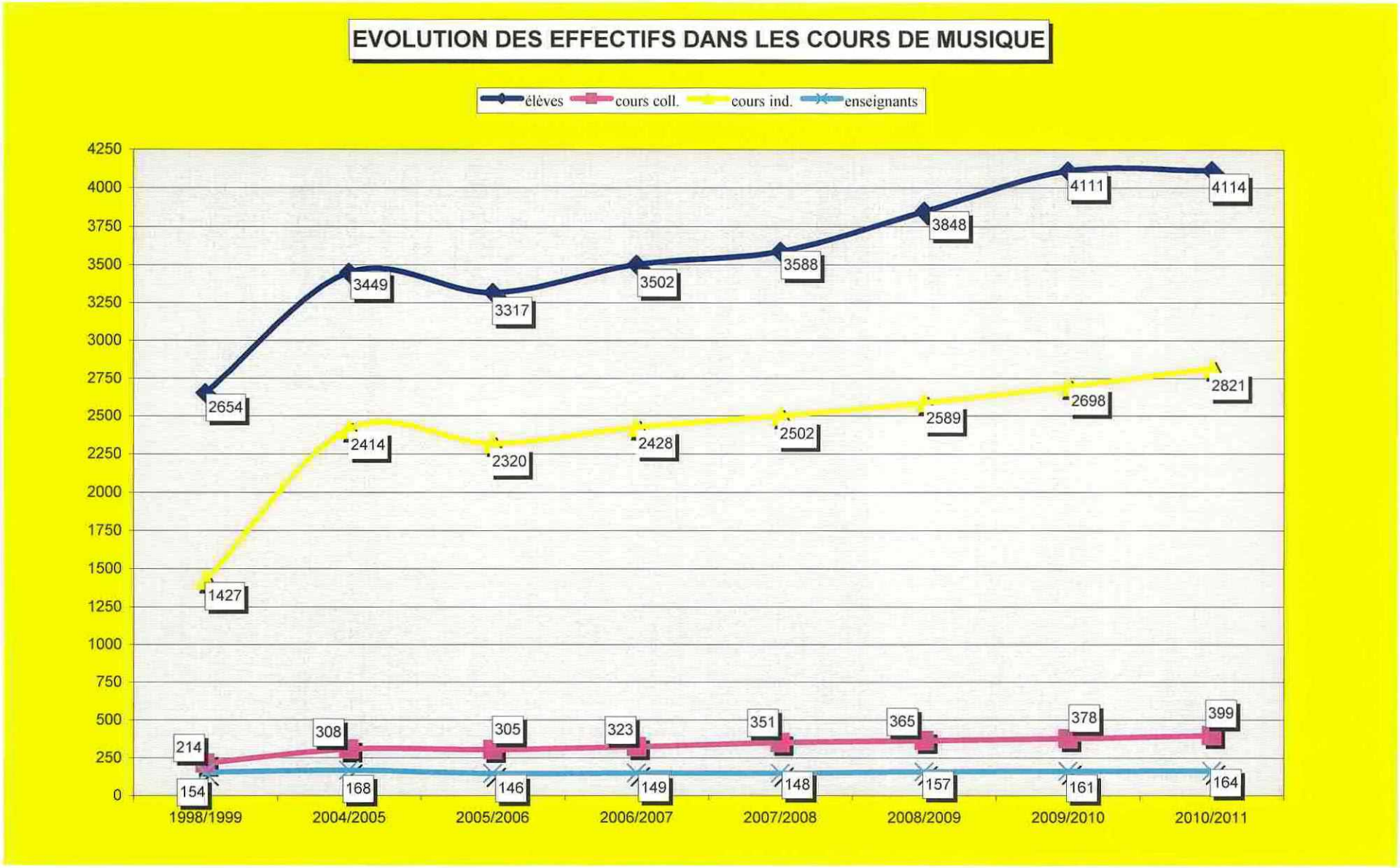
24/03/2011

Evolution du nombre d'élèves, de cours et d'enseignants dans les écoles de musique

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
Bascharage										
	élèves	248	510	533	485	518	534	582	592	**138,71%**
	cours coll.	15	30	41	51	61	55	60	59	**226,67%**
	cours ind.	257	509	575	536	565	568	619	613	**138,53%**
	enseignants	21	25	26	27	27	28	28	26	**23,81%**
Clervaux										
	élèves	401	575	592	589	614	609	603	597	**48,88%**
	cours coll.	35	44	39	44	51	48	48	42	**22,86%**
	cours ind.	347	462	508	533	463	534	522	523	**50,72%**
	enseignants	24	36	33	33	33	35	36	36	**50,00%**
Diekirch+Ettelbruck[1]										
	élèves	1522	1521							
	cours coll.	133	185							
	cours ind.	1196	1073							
	enseignants	74	71							
Differdange										
	élèves			305	253	244	238	302	370	**75,36%**
	cours coll.			31	33	34	31	32	38	**90,00%**
	cours ind.			205	186	182	198	248	291	**200,00%**
	enseignants			23	23	23	23	23	24	**71,43%**
Dudelange										
	élèves	589	864	859	849	838	903	949	972	**65,03%**
	cours coll.	37	89	73	76	73	80	97	93	**151,36%**
	cours ind.	461	689	696	698	724	777	828	852	**84,82%**
	enseignants	38	38	40	42	40	46	43	44	**15,79%**
Echternach										
	élèves	825	978	991	885	829	801	874	900	**9,09%**
	cours coll.	62	103	105	104	122	113	131	133	**114,52%**
	cours ind.	600	768	826	749	680	682	739	802	**33,67%**
	enseignants	39	51	50	48	48	44	45	46	**17,95%**
										23/03/2011

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
Grevenmacher										
	élèves	295	587	601	589	579	593	613	642	**117,63%**
	cours coll.	19	41	44	45	42	40	38	43	**126,32%**
	cours ind.	251	456	508	506	536	563	575	591	**135,46%**
	enseignants	20	25	25	25	25	25	26	26	**30,00%**
Pétange										
	élèves	379	561	566	518	534	551	529	520	**37,21%**
	cours coll.	19	49	49	48	52	43	42	45	**136,85%**
	cours ind.	330	477	503	455	461	514	491	481	**45,76%**
	enseignants	22	28	34	30	29	31	30	29	**31,82%**
Redange										
	élèves	397	578	605	587	616	646	668	646	**62,72%**
	cours coll.	21	45	49	42	45	44	46	48	**128,58%**
	cours ind.	307	504	529	540	564	570	596	663	**115,96%**
	enseignants	22	28	28	28	31	32	34	35	**59,09%**
Wiltz										
	élèves	155	148	159	189	211	221	240	240	**54,84%**
	cours coll.	18	23	27	35	37	36	45	51	**183,34%**
	cours ind.	115	129	126	166	175	196	210	219	**90,44%**
	enseignants	13	15	14	16	16	15	17	18	**38,47%**
Total EDM		**1998/1999**	**2004/2005**	**2005/2006**	**2006/2007**	**2007/2008**	**2008/2009**	**2009/2010**	**2010/2011**	**Evolution en %**
	élèves	**4811**	**6322**	**5211**	**4944**	**4983**	**5096**	**5358**	**5479**	**13,89%**
	cours coll.	**359**	**609**	**458**	**478**	**517**	**490**	**538**	**552**	**53,76%**
	cours ind.	**3864**	**5067**	**4476**	**4369**	**4350**	**4602**	**4828**	**5035**	**30,31%**
	enseignants	**273**	**317**	**274**	**274**	**273**	**280**	**283**	**284**	**4,03%**

[1] Les écoles de musique de Diekirch et d'Ettelbruck ne sont devenues "Conservatoire" sous le nom de "Conservatoire du Nord" qu'à partir du 1er janvier 2003 et la loi qui en tient compte est entrée en vigueur pour 2005/2006


EVOLUTION DES EFFECTIFS DANS LES COURS DE MUSIQUE
élèves
cours coll.
cours ind.
enseignants
4250
4000
3750
3500
3250
3000
2750
2500
2250
2000
1750
1500
1250
1000
750
500
250
0
2654
3449
3317
3502
3588
3848
4111
4114
1427
2414
2320
2428
2502
2589
2698
2821
214
308
305
323
351
365
378
399
154
168
146
149
148
157
161
164
1998/1999
2004/2005
2005/2006
2006/2007
2007/2008
2008/2009
2009/2010
2010/2011

24/03/2011

Evolution du nombre d'élèves, de cours et d'enseignants dans les cours de musique

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
UGDA										
	élèves	2419	3189	3314	3481	3569	3825	4092	4114	**70,07%**
	cours coll.	193	278	304	321	349	363	376	399	**106,74%**
	cours ind.	1313	2245	2320	2428	2502	2589	2698	2821	**114,86%**
	enseignants	136	145	145	148	147	156	160	164	**20,59%**
Differdange[1]										
	élèves	211	259							
	cours coll.	20	29							
	cours ind.	97	169							
	enseignants	14	22							
Feulen										
	élèves	10	1	3	21	19	23	19		
	cours coll.	1	1	1	2	2	2	2		
	cours ind.	3	0	0	0	0	0	0		
	enseignants	2	1	1	1	1	1	1		
Reisdorf										
	élèves	14								
	cours coll.	0								
	cours ind.	14								
	enseignants	2								

[1] Les cours de musique de Differdange ne sont devenues "Ecole de musique" sous le nom de "Ecole de musique de Differdange" qu'à partir du 15 septembre 2003 et la loi qui en tient compte est entrée en vigueur pour 2005/2006

		1998/1999	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	Evolution en %
CDM										
	élèves	**2654**	**3449**	**3317**	**3502**	**3588**	**3848**	**4111**	**4114**	**55,02%**
	cours coll.	**214**	**308**	**305**	**323**	**351**	**365**	**378**	**399**	**86,45%**
	cours ind.	**1427**	**2414**	**2320**	**2428**	**2502**	**2589**	**2698**	**2821**	**97,69%**
	enseignants	**154**	**168**	**146**	**149**	**148**	**157**	**161**	**164**	**6,50%**

23/03/2011

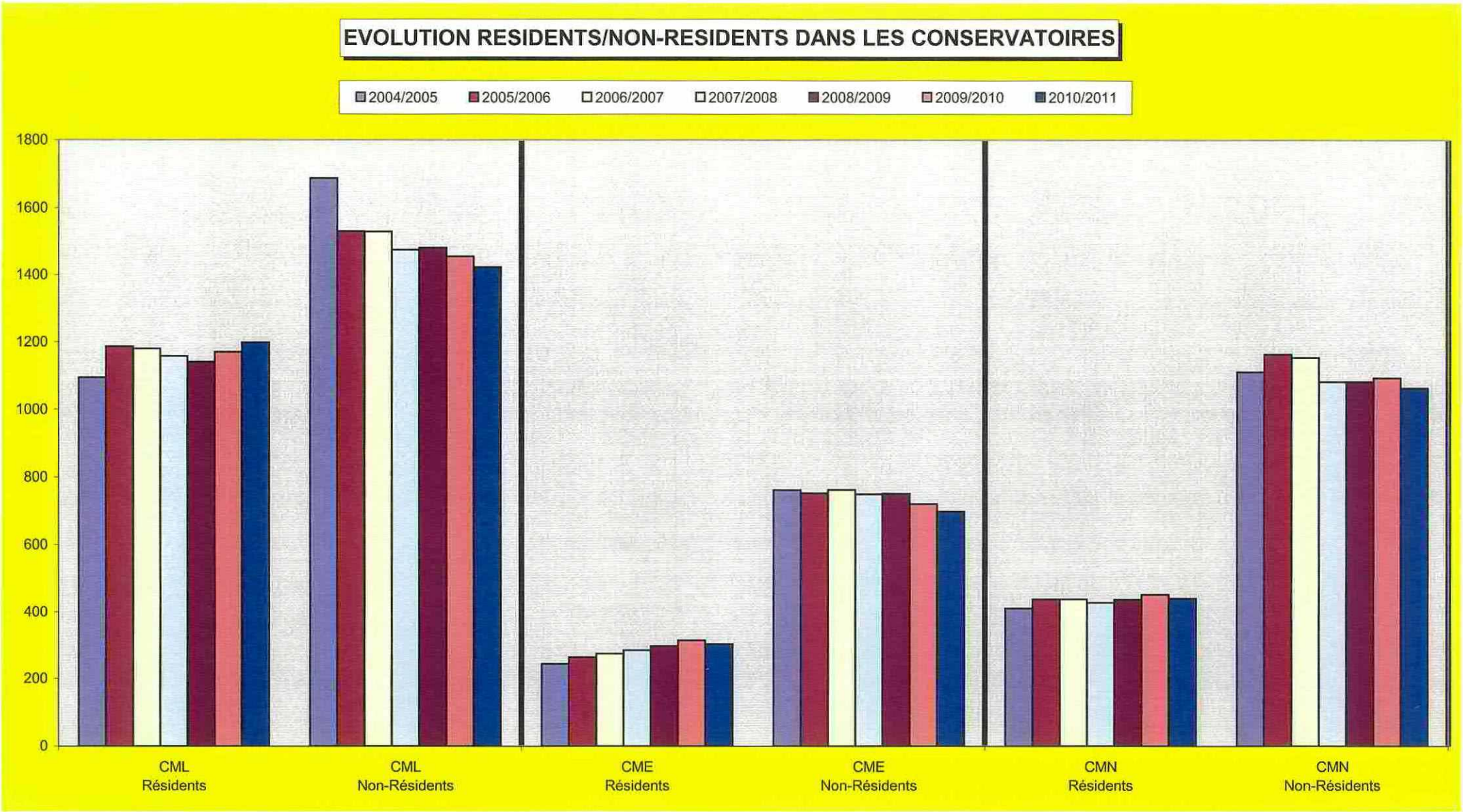
RELATION RESIDENTS/ NON-RESIDENTS

CONSERVATOIRES

RELATION RESIDENTS-NON-RESIDENTS DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL

		Conservatoire de Luxembourg	%	Conservatoire d' Esch/Alzette	%	Conservatoire du Nord	%
2004/2005							
	Résidents	1095	**39,36%**	244	**24,27%**	410	**26,95%**
	Non-résidents	1687	**60,63%**	761	**75,72%**	1111	**73,04%**
2005/2006							
	Résidents	1187	**43,69%**	264	**25,99%**	438	**27,36%**
	Non-résidents	1530	**56,31%**	752	**74,01%**	1163	**72,64%**
2006/2007							
	Résidents	1180	**43,56%**	274	**26,71%**	438	**27,51%**
	Non-résidents	1529	**56,44%**	762	**74,27%**	1154	**72,49%**
2007/2008							
	Résidents	1158	**44,00%**	285	**27,56%**	428	**28,34%**
	Non-résidents	1474	**56,00%**	749	**72,44%**	1082	**71,66%**
2008/2009							
	Résidents	1141	**43,52%**	297	**28,34%**	437	**28,76%**
	Non-résidents	1481	**56,49%**	751	**71,66%**	1082	**71,24%**
2009/2010							
	Résidents	1170	**44,57%**	314	**30,37%**	452	**29,26%**
	Non-résidents	1455	**55,43%**	720	**69,63%**	1093	**70,74%**
2010/2011							
	Résidents	1198	**45,73%**	303	**30,27%**	440	**29,27%**
	Non-résidents	1422	**54,28%**	698	**69,73%**	1063	**70,73%**

23/03/2011


EVOLUTION RESIDENTS/NON-RESIDENTS DANS LES CONSERVATOIRES
2004/2005
2005/2006
2006/2007
2007/2008
2008/2009
2009/2010
2010/2011
1800
1600
1400
1200
1000
800
600
400
200
0
CML Résidents
CML Non-Résidents
CME Résidents
CME Non-Résidents
CMN Résidents
CMN Non-Résidents

RELATION RESIDENTS-NON-RESIDENTS DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL

Ecoles de musique

	Bascharage	%	Differdange	%	Dudelange	%
2004/2005						
Résidents	248	**48,63%**	215	**83,01%**	638	**73,84%**
Non-résidents	262	**51,37%**	44	**16,99%**	226	**26,16%**
2005/2006						
Résidents	261	**48,96%**	252	**82,62%**	630	**73,34%**
Non-résidents	272	**51,03%**	53	**17,37%**	229	**26,66%**
2006/2007						
Résidents	246	**50,72%**	203	**80,24%**	631	**74,32%**
Non-résidents	239	**49,28%**	50	**19,76%**	218	**25,68%**
2007/2008						
Résidents	349	**67,37%**	196	**80,33%**	631	**75,30%**
Non-résidents	169	**32,63%**	48	**19,67%**	207	**24,70%**
2008/2009						
Résidents	363	**67,98%**	195	**81,93%**	667	**73,86%**
Non-résidents	171	**32,02%**	43	**18,07%**	236	**26,14%**
2009/2010						
Résidents	412	**70,79%**	238	**78,81%**	677	**71,34%**
Non-résidents	170	**29,21%**	64	**21,19%**	272	**28,66%**
2010/2011						
Résidents	418	**70,61%**	298	**80,54%**	686	**70,58%**
Non-résidents	174	**29,39%**	72	**19,46%**	286	**29,42%**

23/03/2011

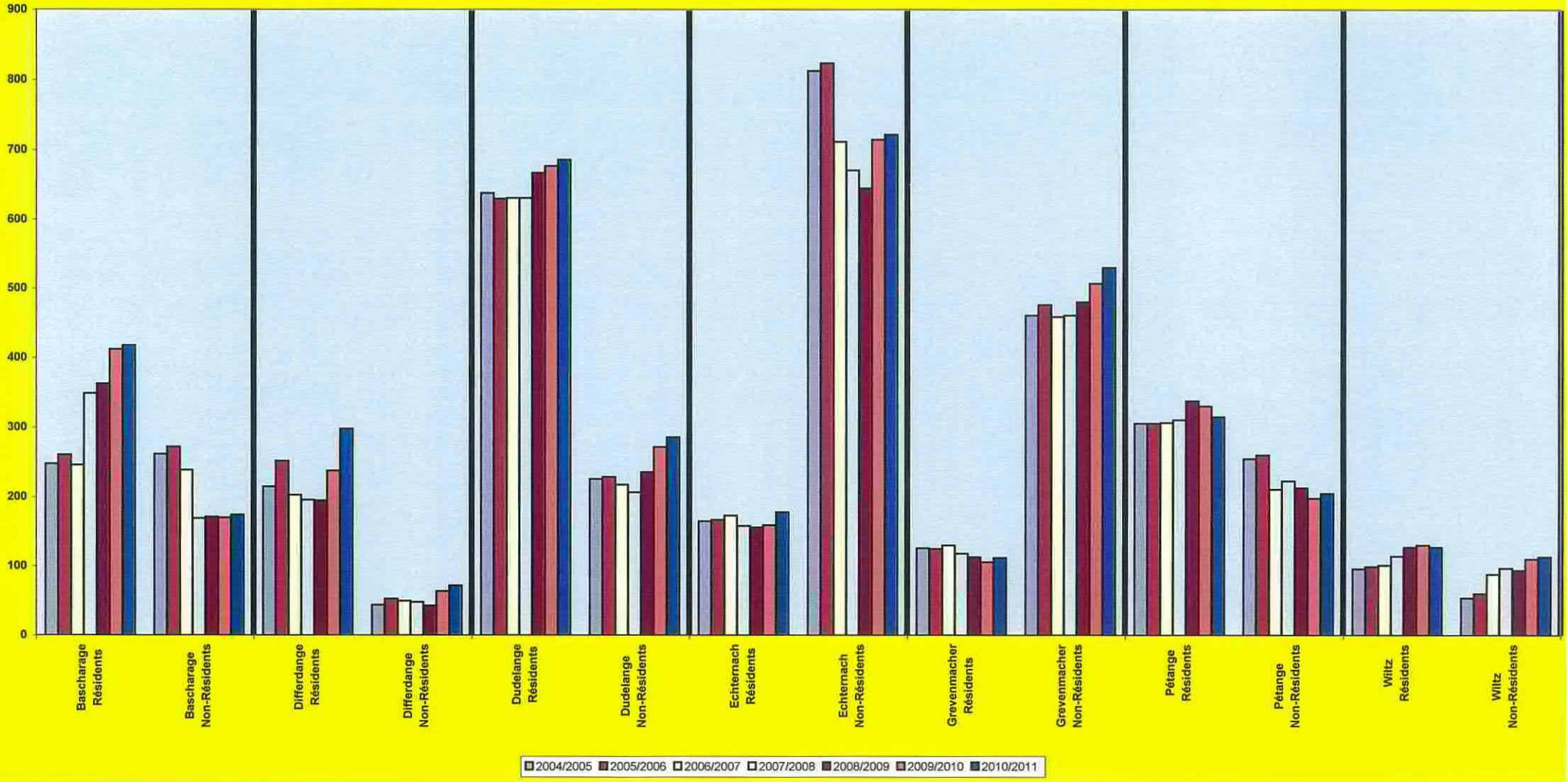
RELATION RESIDENTS-NON-RESIDENTS DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL

Ecoles de musique

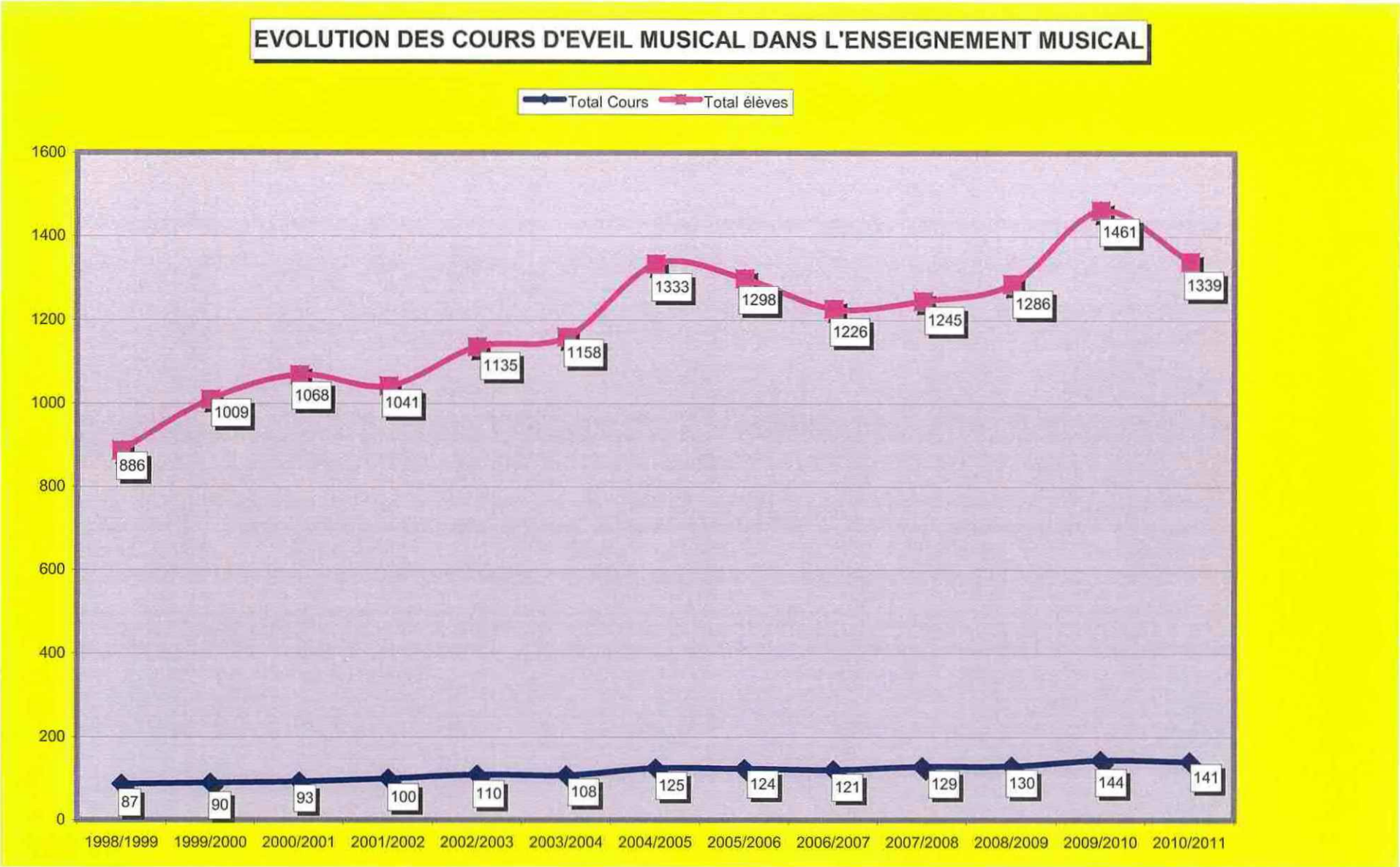
	Echternach	%	Grevenmacher	%	Pétange	%	Wiltz	%
2004/2005								
Résidents	165	**16,87%**	126	**21,47%**	306	**54,54%**	96	**64,00%**
Non-résidents	813	**83,13%**	461	**78,53%**	255	**45,45%**	54	**36,00%**
2005/2006								
Résidents	167	**16,85%**	125	**20,80%**	306	**54,06%**	99	**62,26%**
Non-résidents	824	**83,15%**	476	**79,21%**	260	**45,94%**	60	**37,37%**
2006/2007								
Résidents	173	**19,55%**	130	**22,07%**	307	**59,27%**	101	**53,44%**
Non-résidents	712	**80,45%**	459	**77,93%**	211	**40,73%**	88	**46,56%**
2007/2008								
Résidents	158	**19,06%**	118	**20,38%**	311	**58,24%**	114	**54,03%**
Non-résidents	671	**80,94%**	461	**79,62%**	223	**41,76%**	97	**45,97%**
2008/2009								
Résidents	156	**19,48%**	113	**19,06%**	338	**61,34%**	127	**57,47%**
Non-résidents	645	**80,52%**	480	**80,94%**	213	**38,66%**	94	**42,53%**
2009/2010								
Résidents	159	**18,19%**	106	**17,29%**	331	**62,57%**	130	**54,20%**
Non-résidents	715	**81,81%**	507	**82,71%**	198	**37,43%**	110	**45,80%**
2010/2011								
Résidents	178	**19,78%**	112	**17,45%**	315	**60,58%**	127	**52,90%**
Non-résidents	722	**80,22%**	530	**82,55%**	205	**39,42%**	113	**47,10%**

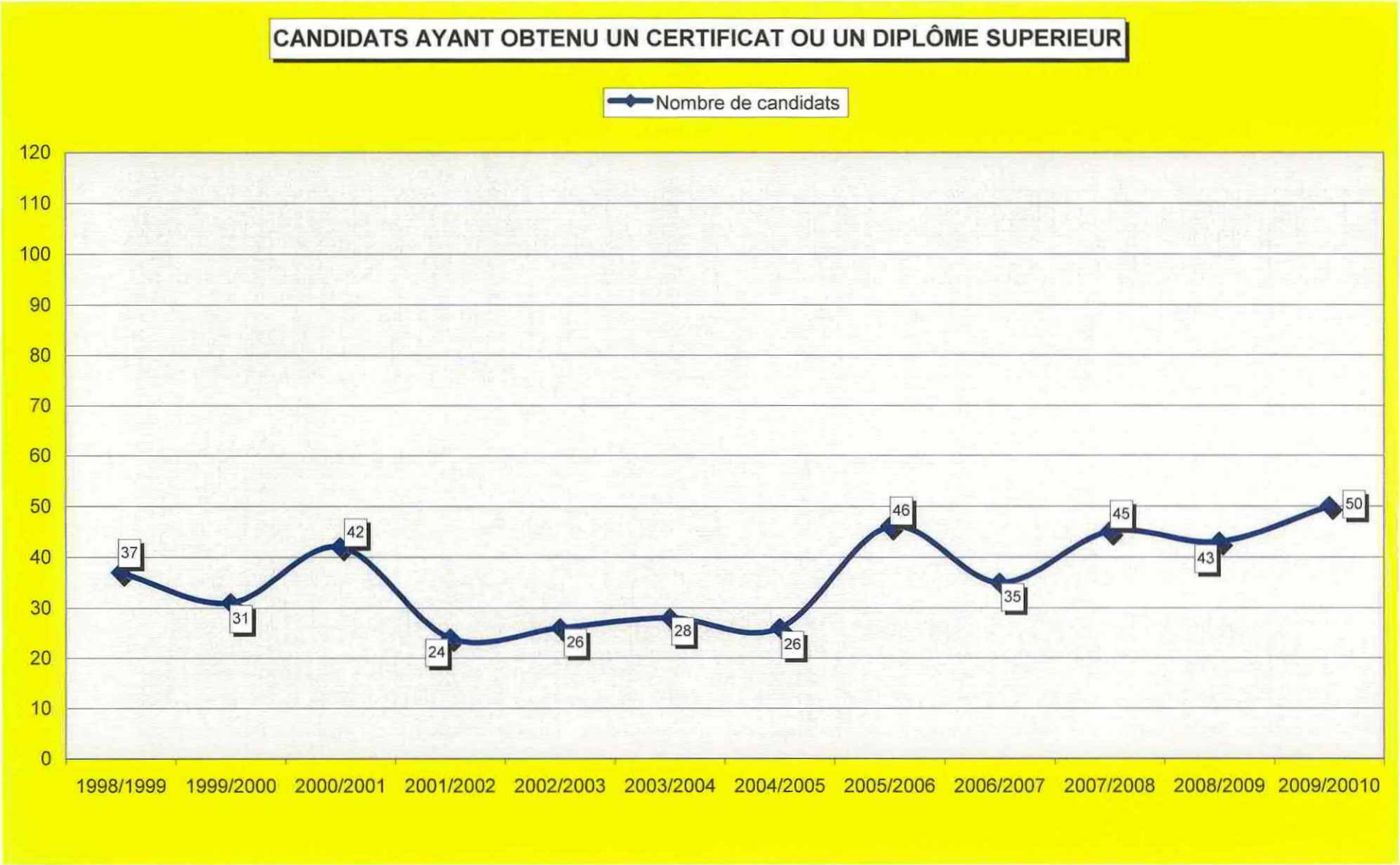
23/03/2011

EVOLUTION RESIDENTS/NON-RESIDENTS DANS LES ECOLES DE MUSIQUE



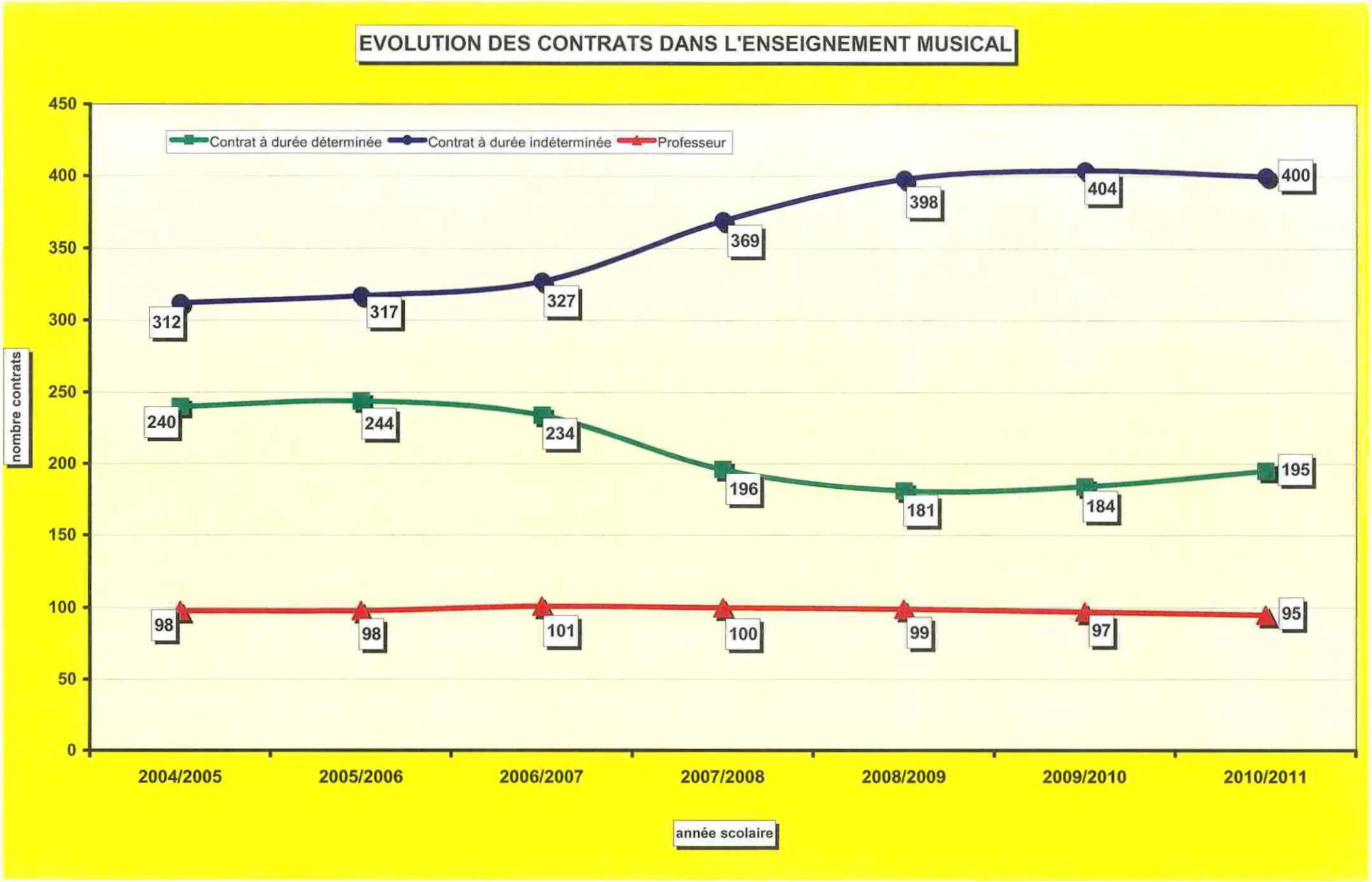
DIVISIONS DE L'ENSEIGNEMENT MUSICAL


EVOLUTION DES COURS D'EVEIL MUSICAL DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL
Total Cours
Total élèves
1600
1400
1200
1000
800
600
400
200
0
886
1009
1068
1041
1135
1158
1333
1298
1226
1245
1286
1461
1339
87
90
93
100
110
108
125
124
121
129
130
144
141
1998/1999
1999/2000
2000/2001
2001/2002
2002/2003
2003/2004
2004/2005
2005/2006
2006/2007
2007/2008
2008/2009
2009/2010
2010/2011


CANDIDATS AYANT OBTENU UN CERTIFICAT OU UN DIPLÔME SUPERIEUR
Nombre de candidats
120
110
100
90
80
70
60
50
40
30
20
10
0
37
31
42
24
26
28
26
46
35
45
43
50
1998/1999
1999/2000
2000/2001
2001/2002
2002/2003
2003/2004
2004/2005
2005/2006
2006/2007
2007/2008
2008/2009
2009/20010

LES ENSEIGNANTS

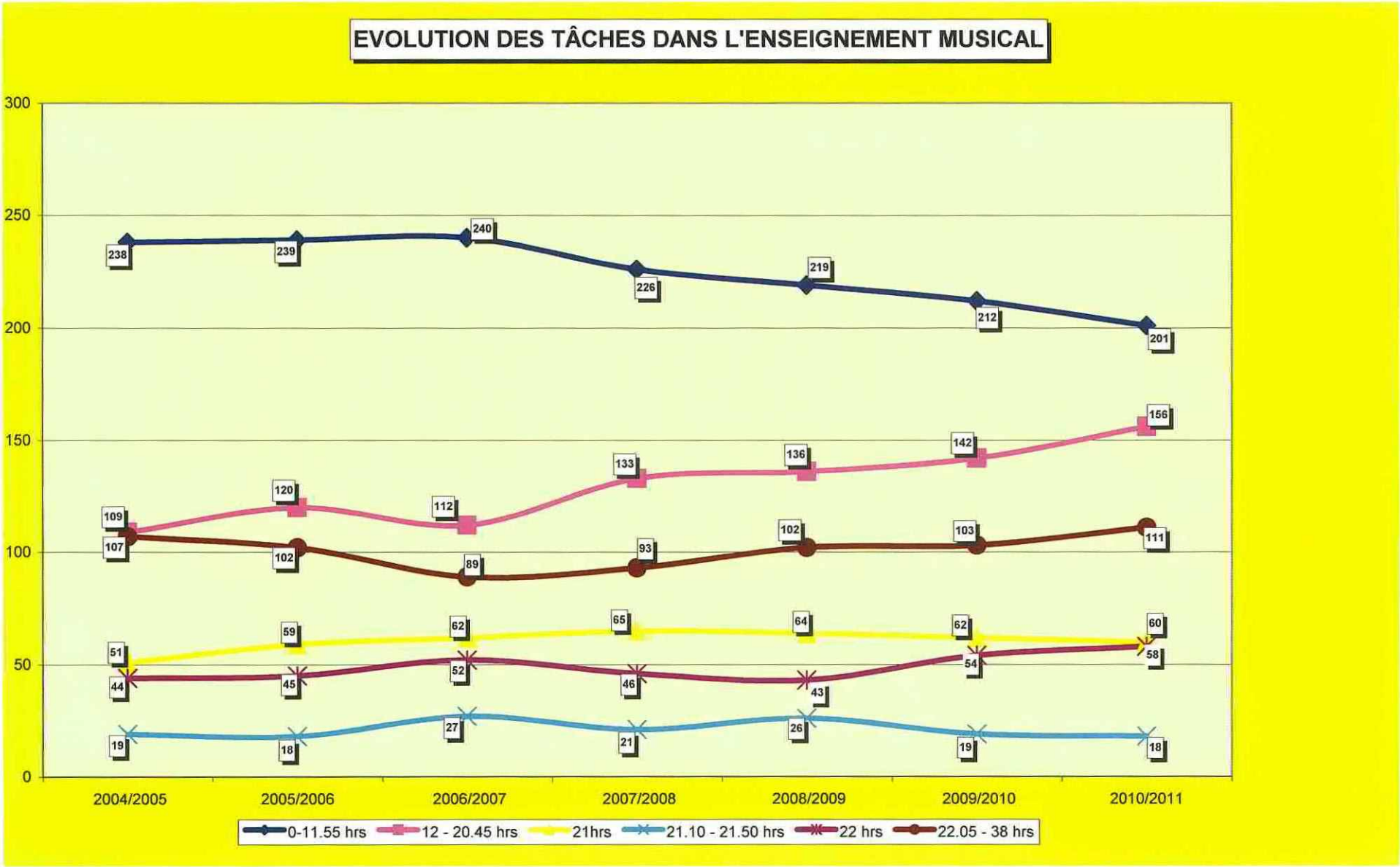
CONTRATS DES ENSEIGNANTS


EVOLUTION DES CONTRATS DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL
Contrat à durée déterminée
Contrat à durée indéterminée
Professeur
nombre contrats
450
400
350
300
250
200
150
100
50
0
312
317
327
369
398
404
400
240
244
234
196
181
184
195
98
98
101
100
99
97
95
2004/2005
2005/2006
2006/2007
2007/2008
2008/2009
2009/2010
2010/2011
année scolaire

EVOLUTION NOMBRE DE CONTRATS 2004 - 2011

	Contrat à durée déterminée	Contrat à durée indéterminée	Professeur	TOTAL contrats
2004/2005	240	312	98	650
2005/2006	244	317	98	659
2006/2007	234	327	101	662
2007/2008	196	369	100	665
2008/2009	181	398	99	678
2009/2010	184	404	97	685
2010/2011	195	400	95	690

TÂCHES DES ENSEIGNANTS


EVOLUTION DES TÂCHES DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL
300
250
200
150
100
50
0
238
239
240
226
219
212
201
109
120
112
133
136
142
156
107
102
89
93
102
103
111
51
59
62
65
64
62
60
44
45
52
46
43
54
58
19
18
27
21
26
19
18
2004/2005
2005/2006
2006/2007
2007/2008
2008/2009
2009/2010
2010/2011
0-11.55 hrs
12 - 20.45 hrs
21hrs
21.10 - 21.50 hrs
22 hrs
22.05 - 38 hrs

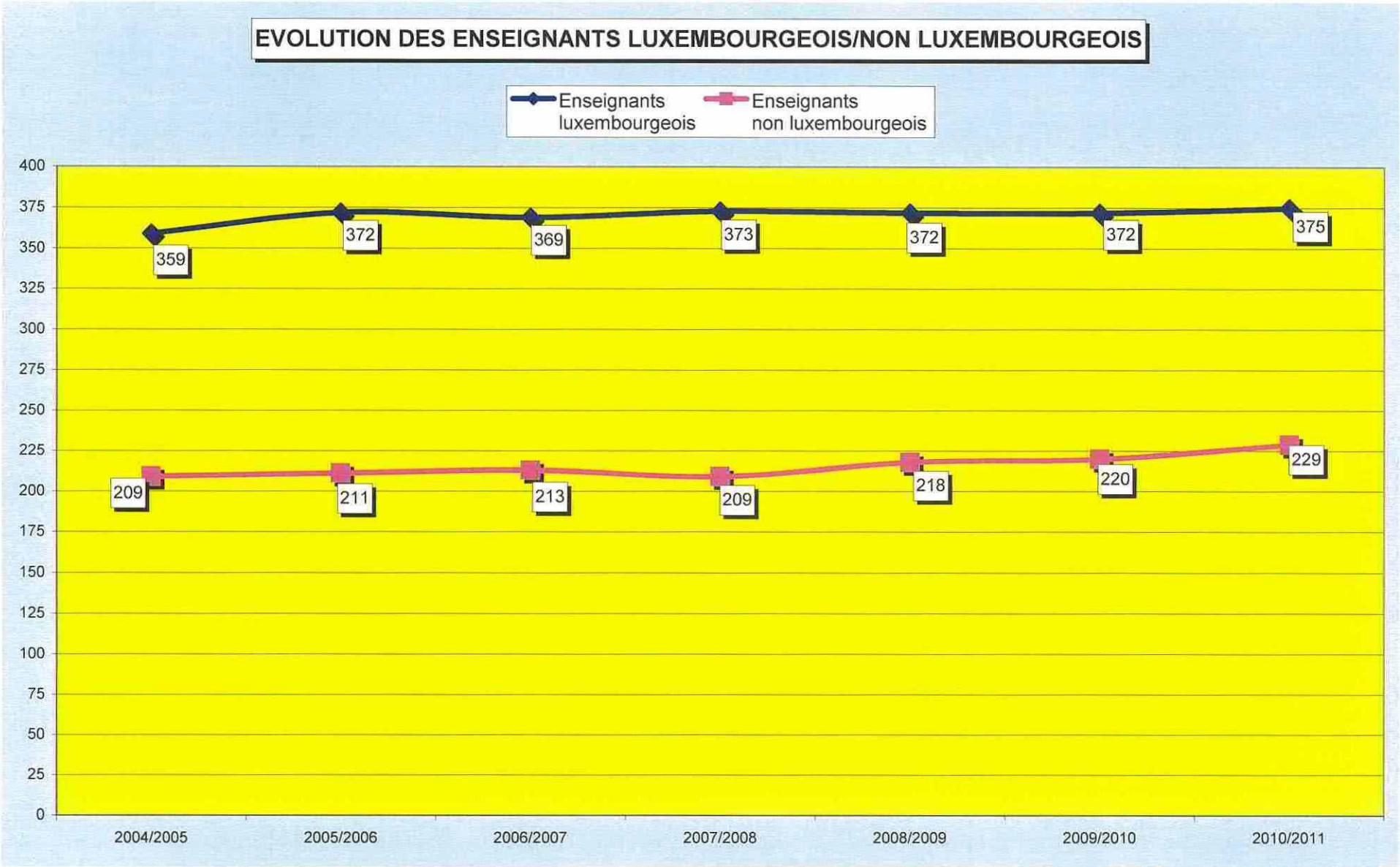
EVOLUTION 2004 - 2011

Heures de tâches	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
0-11.55 hrs	238	239	240	226	219	212	201
12 - 20.45 hrs	109	120	112	133	136	142	156
21hrs	51	59	62	65	64	62	60
21.10 - 21.50 hrs	19	18	27	21	26	19	18
22 hrs	44	45	52	46	43	54	58
22.05 - 38 hrs	107	102	89	93	102	103	111
Total	568	583	582	584	590	592	604

NATIONALITÉS DES ENSEIGNANTS

EVOLUTION 2004 - 2011

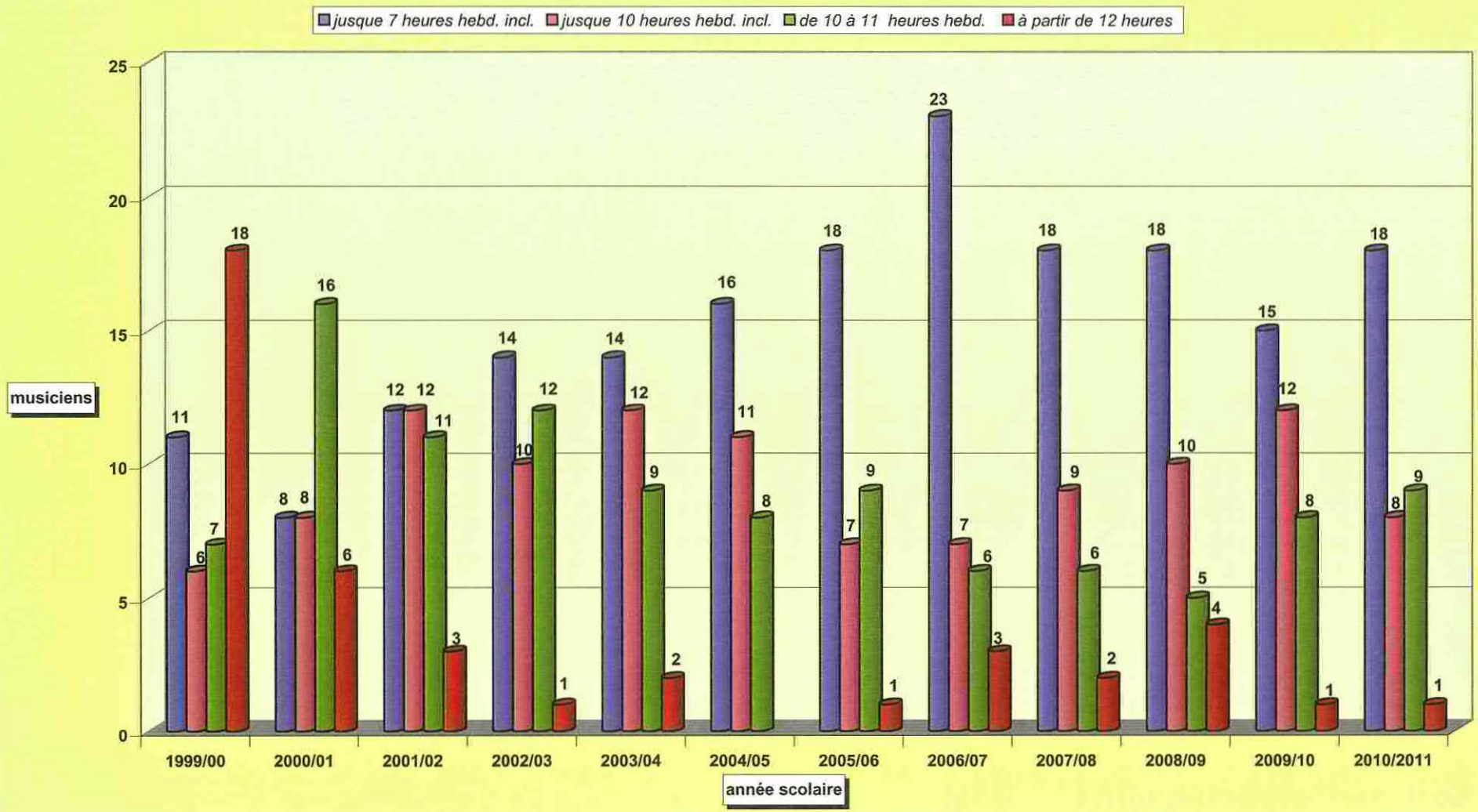
Nationalité	Nombre d'enseignants 04/05	Nombre d'enseignants 05/06	Nombre d'enseignants 06/07	Nombre d'enseignants 07/08	Nombre d'enseignants 08/09	Nombre d'enseignants 09/10	Nombre d'enseignants 10/11
Apatride	1	2	1	1	1	1	1
AUTR					1	2	2
B	96	100	101	96	101	99	102
Belarus						1	1
BUL	2	1					
CH	2	1	1	1	1	2	2
CND	2	2	2	3	2	2	2
CHINOISE	1				1	1	1
D	34	30	34	33	33	33	35
DK	1	5	1	1	1	1	1
ES	3	3	2	2	2	1	2
F	30	33	36	37	38	37	37
FIN	1						
GB	1	1					1
HON	5	5	5	5	5	5	5
I	6	4	5	4	4	6	6
IRL	1	1	1	1	1	1	1
JAP				1	1	1	1
Kirgise						1	1
L	359	372	369	373	372	372	375
NL	8	8	8	8	8	8	9
POL	6	6	5	6	5	4	4
PORT			1		1	1	1
ROU	4	3	3	3	4	6	8
RUS		2	4	3	3	3	3
SBR					1	1	1
SLO				1	1	1	
TCH	1	1	1	1	1	1	1
UKR	1	1	1	1	1		
USA	3	2	1	1	1	1	1
Total	**568**	**583**	**582**	**582**	**590**	**592**	**604**


EVOLUTION DES ENSEIGNANTS LUXEMBOURGEOIS/NON LUXEMBOURGEOIS
Enseignants luxembourgeois
Enseignants non luxembourgeois
400
375
350
325
300
275
250
225
200
175
150
125
100
75
50
25
0
359
372
369
373
372
372
375
209
211
213
209
218
220
229
2004/2005
2005/2006
2006/2007
2007/2008
2008/2009
2009/2010
2010/2011

	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011
Enseignants luxembourgeois	359	372	369	373	372	372	375
Enseignants non luxembourgeois	209	211	213	209	218	220	229

ACTIVITÉS ACCESSOIRES

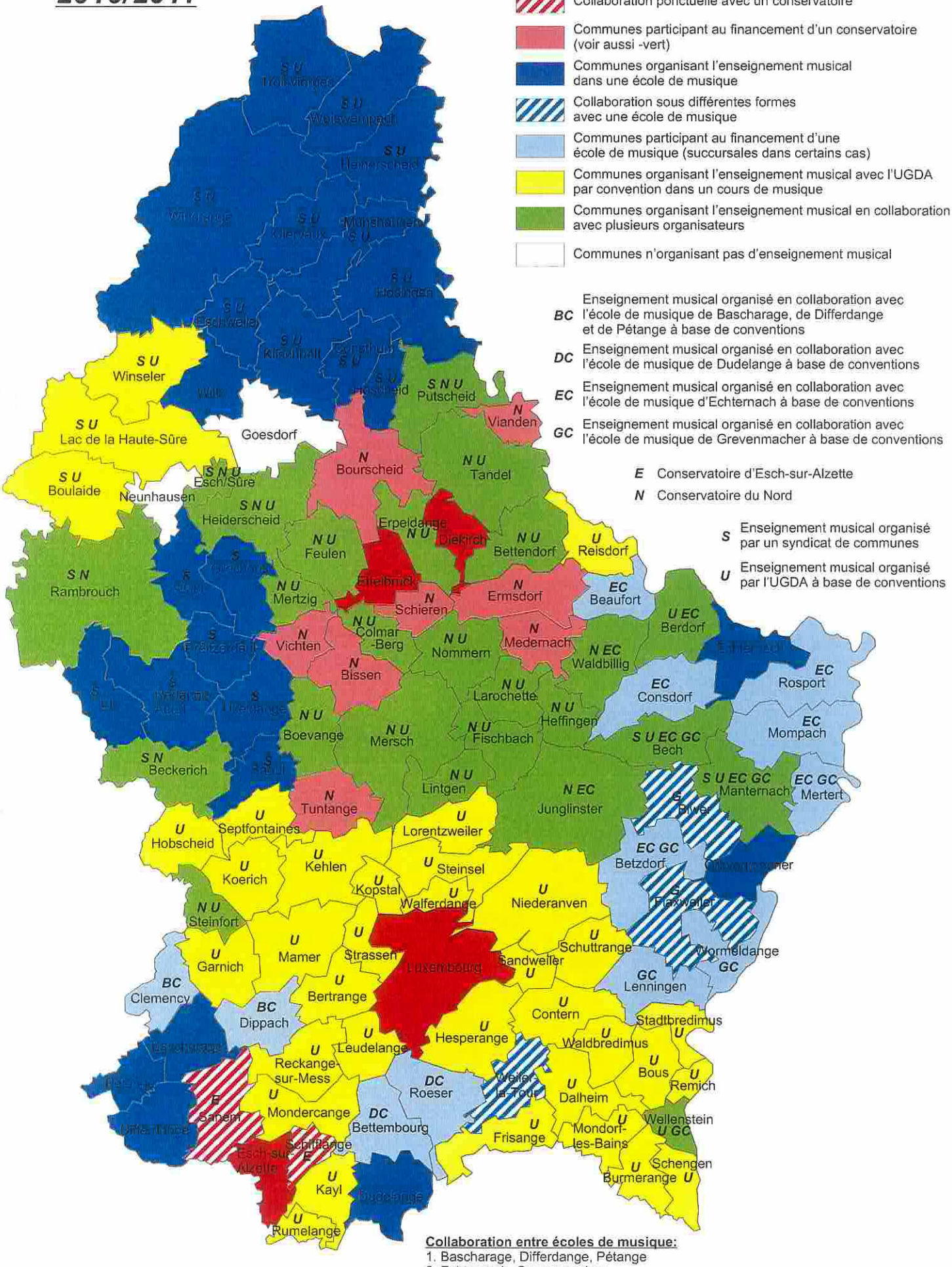
HEURES PRESTEES EN ACTIVITE ACCESSOIRE DES MUSICIENS DE LA MUSIQUE MILITAIRE



TOTAL HEURES HEBDOMADAIRES EN ACTIVITE ACCESSOIRE DES MUSICIENS DE LA MUSIQUE MILITAIRE

REPARTITION DE L'ENSEIGNEMENT MUSICAL SUR L'ENSEMBLE DU PAYS

Année scolaire 2010/2011



Collaboration entre écoles de musique:

1. Bascharage, Differdange, Pétange
2. Echternach, Grevenmacher

LA RESTITUTION FINANCIERE

Participation de l'Etat dans le financement de l'enseignement musical (en euros)

	Participation financière	Progression en % [1]
pour l'année scolaire 1996/1997 [2]	2 850 775,53	
pour l'année scolaire 1997/1998 [3]	8 180 486,32	186,96%
pour l'année scolaire 1998/1999	9 919 212,50	21,25%
pour l'année scolaire 1999/2000	10 471 181,44	5,56%
pour l'année scolaire 2000/2001	11 192 000,00	6,88%
pour l'année scolaire 2001/2002	12 112 000,00	8,22%
pour l'année scolaire 2002/2003	13 080 000,00	7,99%
pour l'année scolaire 2003/2004	13 672 000,00	4,53%
pour l'année scolaire 2004/2005	14 734 000,00	7,77%
pour l'année scolaire 2005/2006	16 002 000,00	8,61%
pour l'année scolaire 2006/2007	16 626 000,00	3,90%
pour l'année scolaire 2007/2008	17 358 000,00	4,40%
pour l'année scolaire 2008/2009	18 208 000,00	4,89%
pour l'année scolaire 2009/2010	19 864 000,00	9,09%
pour l'année scolaire 2010/2011 [4]	20 858 000,00	5,01%
Progression totale en % [5]		**154,98%**

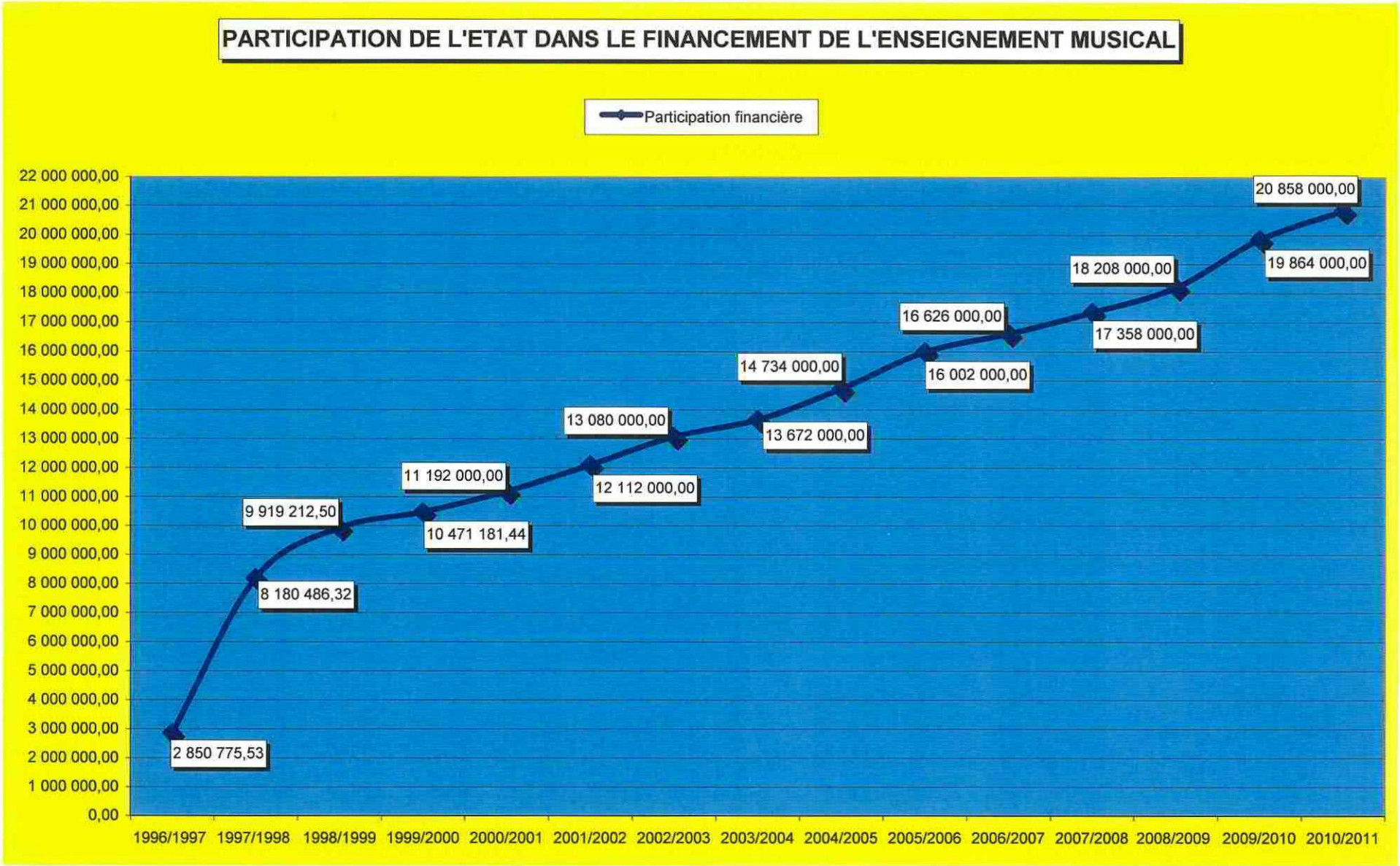
[1] **Progression chaque année par rapport à l'année précédente**

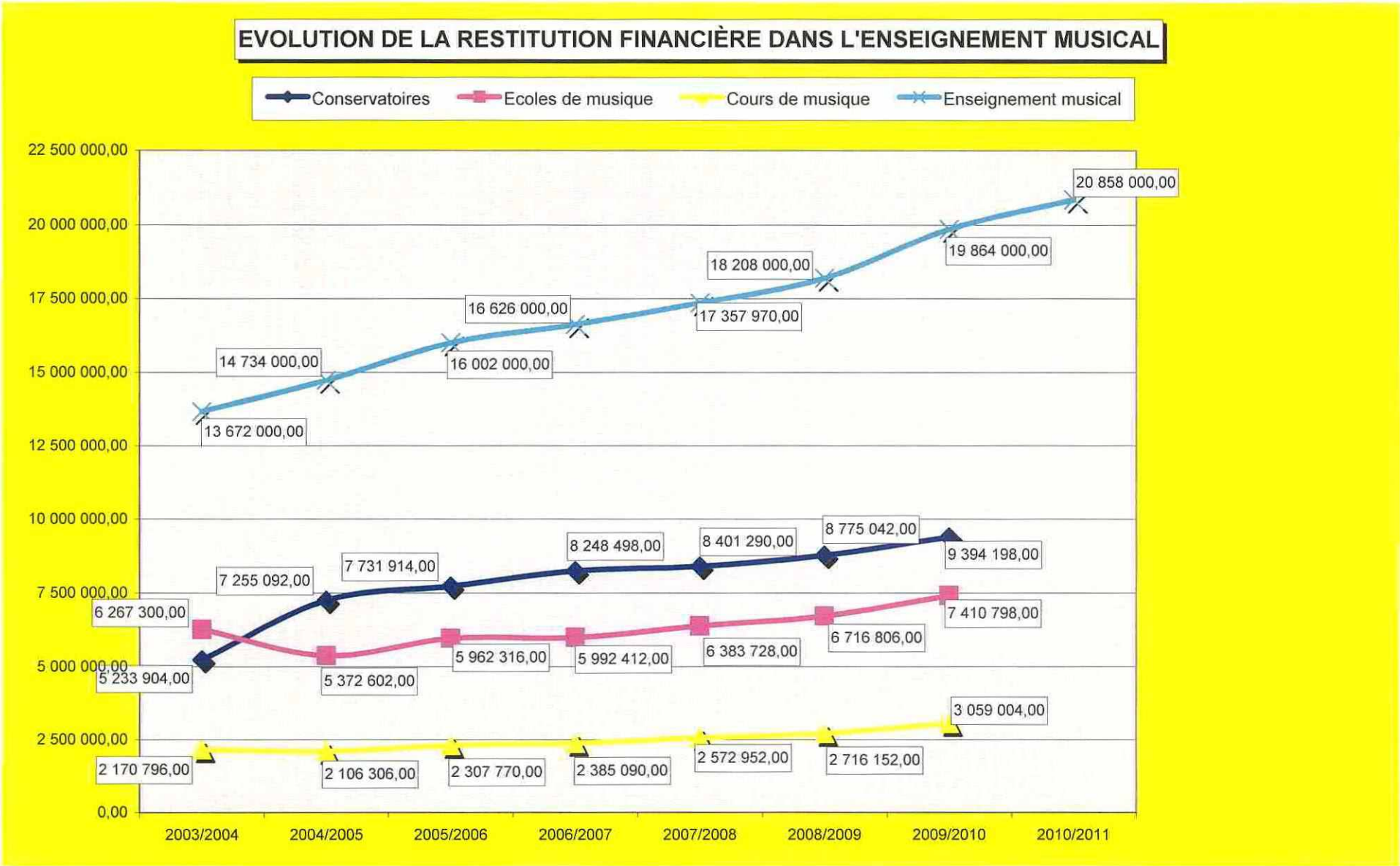
[2] **Dernière année avant la mise en vigueur de la loi**

[3] **1 trimestre scolaire 1998 d'après la loi du 28 avril 1998**

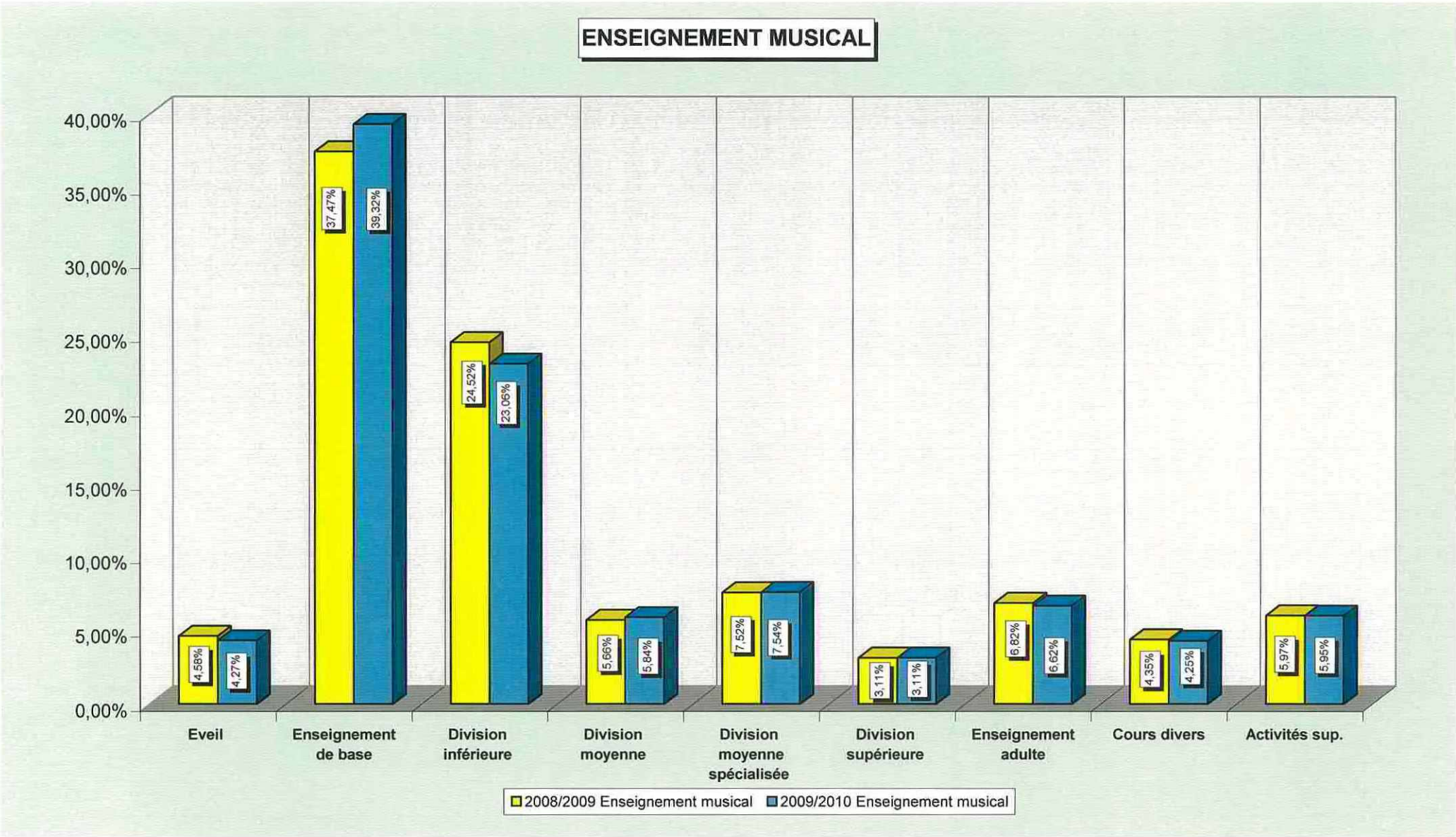
[4] **Budget voté**

[5] **Progression par rapport à l'année 1997/1998, année de la mise en vigueur de la loi**


PARTICIPATION DE L'ETAT DANS LE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT MUSICAL
Participation financière
22 000 000,00
21 000 000,00
20 000 000,00
19 000 000,00
18 000 000,00
17 000 000,00
16 000 000,00
15 000 000,00
14 000 000,00
13 000 000,00
12 000 000,00
11 000 000,00
10 000 000,00
9 000 000,00
8 000 000,00
7 000 000,00
6 000 000,00
5 000 000,00
4 000 000,00
3 000 000,00
2 000 000,00
1 000 000,00
0,00
2 850 775,53
8 180 486,32
9 919 212,50
10 471 181,44
11 192 000,00
12 112 000,00
13 080 000,00
13 672 000,00
14 734 000,00
16 002 000,00
16 626 000,00
17 358 000,00
18 208 000,00
19 864 000,00
20 858 000,00
1996/1997
1997/1998
1998/1999
1999/2000
2000/2001
2001/2002
2002/2003
2003/2004
2004/2005
2005/2006
2006/2007
2007/2008
2008/2009
2009/2010
2010/2011


EVOLUTION DE LA RESTITUTION FINANCIÈRE DANS L'ENSEIGNEMENT MUSICAL
Conservatoires
Ecoles de musique
Cours de musique
Enseignement musical
22 500 000,00
20 000 000,00
17 500 000,00
15 000 000,00
12 500 000,00
10 000 000,00
7 500 000,00
5 000 000,00
2 500 000,00
0,00
2003/2004
2004/2005
2005/2006
2006/2007
2007/2008
2008/2009
2009/2010
2010/2011
13 672 000,00
14 734 000,00
16 002 000,00
16 626 000,00
17 357 970,00
18 208 000,00
19 864 000,00
20 858 000,00
5 233 904,00
7 255 092,00
7 731 914,00
8 248 498,00
8 401 290,00
8 775 042,00
9 394 198,00
6 267 300,00
5 372 602,00
5 962 316,00
5 992 412,00
6 383 728,00
6 716 806,00
7 410 798,00
2 170 796,00
2 106 306,00
2 307 770,00
2 385 090,00
2 572 952,00
2 716 152,00
3 059 004,00

L'ENSEIGNEMENT MUSICAL LUXEMBOURGEOIS D'APRÈS LES DIFFÉRENTES DIVISIONS DE L'ENSEIGNEMENT SELON LE MODÈLE PROPOSÉ POUR UNE RÉVISION DE LA LOI DE 1998


ENSEIGNEMENT MUSICAL
40,00%
35,00%
30,00%
25,00%
20,00%
15,00%
10,00%
5,00%
0,00%
4,58%
4,27%
37,47%
39,32%
24,52%
23,06%
5,66%
5,84%
7,52%
7,54%
3,11%
3,11%
6,82%
6,62%
4,35%
4,25%
5,97%
5,95%
Eveil
Enseignement de base
Division inférieure
Division moyenne
Division moyenne spécialisée
Division supérieure
Enseignement adulte
Cours divers
Activités sup.
2008/2009 Enseignement musical
2009/2010 Enseignement musical

L'ENSEIGNEMENT MUSICAL LUXEMBOURGEOIS D'APRÈS LES DIFFÉRENTES DIVISIONS DE L'ENSEIGNEMENT SELON LE MODÈLE PROPOSÉ POUR UNE RÉVISION DE LA LOI DE 1998

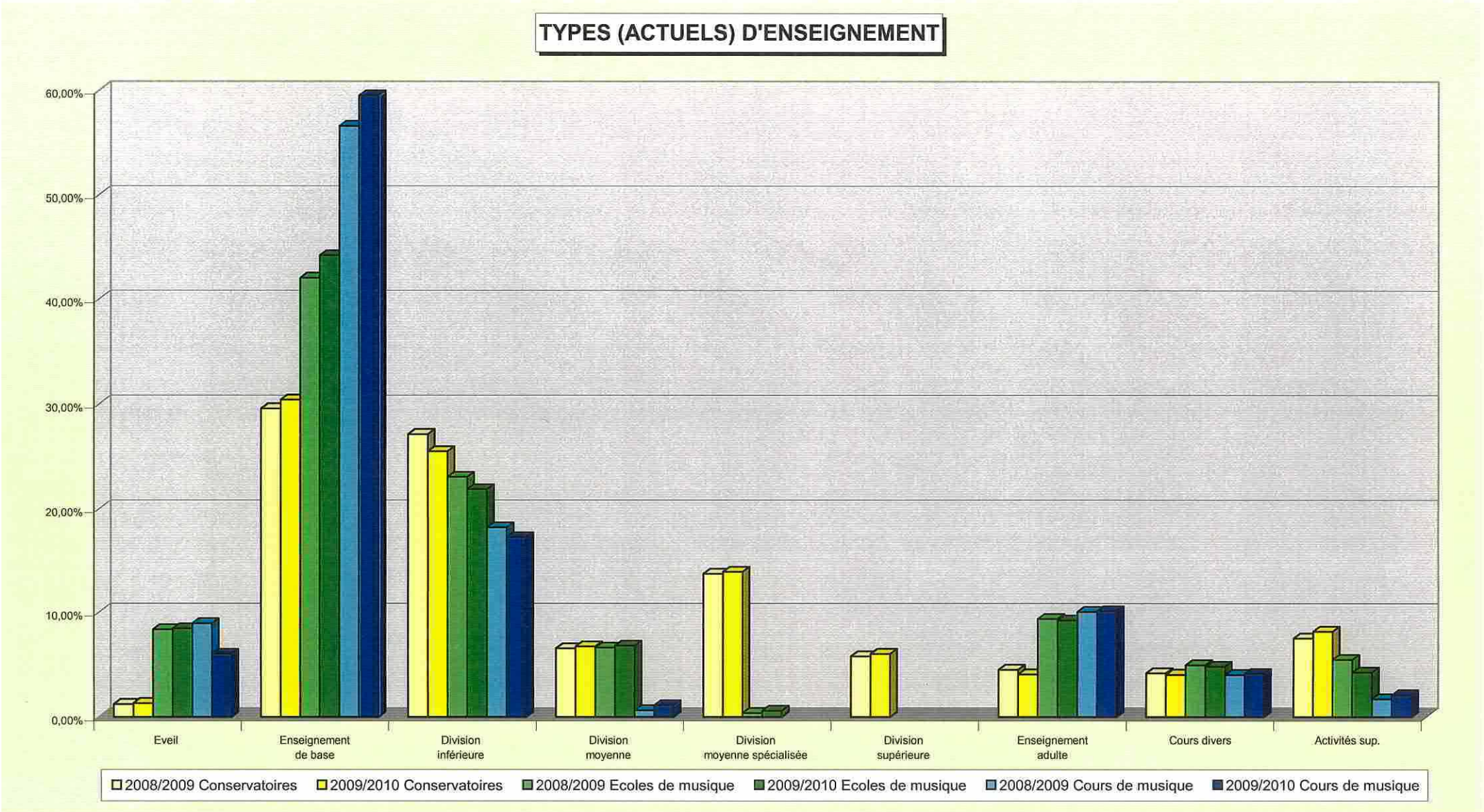
AU NIVEAU NATIONAL

Année scolaire 2008/2009

	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
CML	61 697,94	3 344 028,51	3 356 368,10	728 035,73	1 863 277,88	789 733,67	641 658,61	444 225,19	1 110 562,97
CME	5 328,05	1 441 478,67	1 429 369,48	373 447,60	759 004,40	301 761,16	74 108,28	203 434,49	261 074,26
CMN	188 162,37	1 477 792,16	955 960,51	279 851,66	283 838,15	127 966,36	230 020,52	228 824,58	214 074,56
Basch	35 956,12	599 219,69	411 954,36	102 585,00	3 375,47		174 350,47	85 414,12	54 741,35
Clerv	117 954,06	567 517,13	244 785,08	68 826,80			111 387,55	40 128,70	65 543,55
Diff	63 177,88	213 297,79	95 583,55	22 130,70			78 985,52	9 484,59	44 261,40
Dud	242 697,81	893 678,45	576 270,78	133 909,77	36 044,23		115 996,88	49 369,67	136 749,62
Echt	94 819,35	985 622,24	597 611,46	224 821,68	4 241,92		117 526,10	280 715,20	189 888,23
Grev	147 014,62	539 357,45	262 256,38	92 974,70			135 425,34	42 580,85	82 687,59
Pét	75 009,02	593 534,11	291 952,69	60 625,35			100 566,76	14 383,66	52 660,85
Red	204 172,64	511 116,75	250 762,37	87 698,32			228 837,79	54 811,45	31 516,58
Wiltz	40 071,85	241 907,97	91 072,40	11 273,29			81 669,79	22 546,57	3 741,35
Cours de musique	519 942,48	3 299 425,33	1 061 168,25	36 420,66			585 189,27	231 909,29	97 507,96
Total/division	**1 796 004,19**	**14 707 976,25**	**9 625 115,41**	**2 222 601,26**	**2 949 782,05**	**1 219 461,19**	**2 675 722,88**	**1 707 828,36**	**2 345 010,27**
Pourcentage/ division	**4,58%**	**37,47%**	**24,52%**	**5,66%**	**7,52%**	**3,11%**	**6,82%**	**4,35%**	**5,97%**

Année scolaire 2009/2010

	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
CML	60 311,92	3 334 746,60	3 010 067,43	681 022,10	1 961 142,61	881 559,24	613 673,79	425 199,04	1 154 973,28
CME	5 383,98	1 593 658,66	1 444 253,16	423 988,58	710 236,95	311 373,62	29 611,90	207 283,31	349 958,83
CMN	211 477,84	1 559 778,00	987 240,44	325 985,35	296 068,97	84 591,13	218 699,03	220 762,23	233 141,42
Basch	49 989,89	708 477,40	375 786,07	134 455,57	6 895,16		162 036,19	75 846,73	55 161,26
Clerv	80 800,69	573 571,12	291 053,20	80 231,67	3 414,11		131 443,38	31 011,53	73 403,45
Diff	83 168,86	233 456,46	72 955,14	11 672,82			89 005,28	8 754,62	42 313,98
Dud	322 314,24	851 446,79	620 454,91	179 063,47	42 975,23		166 529,02	67 148,80	48 347,14
Echt	174 427,53	1 020 044,01	584 825,23	176 467,61	20 400,88		118 325,10	267 251,53	112 204,84
Grev	140 386,46	676 147,03	242 381,52	116 033,71			121 190,76	47 272,99	87 669,91
Pét	93 405,82	625 300,09	303 568,92	55 351,60			83 027,40	24 216,32	53 621,86
Red	93 351,13	685 706,48	206 221,13	84 864,66			243 561,58	57 707,97	25 459,40
Wiltz	27 427,08	214 388,31	67 882,01	16 456,25			49 368,74	21 255,98	34 283,84
Cours de musique	380 253,93	3 791 618,78	1 098 457,80	69 297,89			643 073,40	260 238,17	130 390,89
Total/division	**1 722 699,37**	**15 868 339,73**	**9 305 146,96**	**2 354 891,28**	**3 041 133,91**	**1 277 523,99**	**2 669 545,57**	**1 713 949,22**	**2 400 930,10**
Pourcentage/ division	**4,27%**	**39,32%**	**23,06%**	**5,84%**	**7,54%**	**3,11%**	**6,62%**	**4,25%**	**5,95%**


TYPES (ACTUELS) D'ENSEIGNEMENT
60,00%
50,00%
40,00%
30,00%
20,00%
10,00%
0,00%
Eveil
Enseignement de base
Division inférieure
Division moyenne
Division moyenne spécialisée
Division supérieure
Enseignement adulte
Cours divers
Activités sup.
2008/2009 Conservatoires
2009/2010 Conservatoires
2008/2009 Ecoles de musique
2009/2010 Ecoles de musique
2008/2009 Cours de musique
2009/2010 Cours de musique

L'ENSEIGNEMENT MUSICAL LUXEMBOURGEOIS D'APRÈS LES DIFFÉRENTES DIVISIONS DE L'ENSEIGNEMENT SELON LE MODÈLE PROPOSÉ POUR UNE RÉVISION DE LA LOI DE 1998

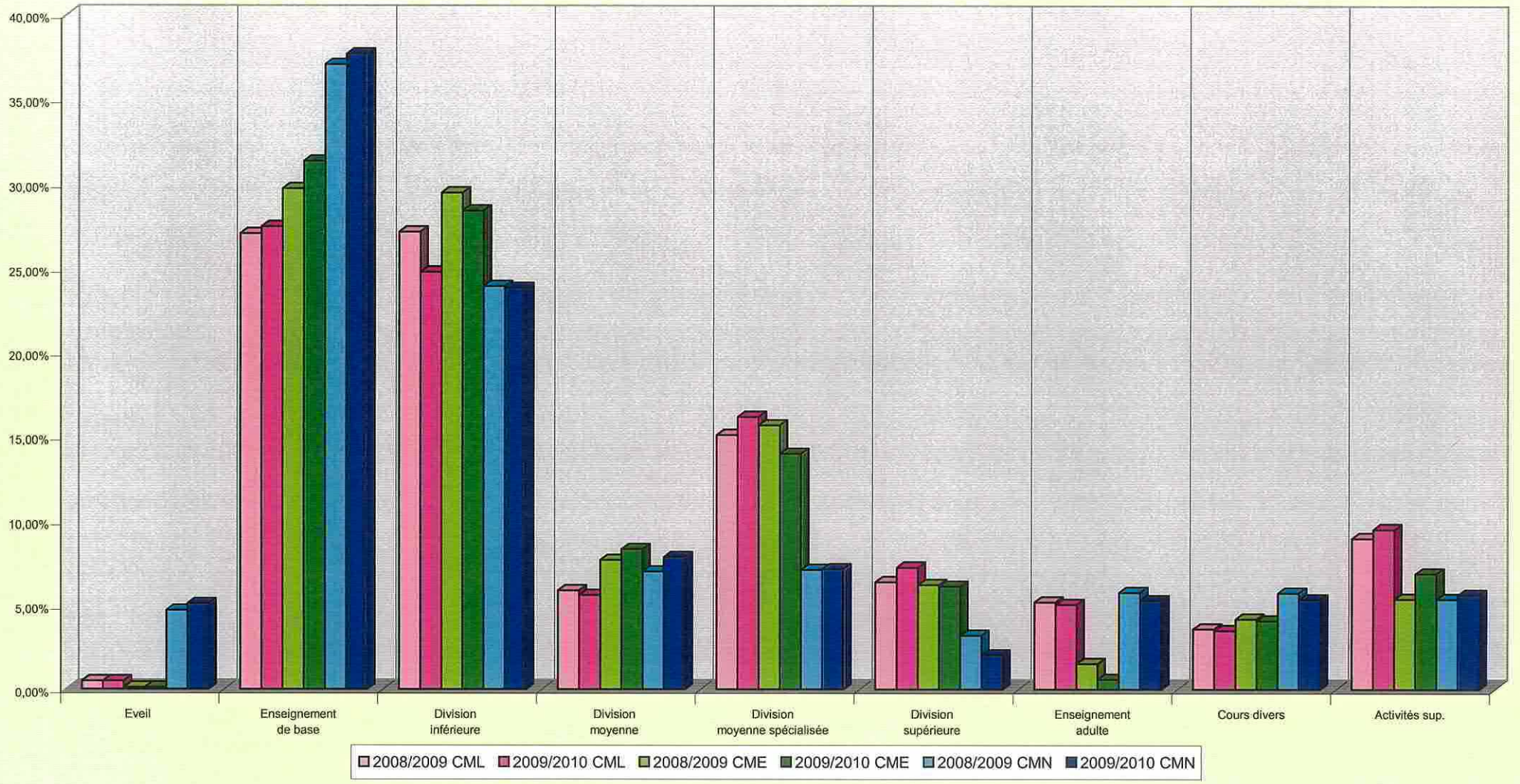
AU NIVEAU DES 3 TYPES (ACTUELS) D'ENSEIGNEMENT

Année scolaire 2008/2009

	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
Conservatoires	255 188,36	6 263 299,34	5 741 698,09	1 381 334,99	2 906 120,43	1 219 461,19	945 787,41	876 484,26	1 585 711,79
	1,21%	29,58%	27,12%	6,52%	13,72%	5,76%	4,47%	4,14%	7,49%
Ecoles de musique	1 020 873,35	5 145 251,58	2 822 249,07	804 845,61	43 661,62		1 144 746,20	499 434,81	661 790,52
	8,34%	42,03%	23,05%	6,57%	0,36%		9,35%	4,90%	5,41%
Cours de musique	519 942,48	3 299 425,33	1 061 168,25	36 420,66			585 189,27	231 909,29	97 507,96
	8,92%	56,58%	18,20%	0,62%			10,03%	3,98%	1,67%

Année scolaire 2009/2010

	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
Conservatoires	277 173,74	6 488 183,26	5 441 561,03	1 430 996,03	2 967 448,53	1 277 523,99	861 984,72	853 244,58	1 738 073,53
	1,30%	30,41%	25,50%	6,71%	13,91%	5,99%	4,04%	4,00%	8,15%
Ecoles de musique	1 065 271,70	5 588 537,69	2 765 128,13	854 597,36	73 685,38		1 164 487,45	600 466,47	532 465,68
	8,42%	44,20%	21,87%	6,76%	0,58%		9,21%	4,75%	4,21%
Cours de musique	380 253,93	3 791 618,78	1 098 457,80	69 297,89			643 073,40	260 238,17	130 390,89
	5,97%	59,49%	17,24%	1,09%			10,09%	4,08%	2,05%


CONSERVATOIRES
40,00%
35,00%
30,00%
25,00%
20,00%
15,00%
10,00%
5,00%
0,00%
Eveil
Enseignement de base
Division inférieure
Division moyenne
Division moyenne spécialisée
Division supérieure
Enseignement adulte
Cours divers
Activités sup.
2008/2009 CML
2009/2010 CML
2008/2009 CME
2009/2010 CME
2008/2009 CMN
2009/2010 CMN

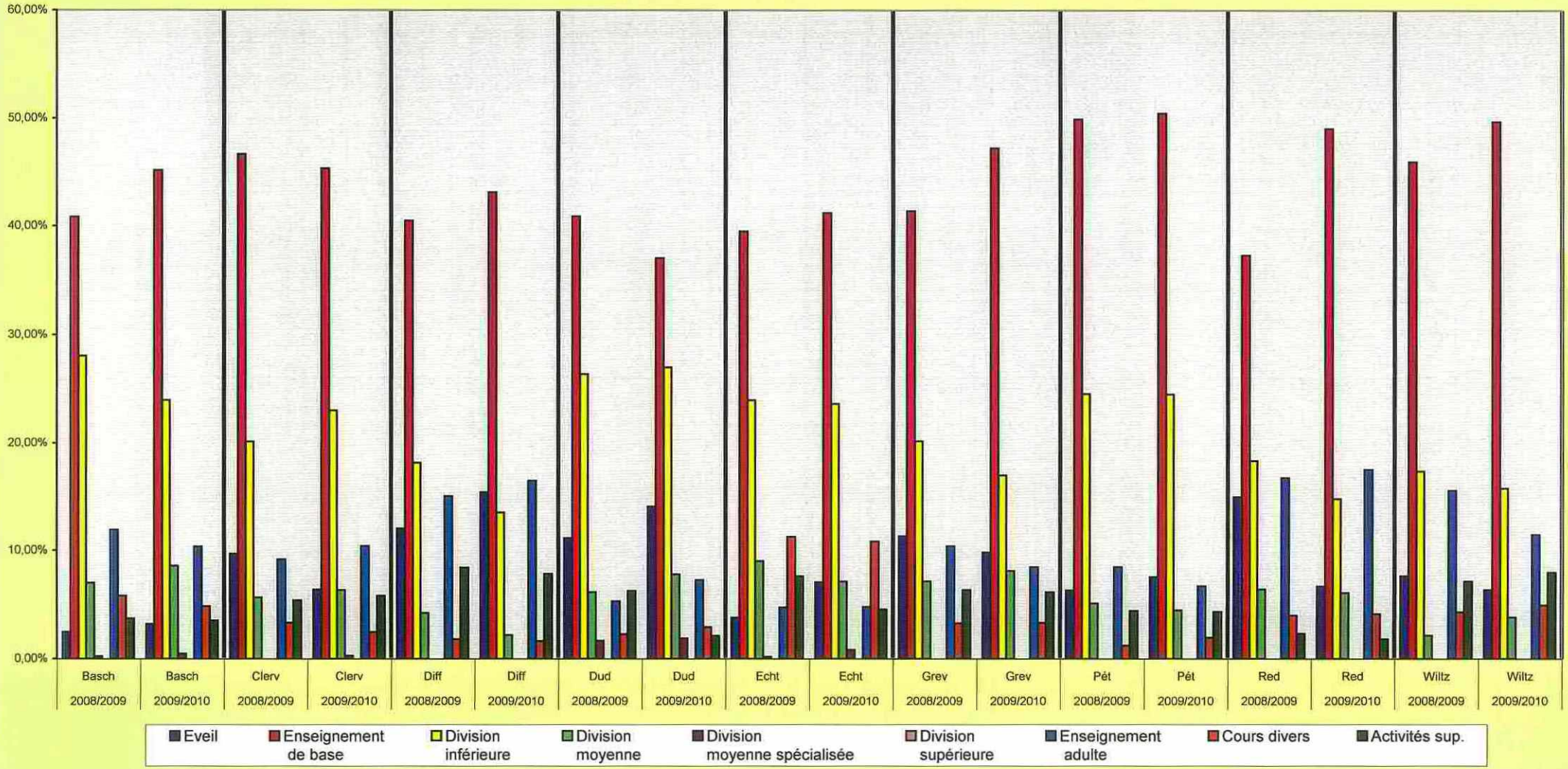
L'ENSEIGNEMENT MUSICAL LUXEMBOURGEOIS D'APRÈS LES DIFFÉRENTES DIVISIONS DE L'ENSEIGNEMENT SELON LE MODÈLE PROPOSÉ POUR UNE RÉVISION DE LA LOI DE 1998

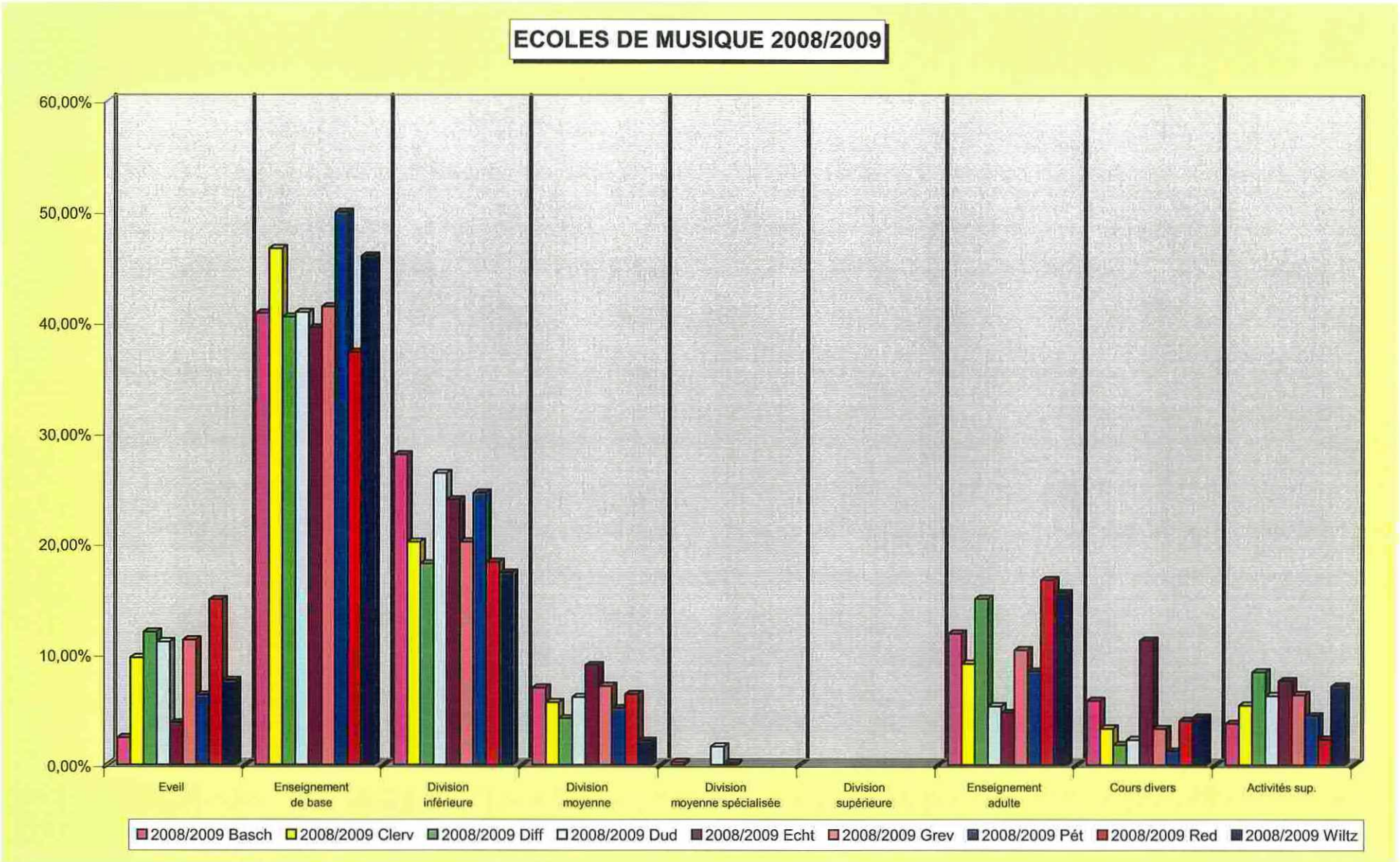
AU NIVEAU DES CONSERVATOIRES

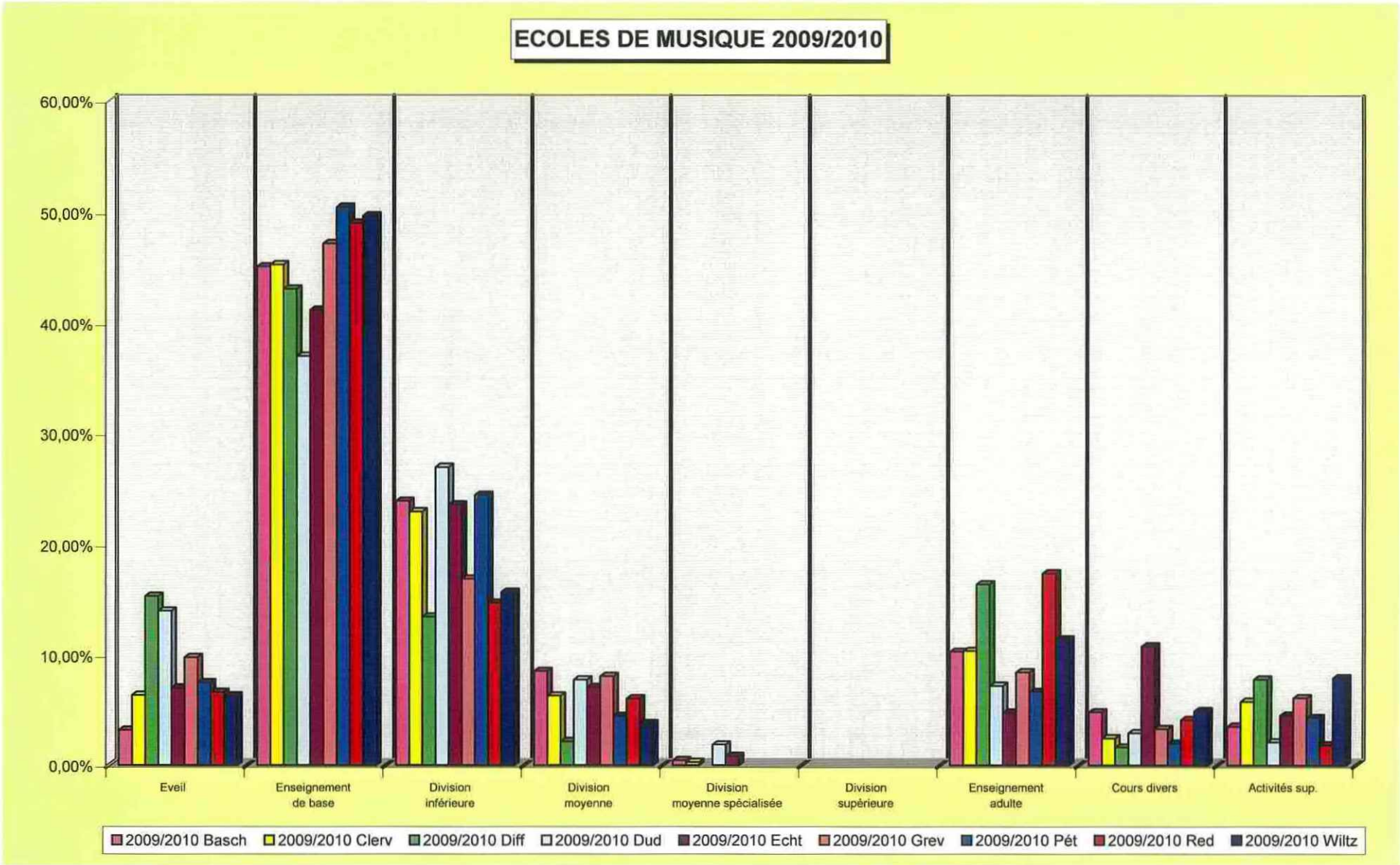
Année scolaire	Conservatoire	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
2008/2009	CML	61 697,94	3 344 028,51	3 356 368,10	728 035,73	1 863 277,88	789 733,67	641 658,61	444 225,19	1 110 562,97
2009/2010	CML	60 311,92	3 334 746,60	3 010 067,43	681 022,10	1 961 142,61	881 559,24	613 673,79	425 199,04	1 154 973,28
2008/2009	CME	5 328,05	1 441 478,67	1 429 369,48	373 447,60	759 004,40	301 761,16	74 108,28	203 434,49	261 074,26
2009/2010	CME	5 383,98	1 593 658,66	1 444 253,16	423 988,58	710 236,95	311 373,62	29 611,90	207 283,31	349 958,83
2008/2009	CMN	188 162,37	1 477 792,16	955 960,51	279 851,66	283 838,15	127 966,36	230 020,52	228 824,58	214 074,56
2009/2010	CMN	211 477,84	1 559 778,00	987 240,44	325 985,35	296 068,97	84 591,13	218 699,03	220 762,23	233 141,42

Année scolaire	Conservatoire	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
2008/2009	CML	0,50%	27,10%	27,20%	5,90%	15,10%	6,40%	5,20%	3,60%	9,00%
2009/2010	CML	0,50%	27,51%	24,83%	5,62%	16,18%	7,27%	5,06%	3,51%	9,53%
2008/2009	CME	0,11%	29,76%	29,51%	7,71%	15,67%	6,23%	1,53%	4,20%	5,39%
2009/2010	CME	0,11%	31,40%	28,45%	8,35%	13,99%	6,13%	0,58%	4,08%	6,89%
2008/2009	CMN	4,72%	37,07%	23,98%	7,02%	7,12%	3,21%	5,77%	5,74%	5,37%
2009/2010	CMN	5,11%	37,70%	23,86%	7,88%	7,16%	2,04%	5,29%	5,34%	5,63%

ECOLES DE MUSIQUE 2008/2009 ET 2009/2010




ECOLES DE MUSIQUE 2008/2009
60,00%
50,00%
40,00%
30,00%
20,00%
10,00%
0,00%
Eveil
Enseignement de base
Division inférieure
Division moyenne
Division moyenne spécialisée
Division supérieure
Enseignement adulte
Cours divers
Activités sup.
2008/2009 Basch
2008/2009 Clerv
2008/2009 Diff
2008/2009 Dud
2008/2009 Echt
2008/2009 Grev
2008/2009 Pét
2008/2009 Red
2008/2009 Wiltz

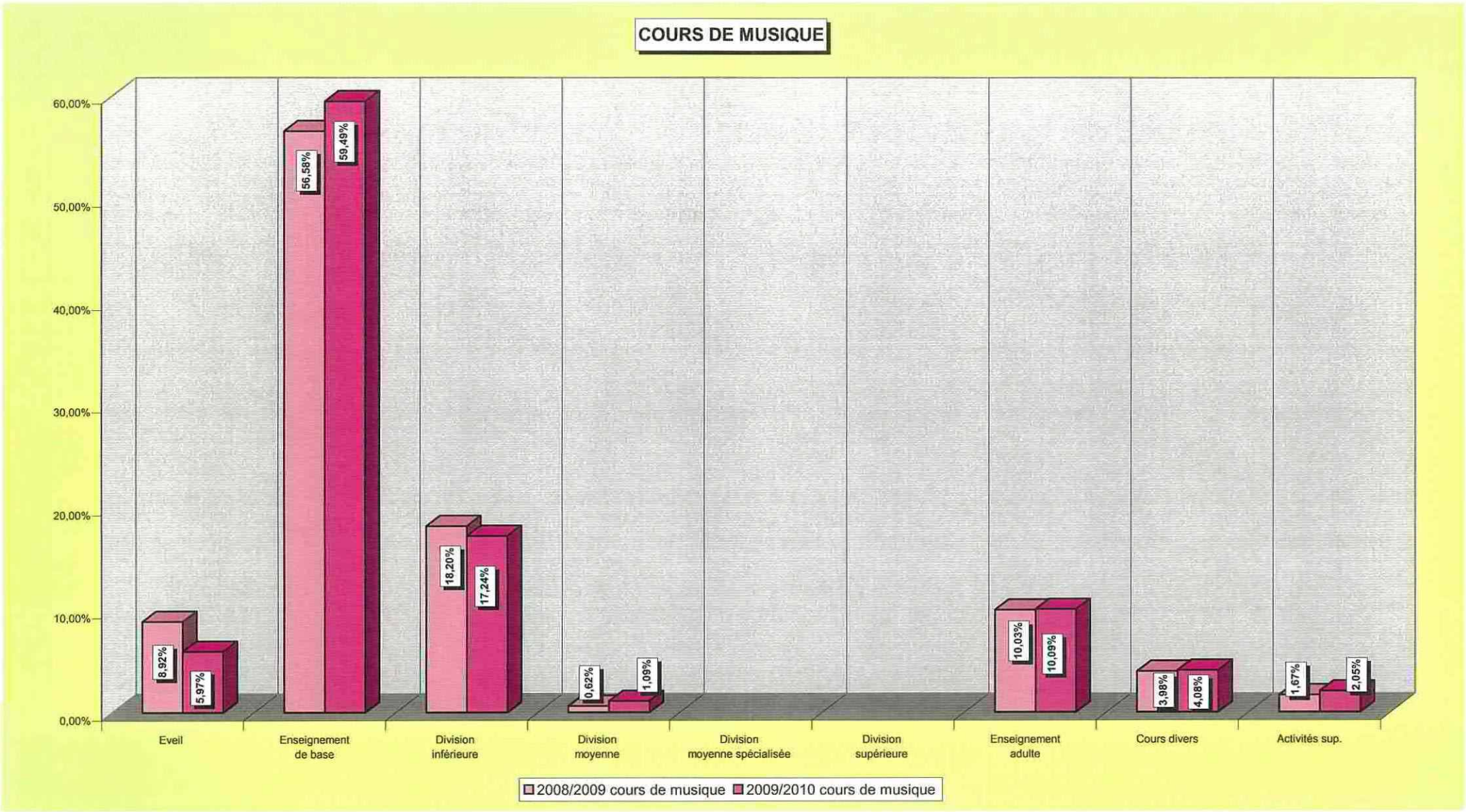

ECOLES DE MUSIQUE 2009/2010
60,00%
50,00%
40,00%
30,00%
20,00%
10,00%
0,00%
Eveil
Enseignement de base
Division inférieure
Division moyenne
Division moyenne spécialisée
Division supèrieure
Enseignement adulte
Cours divers
Activités sup.
2009/2010 Basch
2009/2010 Clerv
2009/2010 Diff
2009/2010 Dud
2009/2010 Echt
2009/2010 Grev
2009/2010 Pét
2009/2010 Red
2009/2010 Wiltz

L'ENSEIGNEMENT MUSICAL LUXEMBOURGEOIS D'APRÈS LES DIFFÉRENTES DIVISIONS DE L'ENSEIGNEMENT SELON LE MODÈLE PROPOSÉ POUR UNE RÉVISION DE LA LOI DE 1998

AU NIVEAU DES ECOLES DE MUSIQUE

Année scolaire	Ecoles de musique	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
2008/2009	**Basch**	35 956,12	599 219,69	411 954,36	102 585,00	3 375,47		174 350,47	85 414,12	54 741,35
2009/2010	**Basch**	49 989,89	708 477,40	375 786,07	134 455,57	6 895,16		162 036,19	75 846,73	55 161,26
2008/2009	**Clerv**	117 954,06	567 517,13	244 785,08	68 826,80			111 387,55	40 128,70	65 543,55
2009/2010	**Clerv**	80 800,69	573 571,12	291 053,20	80 231,67	3 414,11		131 443,38	31 011,53	73 403,45
2008/2009	**Diff**	63 177,88	213 297,79	95 583,55	22 130,70			78 985,52	9 484,59	44 261,40
2009/2010	**Diff**	83 168,86	233 456,46	72 955,14	11 672,82			89 005,28	8 754,62	42 313,98
2008/2009	**Dud**	242 697,81	893 678,45	576 270,78	133 909,77	36 044,23		115 996,88	49 369,67	136 749,62
2009/2010	**Dud**	322 314,24	851 446,79	620 454,91	179 063,47	42 975,23		166 529,02	67 148,80	48 347,14
2008/2009	**Echt**	94 819,35	985 622,24	597 611,46	224 821,68	4 241,92		117 526,10	280 715,20	189 888,23
2009/2010	**Echt**	174 427,53	1 020 044,01	584 825,23	176 467,61	20 400,88		118 325,10	267 251,53	112 204,84
2008/2009	**Grev**	147 014,62	539 357,45	262 256,38	92 974,70			135 425,34	42 580,85	82 687,59
2009/2010	**Grev**	140 386,46	676 147,03	242 381,52	116 033,71			121 190,76	47 272,99	87 669,91
2008/2009	**Pét**	75 009,02	593 534,11	291 952,69	60 625,35			100 566,76	14 383,66	52 660,85
2009/2010	**Pét**	93 405,82	625 300,09	303 568,92	55 351,60			83 027,40	24 216,32	53 621,86
2008/2009	**Red**	204 172,64	511 116,75	250 762,37	87 698,32			228 837,79	54 811,45	31 516,58
2009/2010	**Red**	93 351,13	685 706,48	206 221,13	84 864,66			243 561,58	57 707,97	25 459,40
2008/2009	**Wiltz**	40 071,85	241 907,97	91 072,40	11 273,29			81 669,79	22 546,57	3 741,35
2009/2010	**Wiltz**	27 427,08	214 388,31	67 882,01	16 456,25			49 368,74	21 255,98	34 283,84

Année scolaire	Ecoles de musique	Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
2008/2009	**Basch**	2,45%	40,83%	28,07%	6,99%	0,23%		11,88%	5,82%	3,73%
2009/2010	**Basch**	3,19%	45,16%	23,96%	8,57%	0,44%		10,33%	4,84%	3,52%
2008/2009	**Clerv**	9,70%	46,67%	20,13%	5,66%			9,16%	3,30%	5,39%
2009/2010	**Clerv**	6,39%	45,34%	23,01%	6,34%	0,27%		10,39%	2,45%	5,80%
2008/2009	**Diff**	11,99%	40,48%	18,14%	4,20%			14,99%	1,80%	8,40%
2009/2010	**Diff**	15,36%	43,13%	13,48%	2,16%			16,44%	1,62%	7,82%
2008/2009	**Dud**	11,11%	40,91%	26,38%	6,13%	1,65%		5,31%	2,26%	6,26%
2009/2010	**Dud**	14,02%	37,05%	27,00%	7,79%	1,87%		7,25%	2,92%	2,10%
2008/2009	**Echt**	3,80%	39,50%	23,95%	9,01%	0,17%		4,71%	11,25%	7,61%
2009/2010	**Echt**	7,05%	41,23%	23,64%	7,13%	0,82%		4,78%	10,80%	4,54%
2008/2009	**Grev**	11,29%	41,42%	20,14%	7,14%			10,40%	3,27%	6,35%
2009/2010	**Grev**	9,81%	47,25%	16,94%	8,11%			8,47%	3,30%	6,13%
2008/2009	**Pét**	6,31%	49,93%	24,56%	5,10%			8,46%	1,21%	4,43%
2009/2010	**Pét**	7,54%	50,49%	24,51%	4,47%			6,70%	1,96%	4,33%
2008/2009	**Red**	14,90%	37,30%	18,30%	6,40%			16,70%	4,00%	2,30%
2009/2010	**Red**	6,68%	49,09%	14,76%	6,08%			17,44%	4,13%	1,82%
2008/2009	**Wiltz**	7,62%	45,99%	17,32%	2,15%			15,53%	4,29%	7,14%
2009/2010	**Wiltz**	6,36%	49,73%	15,75%	3,82%			11,45%	4,93%	7,95%


COURS DE MUSIQUE
60,00%
50,00%
40,00%
30,00%
20,00%
10,00%
0,00%
8,92%
5,97%
56,58%
59,49%
18,20%
17,24%
0,62%
1,09%
10,03%
10,09%
3,98%
4,08%
1,67%
2,05%
Eveil
Enseignement de base
Division inférieure
Division moyenne
Division moyenne spécialisée
Division supérieure
Enseignement adulte
Cours divers
Activités sup.
2008/2009 cours de musique
2009/2010 cours de musique

L'ENSEIGNEMENT MUSICAL LUXEMBOURGEOIS D'APRÈS LES DIFFÉRENTES DIVISIONS DE L'ENSEIGNEMENT SELON LE MODÈLE PROPOSÉ POUR UNE RÉVISION DE LA LOI DE 1998

AU NIVEAU DES COURS DE MUSIQUE

Année scolaire		Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
2008/2009	**Cours de musique**	519 942,48	3 299 425,33	1 061 168,25	36 420,66			585 189,27	231 909,29	97 507,96
2009/2010	**Cours de musique**	380 253,93	3 791 618,78	1 098 457,80	69 297,89			643 073,40	260 238,17	130 390,89

Année scolaire		Eveil	Enseignement de base	Division inférieure	Division moyenne	Division moyenne spécialisée	Division supérieure	Enseignement adulte	Cours divers	Activités sup.
2008/2009	**Cours de musique**	8,92%	56,58%	18,20%	0,62%			10,03%	3,98%	1,67%
2009/2010	**Cours de musique**	5,97%	59,49%	17,24%	1,09%			10,09%	4,08%	2,05%